

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie

Département ECONOMIE

DEA Option : « Monnaie, Banque, Finance »

Grand Mémoire en vue de l'obtention du Diplôme d'Etudes Approfondies

Présenté par :

RASOAZANATODY Norohanta Alexandrine

POLITIQUE BUDGETAIRE ET REDUCTION DE LA PAUVRETE

Soutenu publiquement le 27 Mars 2008

Devant la commission d'examen composée de :

Président : Madame Emilienne RAPARSON
Professeur Emérite des Universités

Encadreur : Monsieur Mamy Raoul RAVELOMANANA
Agréé des Universités en sciences économiques et Professeur à la Faculté DEGS

Examineur : Monsieur Eric Thosun MANDRARA
Maître de Conférence à la Faculté DEDGS

Année Universitaire 2006 - 2007

REMERCIEMENTS

Je tiens en premier lieu à remercier Dieu tout puissant de m'avoir donné le temps, la force, la courage et l'intelligence tout au long de l'accomplissement de ce travail.

J'adresse également mes vifs remerciements à :

- Monsieur Mamy Raoul RAVELOMANANA mon encadreur, qui m'a fourni des conseils et consacré du temps pour le suivi du début jusqu'à la finalisation de ce travail.
- Monsieur Claude ANDRIANARISOA, Directeur des Etudes Economiques et Modélisation au sein du Ministère de l'Industrie, de Commerce, de décentralisation et du Secteur Privé, direction de la planification.
- Et toutes les personnes et amis qui m'ont aidés et soutenus, de près ou de loin jusqu'à la finalisation de ce travail.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

LISTE DES FIGURES

LISTE DES ABREVIATIONS

INTRODUCTION

.....
.....

1

CHAPITRE I : CONTRIBUTION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE A LA

REDUCTION DE LA PAUVRETE : ARGUMENT THEORIQUE.....

..... 3

SECTION 1 : APERCU THEORIQUE DE LA PAUVRETE.....

..... 3

1. Evolution du concept de la pauvreté

.....
.....

3

2. Note sur les différentes approches de la pauvreté.

.....
.....

5

3. Mesure de la pauvreté.

.....
.....

7

SECTION 2 : CORRELATION ENTRE POLITIQUE BUDGETAIRE ET

REDUCTION DE LA PAUVRETE

.....
.....

12

1. Note sur la politique budgétaire

.....
.....

13

2. Dépenses publiques, croissance et pauvreté.

.....
.....

16

3. Impact des dépenses publiques sur la pauvreté

.....
.....

30

SECTION 3 : MODELES D'ANALYSE DE LA PAUVRETE

35

1. Le Simulateur d'Analyse Macroéconomique de la Pauvreté

36

2. Le modèle IMMPA

37

3. Le modèle RMSM-X+P

39

CHAPITRE II : ANALYSE D'IMPACT DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA PAUVRETE : SIMULATION A TRAVERS LE MODELE RMSM-X+P A MADAGASCAR

41

SECTION 1 : PRESENTATION DU MODELE RMSM-X+P

41

1. Fondements et historiques du modèle RMSM-X + P

42

2. Spécification des équations et identification des variables

45

SECTION 2 : CONTEXTE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR

52

1. Contexte général de la pauvreté à Madagascar

52

2. Engagement du gouvernement en matière de réduction de la pauvreté

59

**SECTION 3 : SIMULATION A PARTIR DES HYPOTHESES SUR LES
DEPENSES PUBLIQUES**

64

1. Données et méthodes économétriques

64

2. Résultat de la régression

65

3. Projection de l'évolution de l'incidence de la pauvreté pour le cas
de

Madagascar

68

CONCLUSION

79

ANNEXE

BIBLIOGRAPHIE

LISTE DES FIGURES

- Figure N°1 : Hausse dans la part des dépenses publiques d'éducation et de santé.**
- Figure N°2 : Evolution du taux de Scolarisation primaire en fonction des dépenses d'éducation**
- Figure N°3 : Evolution du taux de scolarisation primaire**
- Figure N°4 : Evolution de l'espérance de vie.**
- Figure N°5 : Evolution du taux de mortalité infantile.**
- Figure N°6 : Evolution de l'espérance de vie comparée avec les dépenses publiques en santé**
- Figure N°7 : Evolution du taux de mortalité comparée avec les dépenses publiques en santé**
- Figure N°8 : Taux de mortalité, espérance de vie et dépenses en santé.**
- Figure N°9 : Variation du taux de pauvreté**
- Figure N°10 : Variation du taux de pauvreté et du taux de scolarisation primaire**
- Figure N°11 : Variation du taux de pauvreté et de l'espérance de vie**
- Figure N°12 : Variation du taux de pauvreté et du taux de mortalité**
- Figure N°13 : Taux de pauvreté, taux de scolarisation, taux de mortalité, espérance de vie**
- Figure N°14 : Taux de pauvreté et taux de croissance économique**

LISTE DES ABREVIATIONS

AIRMAD	: Air Madagascar
BFV	: Banky Fampanandrosoana ny Varotra
DSRP	: Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
ENMG	: Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes
FMG	: Franc Malagasy
FMI	: Fonds Monétaire International
GDP	: Gross Domestic Product
IDE	: Investissement Direct Etranger
IMMPA	: Integrated Macroeconomic Model for Poverty Analysis
INSTAT	: Institut National de la Statistique
JIRAMA	: Jiro sy RAho Malagasy
MAP	: Madagascar Action Plan
OMD	: Objectif du Millénaire pour le Développement
PAMS	: Poverty Analysis Macroeconomic Simulation
PAS	: Programme d’Ajustement Structurel
PD	: Pays Développés
PED	: Pays en Développement
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNB	: Produit National Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
SAMP	: Simulateur d’Analyse Macroéconomique de la Pauvreté
SOLIMA	: Solitany Malagasy
TVA	: Taxe sur la Valeurs Ajoutée
USD	: Dollar Américain

INTRODUCTION

L'efficacité de la politique budgétaire est critiquée ces deux dernières décennies au niveau de sa formulation et de son application. Le développement des théories des anticipations des années 70 a influencé indirectement la formulation de la politique budgétaire en rejetant l'effet multiplicateur keynésien. Pendant cette période, des discours libéraux visant à réduire le poids de l'Etat dans l'activité économique ont été véhiculés par les institutions internationales.

Il a été ainsi préconisé les stratégies de réduction des déficits et des consolidations budgétaires. Le FMI et la Banque Mondiale, par le consensus de Washington ont recommandé la limitation du déficit budgétaire surtout dans les pays en voie de développement.

En effet, la politique budgétaire active a été rejetée et abandonnée dans la plupart des pays développés et en développement. La pertinence de la politique budgétaire comme étant gestion de la demande a été donc remise en cause. Car d'abord, elle confère aux gouvernements de trop grands pouvoirs, qui, dans la plupart des cas conduit à une mauvaise gestion économique et aux gaspillages des ressources budgétaires. De plus, elle peut jouer des rôles tant idéologiques que politiques. Enfin, elle ne peut pas être employée à cause des multiples contraintes qui pèsent sur son usage.

Cet abandon de la politique budgétaire a privé le gouvernement d'une action à court terme prévenant et atténuant les chocs. Certes, une telle direction libérale pourrait sembler utile pour réagir aux abus de pouvoirs discrétionnaires, mais elle n'est pas satisfaisante, du fait que les stratégies libérales centrées sur le marché prônées par le FMI et la Banque Mondiale ne pouvaient pas résoudre les problèmes auxquels les pays en développement font face.

Face à cette limite des politiques libérales, la politique de gestion de la demande a fait son retour progressivement comme en témoigne le consensus en faveur de l'intervention de l'Etat. L'Etat a relégitimé son rôle dans les années 90 au niveau de l'offre.

De plus, à la suite d'une politique de stabilisation, consistant en une sévère réduction des dépenses publiques, bon nombre des pays en développement s'enfoncent de plus en plus dans la pauvreté extrême.

Ainsi l'attention internationale se centre davantage sur les politiques de lutte contre la pauvreté. C'est ainsi que les OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) ont été conçus. Ces objectifs se résument en un développement durable basé sur la réduction de la pauvreté, sur l'amélioration de la qualité du capital humain et sur la valorisation du capital naturel.

La politique budgétaire, ensemble des décisions prises par les pouvoirs publics en matière d'impôts et de dépenses, a d'importants impacts sur ces objectifs par les effets qu'elle exerce sur la croissance économique et sur la mise en valeur des ressources humaines. Vu que ces objectifs

visent davantage le développement social, la politique en matière de dépenses a plus de répercussion sur eux.

Tout comme un pays en développement, Madagascar a aussi fait la lutte contre la pauvreté l'une de ses priorités. De ce fait, après le DSRP ou Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté, le MAP ou Madagascar Action Plan, qui retrace les objectifs ainsi que les stratégies des pays dans le cadre de la lutte contre la pauvreté a été mis en œuvre depuis l'année 2007. Ce programme est conforme aux objectifs fixés par l'OMD où la politique budgétaire est en cours de discussion.

Ce présent travail essaie justement d'évaluer l'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté : Comment l'augmentation de dépenses publiques sociales affecte les indicateurs de la pauvreté ?

Pour ce faire, le travail s'articule en deux grands chapitres dont le premier chapitre se centre sur la littérature théorique justifiant la corrélation entre politique budgétaire et la réduction de pauvreté. Dans un premier temps nous, allons faire un bref aperçu du concept de la pauvreté afin de bien la cerner. Ensuite nous allons voir la corrélation entre politique budgétaire et la pauvreté en analysant (i) l'impact des dépenses publiques sur la croissance, en particulier la croissance endogène et le rôle de la croissance sur la pauvreté (ii) la politique budgétaire et le développement humain. Nous allons fermer ce chapitre avec un parcours des différents modèles d'analyse de la pauvreté.

Quant au second chapitre, il analyse la robustesse de la relation entre politique budgétaire et réduction de la pauvreté pour le cas de Madagascar à travers le modèle RMSM-X+P. Or ce modèle n'incorpore pas le facteur santé dans l'équation de la pauvreté. Ainsi dans ce présent travail, nous essayons d'introduire le facteur santé car il a un rôle aussi important que l'éducation sur la pauvreté. En fait, nous allons d'abord présenter le contexte de la pauvreté à Madagascar avant d'entrer en détail sur le modèle RMSM-X+P et la simulation à partir des hypothèses sur les dépenses publiques. Enfin, nous allons présenter les résultats de la simulation et l'interprétation des résultats.

CHAPITRE I : CONTRIBUTION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE

A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE :

ARGUMENT THEORIQUE

La lutte efficace contre la pauvreté dépend essentiellement de deux facteurs : l'articulation des dépenses publiques dans le domaine social, sanitaire et éducatif, et les dépenses d'infrastructures d'une part ; et de l'impact de l'augmentation du PNB sur le revenu des plus pauvres d'autre part. Cela souligne l'importance du rôle de l'Etat dans le développement et dans la réduction de la pauvreté.

En effet, la politique budgétaire constitue un instrument crucial de régulation économique que le gouvernement détient pour réaliser cet objectif.

Avant d'entamer l'analyse de l'impact des dépenses publiques sur l'allègement de la pauvreté, il serait indispensable d'avoir une connaissance a priori du concept de la pauvreté en faisant un aperçu approfondi en vue de la combattre efficacement.

SECTION 1 : APERCU THEORIQUE DE LA PAUVRETE.

La perception du concept de la pauvreté a connu une évolution progressive au cours du temps. Ainsi, la pauvreté est actuellement un phénomène très complexe à caractère multidimensionnel, donc difficile à appréhender.

Dans un premier temps, nous allons faire un rapide survol des différentes étapes marquant le champ thématique de la pauvreté. Ensuite, nous allons voir les différentes approches, et enfin, nous allons étudier les mesures de la pauvreté.

1. Evolution du concept de la pauvreté :

La réduction de la pauvreté se situe actuellement au cœur des politiques des pays en développement. Pour mettre en place des stratégies de lutte efficaces, il est indispensable de s'entendre sur la définition du phénomène, afin de cibler au mieux les populations concernées et de concevoir des mesures adéquates. Cependant, trouver un consensus est loin d'être établi pour définir la pauvreté.

Jusqu'aux années 1970, la définition de la pauvreté s'est limitée au seul aspect monétaire. La pauvreté était considérée comme le manque ou la privation des ressources suffisantes pour se procurer la consommation nécessaire pour assurer la survie biologique. En fait, cette définition se base sur la comparaison des niveaux de revenu et de consommation.

Les études effectuées par Booth et Rowntree¹ sur la pauvreté dans les villes anglaises de la fin du 19^e siècle ont montré que l'approche purement monétaire de la pauvreté est restée la plus courante et la plus simple pour comprendre le phénomène de la pauvreté. Cependant les besoins individuels et l'intégration à la société ne dépendent pas uniquement d'un niveau de consommation alimentaire.

En effet, vers le milieu des années 1970 et 1980, des approches alternatives telles que celle par les besoins essentiels était apparue. Cette approche intègre dans le concept de la pauvreté les services sociaux de base. Elle traduit donc une privation inacceptable des besoins vitaux de l'être humain. Ces besoins peuvent être aussi bien monétaires (revenu et consommation) que non monétaires (santé, éducation, logement). Ainsi une personne est considérée comme pauvre quand elle ne peut pas se procurer des biens et services en quantité suffisante pour satisfaire ses besoins fondamentaux.

A partir du milieu des années 1980, le concept de la pauvreté, outre la consommation et les services sociaux, a pris en compte les actifs, la vulnérabilité et la dignité. L'analyse de la pauvreté ne cesse de s'améliorer. En effet, la Banque Mondiale, dans le rapport sur la pauvreté dans le monde en 2001 a introduit dans le champ thématique de la pauvreté la notion d'autonomie et de liberté.

Le PNUD a proposé pour cet effet une définition de la pauvreté en prenant en compte les notions de choix, du bien être et des capacités de la population dans le concept du développement. Il y intègre également le concept de risque et de vulnérabilité, du manque d'autonomie, d'impuissance et du manque du respect en soi. Ces divers éléments ont été groupés sous forme d'indicateurs de pauvreté humaine notamment l'espérance de vie, la malnutrition, l'accès à l'éducation, à l'eau potable et aux services de santé. Il est donc possible de renforcer les capacités des gens, des organisations et des pays à faire des choix et à améliorer leur existence à travers ces indicateurs.

A noter que l'analyse économique développée par Sen a contribué à renouveler le débat sur la question de la pauvreté et du développement. Pour analyser la pauvreté, SEN dépasse la seule approche monétaire et introduit son approche par les capacités. Selon lui, les capacités d'un individu sont l'ensemble de ses capabilités. Il insiste sur l'importance de l'accessibilité de tous à l'ensemble des biens et services disponibles parallèlement à l'aspect monétaire pour considérer le bien être d'un individu.

Un tel élargissement de la définition de la pauvreté qui dépasse le niveau de revenu et la faible consommation en introduisant le concept de capacité, est fondamentalement très important, puisqu'il implique parallèlement l'élargissement de la réflexion sur les instruments politiques adoptés.

¹ Dans « Les multiples facettes de la pauvreté dans un pays en développement. Le cas de la capitale malgache », écrit par Mireille RAZAFINDRAKOTO et François ROUBAUD, Economie et statistique N°383-384-385, 2005

Ainsi il nous est utile d'approfondir cette notion de capacité en analysant les différentes approches de la pauvreté.

2. Différentes approches de la pauvreté.

2.1. Pauvreté monétaire :

La pauvreté monétaire exprime un aspect de niveau de vie et résulte d'une insuffisance de ressources engendrant une consommation insuffisante. Sa mesure s'appuie donc, soit sur le revenu soit sur la consommation traduite en valeur monétaire. La notion de pauvreté monétaire introduit la théorie du bien être.

L'approche monétaire reste la plus courante pour appréhender la pauvreté et elle est aussi la plus intuitive. Cependant, elle présente de faille car le phénomène de la pauvreté est complexe, ainsi l'approche monétaire elle seule ne peut pas refléter toutes les dimensions de la pauvreté. Ces limites ont conduit un certain nombre d'auteurs à remettre en question ses fondements et à proposer des approches alternatives. Sen est l'un des auteurs qui critiquent les approches monétaires, car selon lui, la pauvreté ne devrait pas être appréhendée par des niveaux de consommation, mais par la capacité des individus à y avoir accès pas seulement du point de vue du droit formel, mais tient compte aussi des réalisations considérées comme une fin. Ainsi nous allons voir la pauvreté par l'approche par les capacités.

2.2. Approche de la pauvreté par les capacités :

Cette approche de la pauvreté s'inspire des travaux de SEN (1991) sur la notion des capacités individuelles sur le long terme. Les approches fondées sur les moyens tels que le revenu sont insuffisantes pour mieux décrire la pauvreté. Ainsi SEN l'exprime en terme de « capability » qui revient à privilégier les « libertés substantielles qui permettent à un individu de mener le genre de vie qu'il a raison de souhaiter ».² Les capacités constituent deux composantes principales :

- Un aspect d'être qui est associé à la notion de potentialités et donne les moyens aux individus de faire face à l'adversité financière, sociale et physique.
- Un aspect de faire résumé en capacité donne la possibilité à l'individu de développer, par accumulation, ses propres potentialités.

La pauvreté de capacités ou de potentialités traduit le fait qu'une personne n'ait pas pu disposer des moyens qui auraient permis de se soustraire de la pauvreté, de vivre correctement et de mettre en valeur ses capacités individuelles. Cette approche permet ainsi d'aborder la pauvreté à sa source en la considérant comme le résultat d'une incapacité à saisir les opportunités qui se présentent

² Michel MARIC, « Pauvreté et exclusion sociale, une approche par la théorie des capacités ».

en raison d'un manque de capacités résultant d'une santé médiocre, d'une éducation insuffisante, des déséquilibres nutritionnels.

La capacité au sens de SEN est donc constituée par l'ensemble de fonctionnements potentiellement accessibles à l'individu. Plus la liberté de choisir entre différents fonctionnements est importante, plus la capacité est élevée. Ainsi la différence entre deux individus à revenus égaux et à des droits identiques réside dans les inégalités en termes de capacité. Etre pauvre, c'est donc être privé de capacité.

En effet l'approche par les capacités traduit deux formes essentielles de la pauvreté :

- Celle de la pauvreté d'accessibilité qui retrace l'absence des possibilités d'accéder aux diverses formes de biens et certains services tels que la santé et l'éducation du fait des inégalités économiques et spatiales.
- Celle de la pauvreté de potentialités qui traduit le fait que l'on n'ait pas pu disposer des moyens qui auraient permis de briser le piège de la pauvreté. Ainsi la pauvreté est ici liée au stock d'actifs que possède chaque individu. La pauvreté peut être exprimée comme l'insuffisance d'accumulation de ce stock d'actifs dans les domaines de la santé, de l'éducation et des biens matériels ou de relations sociales.

La prise en compte des dimensions des potentialités et des capacités dans l'analyse de la pauvreté est ainsi au cœur de toute analyse sur les questions liées au développement.

La théorie des capacités de la pauvreté aborde également la théorie du choix social par le biais de l'évaluation du bien être. Ainsi, elle parle de la justice sociale. Pour Sen, il y a justice quand les individus disposent d'une égalité de l'avantage, des capacités égales.

Dans cette théorie, la liberté est à la base d'une évaluation du développement. La qualité de vie, les libertés réelles sont considérées comme plus importantes que les revenus ou les consommations.

Etre pauvre est alors, en plus des faibles moyens monétaires, c'est plus fondamentalement être privé de libertés réelles, d'accès limité à la santé ou des conditions d'existence précaires menaçant la liberté de survivre. Ces services améliorent la qualité de vie d'une personne et favorisent, par la suite la participation plus effective aux activités économiques et politiques.

L'impact de la croissance économique sur le développement dépend en fait de l'usage des fruits de cette croissance. Autrement dit, la forte corrélation entre PNB par habitant et espérance de vie dépend de l'impact du PNB sur les revenus des plus pauvres et l'impact des dépenses publiques en particulier dans le domaine de la santé et de l'éducation.

2.3. Pauvreté d'existence :

Cette forme de pauvreté est perçue dans sa dimension exclusion par rapport à un certain mode de vie matériel et culturel, résultant de l'impossibilité de satisfaire les besoins essentiels.

L'approche par les conditions d'existence consiste à définir le niveau de pauvreté à partir des conditions matérielles d'habitation. Comme l'indicateur porte sur l'accumulation, il permet d'appréhender la pauvreté dans le temps à la différence aux variables monétaires soumises à des variations conjoncturelles. Il s'agit en fait d'un indicateur objectif non monétaire abordant la pauvreté sous l'angle des résultats plutôt que sur les moyens.

3. Mesure de la pauvreté.

Vue des différentes approches de la pauvreté, trouver une mesure adéquate pour mieux l'exprimer est très complexe. Trois éléments sont requis pour le calcul de mesure de la pauvreté. En premier lieu, il faut choisir le paramètre et les indicateurs les mieux adaptés à la mesure du bien être. Ensuite il convient de définir une ligne de pauvreté, c'est-à-dire un seuil en dessous duquel un ménage ou une personne déterminé sera considéré comme pauvre. Enfin il est nécessaire de sélectionner une mesure de la pauvreté à utiliser.

3.1. Choix des indicateurs :

Généralement, les indicateurs du bien être peuvent être classés en deux grandes catégories : les indicateurs monétaires et les indicateurs non monétaires.

3.1.1. Les indicateurs monétaires :

Les indicateurs monétaires se concentrent en particulier sur les mesures quantitatives et objectives de la pauvreté. Les indicateurs les plus utilisés pour montrer les dimensions monétaires de la pauvreté sont les revenus et la consommation.

a) Le revenu :

Le revenu représente les ressources monétaires dont disposent les ménages pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. En effet, l'utilisation du revenu comme indicateur de la pauvreté permet de faire la distinction entre les sources de revenu des différents ménages.

Cependant, son utilisation présente également des limites. Premièrement, le revenu n'est qu'un des éléments qui permettront la consommation de bien, au sens de la définition du bien être. En outre, le revenu des groupes de ménages peut fluctuer fortement au cours d'une période donnée et s'avère irrégulier.

De larges parts de revenu des ménages ruraux ne sont pas monétisée lorsque les ménages consomment leur propre production ou l'échangent contre d'autres biens difficiles à évaluer.

Ces failles que représente le revenu comme indicateur de la pauvreté introduisent d'autres indicateurs pour mieux l'appréhender.

b) La consommation :

La consommation réelle est la plus directement liée au bien être d'une personne pour couvrir ses besoins essentiels. De plus, la consommation peut traduire plus facilement le niveau de vie réel d'un ménage et sa capacité à couvrir les besoins fondamentaux.

Les dépenses de consommation ne reflètent pas uniquement les biens et les services qu'un ménage peut obtenir avec ses revenus mais déterminent également sa capacité d'accéder aux marchés des crédits ou à ses économies lorsque les revenus sont plus faibles pour différentes raisons.

3.1.2 Les indicateurs non monétaires :

Comme nous avons souligné précédemment, la pauvreté n'est pas seulement liée au manque de revenus ou de consommation mais également à des performances insuffisantes en matières de santé, d'alimentation et d'alphabétisation, à des déficiences de relations sociales, à l'insécurité, à une faible estime de soi-même et à un sentiment d'impuissance.

a) Indicateurs sanitaires :

L'état de santé des membres d'un ménage peut être considéré comme un indicateur important du bien être. Ainsi, à partir de l'état sanitaire, il est possible de déterminer le niveau de la pauvreté d'un ménage. Divers éléments sont utilisés pour mesurer l'état sanitaire de la population notamment l'espérance de vie à la naissance, les taux de mortalité infantile, juvénile, néo-natale, maternelle.

Si aucun de ces éléments ne fournit une information sur la situation sanitaire de la population, des données substitutives peuvent être utilisées telles que le nombre de visites rendues par une personne à un hôpital ou un centre de soins, l'accès à certains services médicaux, ou encore la régularité des vaccinations des enfants, dans la mesure où celle-ci détermine leur état de santé future.

b) Indicateurs nutritionnels

L'état nutritionnel des enfants est le plus utilisé pour donner les indicateurs nutritionnels puisque ces derniers sont les plus sensibles et constituent les principales victimes de la malnutrition et de la sous nutrition.

c) Indicateurs éducationnels

Plusieurs éléments peuvent être utilisés pour définir cet indicateur, dans le domaine de l'éducation. Il est possible d'utiliser le niveau d'alphabétisation comme critère de définition, et un certain niveau jugé pour représenter le seuil d'analphabétisme. Les niveaux d'éducation primaire, secondaire et universitaire peuvent être aussi utilisés pour comparer les niveaux d'éducation des différents groupes socio-économiques d'une société donnée. L'alternative serait de comparer l'accès à l'éducation des différents ménages pour décrire leur pauvreté.

3.2. Estimation d'une ligne de pauvreté :

Dans l'analyse de la pauvreté, il peut y avoir une ou plusieurs lignes de pauvreté. Les lignes de pauvreté sont des seuils limites qui séparent les pauvres des non pauvres. Ces seuils sont calculés à partir des indicateurs sélectionnés. L'utilisation des plusieurs lignes permet de distinguer différents niveaux pauvreté.

Principalement, il existe deux types de lignes de pauvreté :

3.2.1. Lignes de pauvreté relatives

Les lignes de pauvreté relatives sont définies par rapport à la distribution générale des revenus ou de la consommation dans un pays. Par exemple, la ligne de pauvreté peut être fixée à 50% du revenu moyen ou de la consommation moyenne d'un pays.

3.2.2. Lignes de pauvreté absolues

Elles sont associées à certaines normes absolues sur les composants dont les ménages doivent disposer pour couvrir leurs besoins fondamentaux. Ces lignes de pauvreté absolues sont souvent fondées sur des estimations du coût des denrées alimentaires de base, à savoir le coût d'un panier de produits nutritionnels considéré comme un minimum pour assurer le maintien en bonne santé d'une famille type, auquel s'ajoute une certaine provision pour la couverture des besoins non alimentaires.

Comme de larges proportions des populations habitant dans les pays en développement vivent souvent avec le strict minimum ou moins encore, le choix d'une ligne de pauvreté absolue s'avère plus avantageux.

Notons que ces deux types de lignes de pauvreté sont souvent déterminés sous la forme monétaire pour une raison de clarté et pour éviter la confusion.

3.3. Identification des mesures de la pauvreté

La mesure de la pauvreté compare le niveau du bien être du ménage et la ligne de pauvreté, et traduit le résultat en un seul nombre pour toute la population.

En effet, elle est une fonction statistique. Il existe de nombreuses mesures alternatives de la pauvreté mais nous ne retenons que celles les plus couramment utilisées.

3.3.1. L'incidence de la pauvreté

L'incidence de la pauvreté ou l'indice en nombre d'habitants traduit la part de la population dont le revenu ou la consommation se situe en dessous de la ligne de pauvreté, c'est-à-dire la part de la population qui ne peut pas se permettre d'acheter le panier de produits correspondant au minimum vital.

En fait, il s'agit de la proportion de la population qui vit en état de pauvreté pour la quelle la consommation (ou revenu) noté y , se situe en dessous de la ligne de la pauvreté notée z . Si dans une population de taille n dans laquelle q personnes sont pauvres, l'incidence notée H peut être formulée comme suit :

$$H = \frac{q}{n}$$

3.3.2. La profondeur de la pauvreté

La profondeur de la pauvreté également appelée écart de pauvreté indique la distance à laquelle les ménages se trouvent de la ligne de pauvreté. Elle traduit le déficit collectif moyen de revenu et de consommation par rapport à la ligne de pauvreté pour l'ensemble de la population.

Elle est obtenue en faisant la somme de tous les déficits des individus en situation de pauvreté et en divisant le résultat par le total de la population. Ainsi, elle permet d'évaluer le total des ressources nécessaires pour amener l'ensemble de la population pauvre au niveau de la ligne de pauvreté.

Dans certains cas, cependant, cette mesure n'a pas de sens ou n'est pas quantifiable.

A noter que l'écart de pauvreté peut servir de mesure de la quantité minimale de ressources nécessaires pour l'éradiquer, à savoir la quantité qu'il faudrait transférer aux pauvres pour les extraire de leur situation de pauvreté.

Elle se définit par la formule :

$$PG = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n \frac{z - y_i}{z}$$

Où y_i représente le revenu d'un individu i et la somme porte sur les individus pauvres uniquement.

L'écart de pauvreté peut être considéré comme le produit du ratio de l'écart de revenu et de l'incidence de pauvreté en nombre d'habitants :

$$PG = I \times H$$

$$\text{avec } I = \frac{z - y_q}{z}$$

$$\text{où } y_q = \frac{1}{q} \sum_{i=1}^q y_i$$

y_q est le revenu moyen des pauvres.

Cette mesure présente de faille car le ratio de l'écart de revenu I est défini sur la base de la population pauvre alors que l'écart de pauvreté est défini par rapport à la population tout entière. A titre d'exemple, si certains ménages pauvres mais proches de la ligne de pauvreté améliorent leur niveau de vie et dépassent cette ligne, le ratio de l'écart de revenu augmente car la distance moyenne séparant les pauvres de la ligne de pauvreté s'accroît ; ce qui signifie une détérioration du bien-être malgré une réduction du nombre de ménages vivant au dessous de la ligne de pauvreté.

Comme déjà indiqué précédemment, cette mesure basée sur l'écart de pauvreté permet d'évaluer la quantité de ressources théoriquement nécessaires pour éradiquer la pauvreté par le biais des transferts de liquidités ciblés davantage au profit des pauvres.

3.3.3. La sévérité de la pauvreté

La sévérité de la pauvreté ou l'écart de pauvreté au carré tient compte non seulement de la distance séparant les pauvres de la ligne de pauvreté mais aussi de l'inégalité entre les pauvres. Elle attribue une pondération plus importante aux ménages situés à plus grande distance de la ligne de pauvreté.

Elle s'obtient de la manière suivante :

$$P_2 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n \left[\frac{z - y_i}{z} \right]^2$$

Le nombre de pauvres, l'écart de pauvreté et l'écart de pauvreté au carré constituent une formule générale de mesure de la pauvreté. Cette formule fait appel à un paramètre α , qui prend la valeur zéro pour les nombres de pauvres, un pour l'écart de la pauvreté et deux pour l'écart de pauvreté au carré dans l'expression suivante :

$$P_{\alpha} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n \left[\frac{z - y_i}{z} \right]^{\alpha}$$

Les mesures de profondeur et de sévérité sont des compléments importants de l'incidence puisque dans certains cas, une forte incidence de la pauvreté peut se combiner à un faible écart de pauvreté. Par contre, d'autres groupes peuvent présenter une incidence faible mais avec un écart de pauvreté élevé. En conséquence, les types d'interventions requis pour aider les deux groupes seront probablement différents.

SECTION 2 : CORRELATION ENTRE POLITIQUE BUDGETAIRE ET REDUCTION DE LA PAUVRETE

Etant donné ce bref aperçu du phénomène de la pauvreté, la combattre est au cœur de tout développement économique. La lutte efficace ne devrait pas alors se contenter du seul aspect quantitatif de la pauvreté. Il faut aller plus loin et intégrer l'aspect qualitatif en valorisant le capital humain.

Généralement, il existe deux voies distinctes mais complémentaires pour atteindre efficacement l'objectif de réduction de la pauvreté. Il s'agit de la croissance économique d'un côté, et le développement humain de l'autre côté. Ainsi, la politique budgétaire est l'un des instruments que l'Etat détient pour réaliser ces deux grands piliers de la lutte contre la pauvreté.

La politique budgétaire contribue de manière cruciale à la dynamique de croissance, selon les théories de relance keynésienne. En outre, elle, à travers les résultats empiriques des recherches récentes, par le biais des dépenses publiques allouées aux secteurs sociaux tels que l'éducation et la santé ; est aussi indispensable pour l'amélioration du bien-être humain.

Ainsi, il nous est utile de connaître d'abord les grands principes de la politique budgétaire avant de déterminer successivement l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique ainsi que sur le développement humain.

1. Note sur la politique budgétaire :

Ici, nous allons examiner les grandes lignes de la politique budgétaire tout en donnant une définition de celle-ci.

1.1.Définition

La politique budgétaire est l'action d'utiliser le budget de l'Etat comme instrument de politique économique. La manipulation du budget général est son objet principal. Elle est donc une mesure qui vise à modifier le niveau des dépenses publiques et des recettes afin de modifier l'équilibre global de l'économie.

1.2.Instruments de la politique budgétaire

Comme elle se fonde sur le budget de l'Etat, il existe deux instruments principaux pour la mettre en œuvre. Tout d'abord il y a les politiques de recettes fiscales ; ensuite, les politiques de dépenses publiques.

1.2.1. Politiques de recettes fiscales :

La politique fiscale est le maniement de taux d'imposition ainsi que l'importance respective des différents impôts, et est destinée, selon les circonstances, à relancer la production, à augmenter l'épargne ou inversement, à freiner l'évolution de ces variables.

L'influence économique de l'impôt est particulièrement importante. Elle se fait sentir assez rapidement et elle est souvent très efficace car les contribuables sont sensibles aux variations de la fiscalité.

Il existe 3 manières possibles de manipuler les recettes fiscales. Premièrement, il y a la hausse de la pression fiscale qui provoque une baisse du pouvoir d'achat des contribuables et par suite, chute la demande et la consommation.

Au niveau des entreprises, l'effet sur la production sera plutôt négatif. La baisse de l'épargne incitera les entreprises à réduire leurs activités. La compétitivité des entreprises a en effet tendance à diminuer.

En outre l'Etat peut diminuer la pression fiscale globale. Ceci entraîne la baisse des prélèvements fiscaux qui vont à leur tour hausser le pouvoir d'achat des contribuables alors qu'ils vont augmenter leur consommation et leur épargne. L'effet sur la production des entreprises sera positif et leur compétitivité va s'améliorer.

Enfin il y a la variation du taux des différents impôts car ces derniers n'ont pas les mêmes influences économiques : une baisse de la TVA se traduit normalement par une baisse des prix tandis que, la baisse de l'impôt sur le revenu aura plutôt un effet inflationniste.

1.2.2. Politiques des dépenses publiques

Actuellement, la politique des dépenses publiques tend à se centrer sur l'objectif de réduction de la pauvreté à travers une augmentation des budgets dédiés aux biens et aux services publics sociaux. Les dépenses publiques tendent à s'orienter davantage vers les composantes sociales.

Il existe deux grandes orientations de la politique des dépenses publiques.

a) Augmentation des dépenses :

L'Etat peut augmenter les dépenses publiques, on parle d'une politique budgétaire expansionniste. Cette politique est initiée par Keynes par la fameuse politique de relance keynésienne qui stipule qu'en période de récession économique, il faut augmenter les dépenses de l'Etat pour relancer l'activité.

L'activité de régulation est rendue possible grâce au jeu du multiplicateur keynésien où la production nationale et l'emploi réagissent fortement aux augmentations des dépenses publiques d'un montant limité, peut avoir un impact considérable sur l'activité.

A noter que le multiplicateur de la dépense publique est plus fort que le multiplicateur fiscal. Ainsi, il est préférable de relancer l'économie en augmentant les dépenses publiques qu'en manipulant les impôts.

Cependant l'impact des dépenses publiques en éducation et en santé dépend non seulement de l'importance des crédits budgétaires affectés mais également de l'efficacité d'utilisation de ces crédits et de la qualité de leur ciblage.

D'autres théories et courants de pensées ont toutefois remis en cause l'efficacité de la politique d'augmentation des dépenses publiques. Les néoclassiques ont par exemple contredit carrément l'efficacité de la politique budgétaire expansionniste par la thèse de l'effet d'éviction.³ Cette thèse stipule que l'augmentation de la dépense publique est compensée par une réduction équivalente des dépenses privées. Il existe différents types d'effet d'éviction. L'éviction par emprunt public développé par Friedman stipule que la hausse des dépenses publiques accroît le taux d'intérêt ce qui va réduire les investissements privés. On parle d'une éviction indirecte.

L'éviction directe selon le théorème d'équivalence ricardienne de Ricardo-Barro préconise que le mode de financement des dépenses publiques est neutre qu'elles soient financées par l'impôt ou par l'emprunt du fait de la rationalité des agents économiques.

³ E. Legrand, « Rôle économique de l'Etat », IUFM d'Auvergne / Université de Rennes.

Il y a aussi l'éviction par le recours à l'émission du Bon du Trésor où l'augmentation des dépenses publiques se traduit par une création monétaire qui va alimenter l'inflation.

Enfin, il y a l'éviction liée à l'impact de la relance sur le taux de change. La hausse des dépenses va élever le taux d'intérêt d'où, il y a une forte entrée de devise qui va accroître le taux de change et diminuera la compétitivité des entreprises nationales.

Les économistes de l'offre ont aussi contesté l'analyse keynésienne en argumentant que la multiplication des interventions de l'Etat dans la vie économique conduit à des excès de dépenses qui vont décourager l'activité productive.

Vu ces effets néfastes de l'augmentation des dépenses publiques, les théoriciens de l'offre proposent de réduire les dépenses publiques afin de laisser s'exprimer les incitations à travailler, à épargner et à investir pour stimuler l'activité.

b) Réduction des dépenses publiques

Cette politique est communément appelée politique de contraction budgétaire. PAGANO et GIAVAZZI (1990)⁴ ont trouvé qu'une diminution des dépenses publiques pouvait être expansionniste. Selon eux, la baisse des dépenses, par effet d'anticipation pourra augmenter le revenu anticipé des ménages qui vont augmenter leur consommation. De plus, la baisse des dépenses publiques entraîne une anticipation d'une baisse durable du taux d'intérêt de court terme qui fait baisser immédiatement le taux de long terme et l'investissement augmentera à cet effet.

La politique budgétaire expansionniste ne permet pas toujours de sortir une économie d'une récession. C'est pourquoi dans les années 80, la plupart des pays ont suivi une politique de réduction des dépenses publiques.

Lorsque l'endettement public est déjà élevé, il se peut qu'une augmentation du déficit budgétaire entraîne une baisse de l'investissement et de la consommation privée. Ceci annule l'effet d'une hausse des dépenses ou d'un allègement fiscal sur la demande globale.

En effet, une réduction du déficit budgétaire peut accélérer la croissance économique lorsque l'endettement public est déjà élevé et insoutenable. Une réduction des emprunts publics servant à financer les dépenses par un déficit pousse les taux d'intérêt à la baisse ce qui encourage l'investissement. D'autre part, la baisse du taux d'intérêt accroît également la valeur des actifs, et cet effet de patrimoine encourage la consommation et l'investissement privé. Par ailleurs, une baisse des déficits pousse les secteurs privés à réduire les estimations de leurs obligations fiscales actuelles et futures. Ce qui stimule encore l'investissement et la consommation.

⁴ M. PAGANO et GIAVAZZI F., 1990: « Can severe fiscal contractions be expansionary? Tales of tow small European countries », in O.J Blanchard and Fischer, NBER Macroeconomics Annual, pp 75-111, Cambridge, Mass and London, MIT Press.

Cette politique de contraction budgétaire a également ses limites. Elle peut provoquer un effet récessionniste qui aura pour conséquence de réduire les recettes fiscales, donc accroît le déficit primaire.

Ainsi, il est très important d'étudier les modalités de la mise en place de la rigueur budgétaire.

Les nouvelles théories de croissance ont mis en évidence les effets externes favorables à la croissance que pourraient avoir certaines dépenses publiques, notamment les dépenses publiques d'infrastructures et les dépenses de santé et d'éducation. Les dépenses publiques devraient en effet affecter davantage ces types de dépenses.

2. Dépenses publiques, croissance et pauvreté.

La politique budgétaire à travers la manipulation des dépenses publiques a des effets positifs sur la croissance économique. Elle peut stimuler la croissance par la politique de relance économique, et une forte croissance a plus d'impact sur la pauvreté.

Même si une croissance économique forte ne suffit pas pour réduire la pauvreté, elle constitue une condition sine qua non à cet objectif. La croissance économique est donc essentielle au développement durable et à la promotion du bien-être de la population. A noter cependant que, dans certains cas, elle ne profite pas aux pauvres.

Généralement, la croissance ne profite pas de façon disproportionnée aux plus riches, mais il est possible par une promotion appropriée de l'activité productive des pauvres de faire en sorte que ces derniers profitent eux aussi, aux fruits d'une économie en expansion.

Ainsi, nous allons analyser successivement l'impact des dépenses publiques sur la croissance, et la contribution de la croissance à la lutte contre la pauvreté.

2.1. Dépenses publiques et croissance économique

La question théorique des effets des dépenses publiques sur la croissance n'est pas récente. Elle remonte déjà dans les années 60 où Solow a montré que le capital physique ne peut expliquer la croissance du revenu par tête. Selon son modèle, la croissance de long terme est expliquée de manière exogène où elle est produite par la croissance de la population ou l'introduction d'un progrès technique exogène.

Comme hypothèse, ce modèle suppose une fonction de production à rendement d'échelle décroissant avec substitutabilité des facteurs de production.

Toutefois, ce modèle avancé par Solow ne pouvait expliquer les écarts de revenu par tête et ne suffisait pas pour expliquer la croissance.

Par conséquent des nouvelles théories de croissance convergent. Il s'agit de la théorie de la croissance endogène, selon laquelle la croissance dépend de l'épargne ainsi que de la politique publique. Ces nouvelles théories réhabilitent le rôle de l'Etat dans l'économie par le biais des dépenses publiques pour promouvoir le capital humain. Dans ces théories, les rendements sont croissants et liés aux externalités positives des investissements.

Les modèles récents de croissance estiment pour la plupart que l'Etat exerce une influence directe sur l'efficacité du secteur privé, les investissements publics concourent à la productivité privée. Les dépenses publiques effectuées par l'Etat augmentent la productivité aussi bien dans le secteur des biens de consommation que dans le secteur éducatif. Vu que les dépenses publiques sont favorables à la croissance dans un cadre de croissance endogène avec des rendements d'échelle croissants, l'accroissement de la productivité n'est plus inexplicable, ni due à des avantages gratuits. Il est produit par un gouvernement qui prélève des taxes sur les agents privés et effectue des dépenses d'infrastructure, d'éducation et de santé qui sont les conditions d'une amélioration du bien-être de la population.

Les dépenses publiques peuvent affecter le taux de croissance de l'économie au moins par deux canaux.

Directement, par l'augmentation du stock de capital de l'économie à travers les investissements publics en infrastructures ou les investissements des entreprises publiques. Indirectement en augmentant la productivité marginale des facteurs de production offerts par le secteur privé à travers les dépenses d'éducation, de santé et d'autres services qui contribuent à l'accumulation du capital humain.

La théorie économique s'est intéressée à la dynamique de long terme des économies et analyse une nouvelle et différente vision, des effets de la dépense publique.

2.1.1. Modèle néoclassique standard

La théorie néoclassique s'est intéressée à la trajectoire de long terme de la croissance économique par le biais du modèle de Solow (1956). Dans ce modèle, les variables sont supposées flexibles. Ainsi, le taux de salaire s'ajuste en permanence avec l'offre de travail, la théorie et la demande de travail s'équilibrent parfaitement.

Le modèle aboutit aux conclusions suivantes : si à long terme, les variables par tête vont atteindre un état stationnaire, elles n'augmenteront plus au cours du temps. Quant aux variables macroéconomiques, elles vont croître à un constant identique égal au taux de croissance de la population et au taux de croissance du progrès technique. Dans le modèle de Solow, le progrès technique est considéré comme étant la part de la croissance qui ne s'explique pas par l'accumulation des facteurs travail et capital appelé résidu.

Par conséquent, la dépense publique ne peut pas affecter la croissance de long terme qui est déterminée uniquement par des variables exogènes. Toutefois, elle peut jouer un rôle temporaire pendant la transition des économies vers le sentier de croissance équilibre.

2.1.2. Les modèles de croissance endogène

Les théories de la croissance économique ont connu un important bouleversement dans les années 1980 à la suite des articles de Lucas et de Romer. Ce dernier a lancé l'expression de croissance endogène. Ces modèles se sont opposés à l'approche néoclassique de la croissance de long terme initiée par Solow. Ces modèles de croissance envisagent que la croissance de long terme est influencée par les facteurs endogènes et donc par l'Etat par le biais de la politique budgétaire.

a) Dépenses publiques dans les théories de la croissance endogène.

Pour mieux expliciter le lien qui relie les dépenses publiques et la croissance, les auteurs procèdent à une étude théorique suivie d'une vérification empirique.

Dans l'approche théorique, ils affirment qu'une augmentation des dépenses publiques contribue à la réalisation de la croissance à long terme. Même si la solvabilité de l'Etat impose que les dépenses supplémentaires soient compensées par la réduction des dépenses ultérieures et par des impôts. Deux modèles théoriques sont développés pour vérifier cette affirmation.

Modèle de croissance endogène⁵

Ce modèle fait jouer un rôle aux dépenses publiques dans la fonction de production privée. De ce fait, une hausse des dépenses améliore la productivité globale et celle du capital. Les effets usuels (effets d'éviction et multiplicateur inversé) des déficits publics sont profondément compensés.

Ce modèle de croissance endogène suppose que la fonction de production des biens de consommation dépend d'un facteur et fait intervenir des rendements croissants.

Le procédé consiste à calculer le niveau optimal des dépenses publiques productives et non productives et d'examiner l'influence des externalités sur le taux de croissance de long terme.

Modélisation :

Les dépenses publiques jouent un double rôle :

- Elles permettent d'accroître la vitesse de progression de la technologie.

⁵ Patrick ARTUS et Moncef KAABI, « Dépenses publiques, progrès technique et croissance », Revue économique N°2 P 287-318, 1993.

- Elles accroissent le bien-être des consommateurs.

$$\text{Posons : } Y_t = A_t L_t^\alpha$$

Avec Y : la production

A : la technologie

L : l'emploi affecté à la production

$$Y_t = C_t + G_t + H_t$$

C : la consommation

G : les dépenses publiques qui accélèrent la production de technologie

H : les dépenses publiques qui profitent aux consommateurs.

$$G_t = g_t Y_t$$

L'utilité intertemporelle des consommateurs en log est :

$$U = \sum_{i=0}^{\infty} \frac{1}{(1+\rho)^i} [(1-\beta) \ln c_{t+i} + \beta \ln H_{t+i}]$$

Le processus d'accumulation de connaissance est

$$A_{t+i} - A_t = \varepsilon A_t (\bar{L} - L_t)(1 + \delta g_t)$$

où $\bar{L} - L_t$ est l'emploi affecté à la production de technologie

Plus les dépenses publiques consacrées aux entreprises augmentent, plus la vitesse de progression de la technologie est grande.

La maximisation de U implique les conditions d'optimalités par rapport à $A_{t+i}, g_{t+i}, L_{t+i}, H_{t+i}$.

En croissance régulière $L_t = L$ et $g_t = g$

Soit x le taux de cette croissance régulière s'écrit :

$$x = \frac{y_{t+i} - y_{t+i-1}}{y_{t+i-1}} = \frac{A_{t+i} - A_{t+i-1}}{A_{t+i-1}} = \varepsilon (\bar{L} - L)(1 + \delta_g)$$

De plus $\frac{H_{t+i}}{Y_{t+i}} = h = \beta (1 - g)$

Alors on obtient un multiplicateur de croissance :

$$\lambda_{1+i} = \frac{1}{(1 + \rho)^i} \frac{\alpha L^{\alpha-1}}{Y_{t+i} \varepsilon (1 + \delta_g)}$$

Avec $g = \frac{\alpha \delta (\bar{L} - L) - L}{\delta L + \alpha \delta (\bar{L} - L)}$ et $h = \frac{\beta L(1 + \delta)}{\delta L + \alpha \delta (\bar{L} - L)}$

A partir de ces équations, on peut conclure que g diminue avec L et plus le taux de croissance de l'économie est grande, plus il est utile d'affecter des dépenses publiques à la « production de technologie » pour l'accélérer.

L'utilité intertemporelle en croissance régulière est :

$$U_t = \frac{1 + \rho}{\rho^2} \ln(1 + \varepsilon (\bar{L} - L)(1 + \delta_g)) + \frac{1 + \rho}{\rho} ((1 - \beta) \ln(1 - \beta) + \beta \ln \beta + \ln(1 - g) + \ln A_t + a \ln L)$$

Cette fonction inclut l'effet de la croissance sur le bien être et celui du niveau initial de la production.

δ : effet des dépenses publiques sur le taux de croissance

ρ : préférence pour le présent

ε : effet de l'emploi sur le taux de croissance.

$\bar{L}$: emploi total disponible

Si δ est trop petit, ρ trop grand, ε ou $\bar{L}$ trop petit de manière que $\delta (\varepsilon \bar{L} - \alpha \rho) < \rho \varepsilon \bar{L} + \rho$, les dépenses publiques optimales sont nulles $g = 0$

Or lorsque $g > 0$:

- Une forte préférence pour le présent conduit à privilégier la consommation à réduire les dépenses publiques et l'emploi producteur de technologie.
- Une plus grande efficacité du processus de production de technologie conduit à privilégier la croissance et à augmenter les dépenses publiques productives.
- Un plus grand effet des dépenses publiques sur la croissance de la technologie conduit à privilégier celui-ci.
- Disposer de plus d'emplois permet de consommer plus vite et de réduire les dépenses publiques productives.

En somme, l'affectation d'une part plus importante des dépenses publiques à la formation du capital physique et humain peut promouvoir la croissance. D'abord, l'investissement dans le capital physique par les dépenses d'infrastructures peut accroître la productivité de l'économie. Ces investissements ont une incidence sensible sur la croissance économique même si son efficacité varie d'un projet à un autre. Easterly et Rebelo (1993)⁶ ont montré qu'une dépense publique d'investissement dans le secteur transport et des communications correspond à 1% du PIB entraîne, en moyenne une hausse de la croissance annuelle du PIB par habitant pouvant atteindre jusqu'à 0,6%.

L'éducation et la santé de la population contribuent également à la croissance outre ses effets directs sur le bien-être, en augmentent aussi la productivité. Une baisse de la fréquence des maladies transmissibles favorise la croissance par son effet sur l'amélioration d'autres secteurs. En effet, selon un rapport publié par le FMI département des finances publiques, chaque amélioration de 10% de l'espérance de vie à la naissance peut augmenter le taux de croissance du PIB par habitant de 0,4%⁷. La croissance économique influe en retour l'éducation et la santé. Ainsi les dépenses consacrées au capital physique et humain facilitent la croissance dans beaucoup de pays, tant à court qu'à long terme.

Cependant, l'amélioration de la composition des dépenses publiques constitue un élément très important en matière de politique budgétaire. Les dépenses devraient viser à l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques et à augmenter les dépenses consacrées à la réduction de la pauvreté.

b) Education et croissance endogène

Du point de vue économique, l'éducation est un investissement qui produit une richesse et un bien-être supplémentaire dans le futur. La richesse mesurée par le produit intérieur brut

⁶ Easterly, William and Sergio Rebelo, 1993, « Fiscal Policy and Economic Growth : An Empirical Investigation », Journal of Monetary Economics, Vol.32, December, P 417-58.

⁷ FMI, Département des finances publiques, 2002 : « Aspect budgétaire du développement durable », Brochure N°54-F.

ou par les revenus individuels est couramment utilisée pour évaluer l'impact de l'éducation sur la croissance économique.

b.1.) Approche microéconomique

Selon l'approche microéconomique, les rendements de l'éducation sont exprimés par les salaires. Généralement, le lien causal entre l'éducation et la croissance se manifeste au niveau des rendements privés. Ce rendement privé se traduit en rendement social si les salaires mesurent l'efficacité productive des salariés et l'éducation rend effectivement les agents à produire davantage de richesses.

L'équation de Mincer est le point de référence pour évaluer l'effet de l'éducation au niveau individuel. Cette équation exprime le logarithme du salaire d'un individu comme fonction linéaire du nombre d'années d'études de cet individu. Ainsi, le rendement d'une année d'étude supplémentaire est mesuré par son effet marginal sur le salaire. En effet, l'agent réalise un arbitrage entre le supplément de salaire qu'il va obtenir à long terme et les salaires auxquels il renonce durant le temps de sa formation avant de décider à poursuivre ou non ses études.

Les hypothèses auxquelles se fonde l'analyse du rendement d'une année d'études ont été critiquées. D'abord, il est montré que la mesure de la productivité par le salaire est douteuse du fait que les règles de fixation des salaires ne sont pas dans la plupart des cas bien définies, et le marché du travail est loin d'être concurrentiel. De plus, Arrow⁸ et Stiglitz ont montré qu'il est possible que l'éducation ne soit pas corrélée avec la productivité du fait de la fonction de « signal ». Selon cette fonction, l'éducation permet seulement de relever les capacités des individus les plus performants que les entreprises seraient incapables d'observer en l'absence du système éducatif. Dans un tel cas, l'éducation est nécessaire pour obtenir un salaire élevé mais n'assure pas l'efficacité productive.

En outre, mesurer le rendement de l'éducation par une année de salaire supplémentaire tend à le sous-estimer car différentes sortes d'externalités ne sont pas incorporées dans les salaires individuels ; notamment les externalités du capital humain entre individus appartenant à un même groupe ou à une même génération ; les externalités entre générations successives et les externalités procurées par le progrès technique.

Ainsi, l'approche microéconomique présente des failles pour évaluer l'impact de l'éducation sur la croissance. L'approche macroéconomique a été proposée de ce fait.

Notons que l'éducation affecte le potentiel de croissance différemment selon le niveau de développement économique et selon le niveau technologique de chaque pays. Un système éducatif mettant l'accent sur l'éducation primaire et secondaire apparaît crucial pour une économie qui n'a pas encore un niveau technologique assez élevé. Par contre, un système privilégiant

⁸ Arrow K.J, 1973 : « Higher Education as a Filter » Journal of Public Economics, Vol 2

l'enseignement supérieur peut stimuler la croissance lorsque l'économie est déjà proche de l'apogée technologique⁹

b.2.) Approche macroéconomique

Du point de vue macroéconomique, deux approches opposées ont été développées pour évaluer l'impact de l'éducation à la croissance économique. L'une confère au capital humain le même rôle que le capital physique dans la création de richesse. Ainsi, une richesse dont l'accumulation accroît le niveau de production. L'autre soutient l'idée que le capital humain agit directement sur le taux de croissance de l'économie en favorisant les innovations et l'adaptation au changement. Ces deux approches seront développées successivement.

b.2.1.) Accumulation du capital humain

Dorénavant, seuls le capital et le travail ont été les facteurs reconnus pour la production de richesses. Solow (1956) a constaté que l'accumulation du capital physique et l'accroissement du travail ne pouvaient plus expliquer entièrement la croissance économique. Il a tenté d'expliquer que l'accumulation de ces facteurs a des effets de plus en plus faibles sur la production du fait des rendements décroissants.

En effet, Lucas en 1998 a développé que les connaissances acquises par les individus sont considérées comme un facteur de production. L'accumulation de ces connaissances, exprimée par le niveau d'éducation accroît la productivité. Cet accroissement permet de compenser les rendements d'échelles décroissants du capital, et par conséquent permet de soutenir la croissance dans le long terme.

Pour évaluer convenablement la contribution de l'éducation à la croissance, il est utile d'évaluer son impact sur la production c'est-à-dire sa place dans la fonction de production qui relie les stocks de facteurs à la richesse produite. Cette relation peut être formulée comme suit :

$$\log Y_t = m + a \log E_t + b \log K_t$$

Où Y_t représente la production qui dépend du stock d'éducation E et le stock de capital physique K .

Ainsi le taux de croissance du PIB par tête pendant une période donnée est proportionnel au taux de croissance du niveau d'éducation pendant la même période. Pour maintenir une croissance positive à long terme, il faut donc augmenter toujours le niveau d'éducation de la population.

L'accumulation du capital humain qui résulte de la formation des individus dépend uniquement d'un choix personnel. Ce choix dépend du temps passé à se former mais surtout du coût de la formation qui est assimilé à un coût d'opportunité.

⁹ Philippe Aghion et Elie Cohen : « Education et croissance », La documentation Française, Rapport du conseil d'analyse économique, 2004

Ainsi, pour inciter les individus à se former, l'Etat peut intervenir pour réduire le coût d'opportunité de la formation. Dès lors, en rendant l'enseignement plus attractif et incitatif, il réussit à favoriser l'accumulation du capital humain et donc la croissance de long terme.

b.2.2.) Progrès technologique et la recherche développement

La littérature la plus fondamentale dans cette approche est celle émise par Benhabib et Spiegel (1994)¹⁰. Ils ont trouvé un effet positif significatif du niveau du capital humain mesuré par le nombre d'années d'études moyen de la population active sur le taux de croissance moyen du PIB par tête.

Il y a deux visions complémentaires qui expliquent ce lien.

La première met en évidence le rôle positif de la recherche développement puisque celle-ci est source d'innovation et donc de croissance de long terme. En accumulant un stock de connaissance, elle permet d'augmenter l'efficacité de productivité de richesse à partir du capital et du travail. Comme le niveau d'éducation est élevé, il en est de même pour le nombre des travailleurs qualifiés qui peuvent participer à cette accumulation de connaissances pour accélérer la croissance des économies.

L'impact de l'innovation dépend du type de bien dont elle se porte. D'abord, l'innovation doit porter sur les biens d'équipements à disposition des entreprises, selon Romer (1990). Pour ce faire, il remplace la fonction de production classique (Cobb-Douglas) par une fonction qui différencie les différents types de capitaux.

De leur côté, Grossman et Helpman ont montré que le réel ressort de l'innovation qui influe la croissance de long terme est l'innovation portant sur les biens de consommation.

Le modèle d'Aghion-Howitt préconise quant à eux, les innovations qui dépassent ou détruisent les innovations antérieures.

L'Etat peut donc intervenir par le biais des dépenses de recherche-développement qui permettrait d'atteindre une situation optimale.

La seconde attribue à l'éducation le rôle de l'adaptation aux innovations technologiques. Nelson et Phelps (1990)¹¹ ont montré que les économies riches en capital humain ont rapidement la capacité d'adoption et de mise en œuvre des technologies les plus performantes. C'est donc le niveau d'éducation élevé qui accroît le taux de croissance de l'économie en accélérant l'assimilation du progrès technologique.

¹⁰ Philippe Aghion et Elie Cohen : « Education et croissance », La documentation Française, Rapport du conseil d'analyse économique

¹¹ In Philippe Aghion et Elie Cohen : « Education et croissance », La documentation Française, Rapport du conseil d'analyse économique

Ainsi, dans une économie avec progrès technologique, le niveau d'éducation affecte la croissance de long terme à travers ses effets sur la vitesse d'adaptation au changement.

En somme la dépense publique est donc source d'une réelle croissance de long terme. Néanmoins, les nouvelles théories de la croissance endogène ne prônent pas le recours systématique à la dépense étatique. Elle souligne que l'efficacité d'une dépense publique dépend de la qualité et de son orientation vers les domaines très précis. Ce sont les dépenses d'éducation, de recherche, d'infrastructures qui influent sur la croissance. Les dépenses de gestions courantes ne sont en rien favorables à la croissance de long terme. Ces modèles soulèvent donc bien la question centrale du type de dépenses à réaliser.

c) Santé et croissance économique¹²

La santé a toujours été appréciée pour les avantages qu'elle procure à chaque individu. De plus en plus, les recherches montrent qu'une population en bonne santé est un facteur déterminant de la croissance économique.

Le travail le plus impressionnant dans ce domaine est celui de Fogel (1991, 1997, 2000). Ses études ont mis en évidence la relation entre taille des individus et les apports alimentaires. Il a démontré l'importance de ces dernières pour la productivité à long terme de la main d'œuvre.

Dans son travail, il a montré que la hausse de calories disponibles pour le travail a contribué en partie à la croissance du revenu par habitant des pays développés. Deux canaux de transmission peuvent expliquer cet effet. D'abord, d'après les estimations effectuées par Fogel, l'intégration du quintile pauvre de la population totale dans l'activité productive serait responsable de 0,11% du taux de croissance connu par le Royaume Uni entre 1780 et 1980. Par ailleurs, la hausse des apports en calorie permet également aux individus d'être plus productifs. En fait, cet auteur a considéré la nutrition en tant que déterminant essentiel du déclin à long terme de la mortalité ainsi que sur ses effets sur la production.

Barro, quant à lui (1997)¹³, a montré que l'espérance de vie est fortement corrélée à la croissance économique. Pour mieux évaluer la contribution de la santé à la réalisation de la croissance économique nous allons successivement voir son impact au niveau microéconomique et ensuite la santé dans les modèles de croissance.

c.1.) Approche microéconomique

¹² OMS : « Santé, croissance économique et lutte contre la pauvreté », Rapport de la commission Macroéconomique et Santé, Avril 2002.

¹³ Philippe ULMANN « La santé dans les modèles de croissance : bilan et perspectives », Conservation National des Arts et Métiers Paris, 2002.

Basée sur des données microéconomiques, Duncan Thomas, a démontré que la nutrition est un indicateur important de l'état de santé générale qui a lien étroit avec la productivité et les performances sur le marché de travail.

Ce lien entre nutrition et productivité constitue la preuve la plus solide qui établit les relations d'interdépendance qui unissent santé et prospérité économique.

La nutrition influe les performances individuelles sur le marché de travail, et est mesuré par les capacités physiques de chaque individu. Haas et Brownlie (2001)¹⁴ ont démontré qu'une carence en fer réduit l'aptitude au travail. La carence en fer affecte l'activité physique de deux manières.

Premièrement, la diminution du taux d'hémoglobine causé par la carence en fer réduit à son tour la quantité maximum d'oxygène que peut utiliser l'organisme.

Deuxièmement, comme les réserves en fer se détériorent, la quantité d'oxygène par les muscles décline, l'endurance est alors réduite.

Même si la relation entre carence en fer et capacité aérobie et l'endurance ne se dévoile pas à court terme, elle est vérifiée empiriquement par diverses études. A titre d'exemple, Edgerton (1979)¹⁵ est parvenu à montrer que la supplémentation en fer des femmes Sri-lankaises travaillant dans les plantations de thé est associée à une augmentation de leurs activités.

Par ailleurs, la santé des enfants est la meilleure illustration de l'importance de la santé en tant qu'actif productif puisque les investissements réalisés au tout début de la vie, sont un déterminant important de la santé des adultes. Ainsi une santé, défaillante dans l'enfance est corrélée avec une santé encore plus médiocre à l'âge adulte.

De plus, les avantages de la santé à l'échelle de l'économie entière sont supérieurs à la somme des rendements économiques de la santé des personnes prises individuellement. Comme il est difficile de mesurer les gains de la santé en termes positifs, plusieurs chercheurs ont procédé à calculer la perte de productivité des entreprises qui découle des problèmes de santé des individus ou du risque de contracter une maladie pour évaluer les avantages de la santé.

c.2.) Santé dans les modèles de croissance¹⁶

Les 30 glorieuses constituent un âge d'or pour l'évaluation du rôle de la santé dans la croissance économique. Les modèles de croissance, qui intègrent la santé comme facteur de

¹⁴ Haas et Brownlie, Iron deficiency and reduced work capacity, a critical review of the research to determine a causal relationship. Journal of Nutrition, 2001, 131 : 676S-690S.

¹⁵ Edgerton V et al. Iron deficiency anemia and its effect on worker productivity and activity patterns. British Medical Journal, 1979, 2 : 1546-1549.

¹⁶ Philippe ULMANN « La santé dans les modèles de croissance : bilan et perspectives », Conservation National des Arts et Métiers Paris, 2002.

production, ont montré que l'amélioration de la santé augmente le gain de productivité du travail et incite l'investissement dans le capital humain. La hausse de ce dernier stimule la croissance. L'amélioration de la santé peut également réduire le taux de fertilité et il en est de même pour le taux de croissance de la population. Or un taux de croissance de la population en équilibre avec le taux de croissance économique favorise les perspectives de croissance de l'économie.

Dans les années 60, le facteur santé est rarement considéré dans les travaux comme sources de la croissance (exemple modèle de Solow 1956, Denison 1962).

Cependant vers la fin des années 80, dans les nouvelles bases des théories, le facteur santé est pris en compte et considéré comme une des principales sources de la croissance. Bloom, Canning et Sevilla (2001), Sala-i-Martin sont les initiateurs de ces modèles intégrant le facteur santé.

Barro (2001) a étudié 84 pays allant de la période de 1965-1995 a trouvé que la hausse de l'espérance de vie de 10% a augmenté de 0,56 à 0,62% le PIB par an.

De même, Barro et Sala-i-Martin (1996) en étudiant 87 pays d'une période allant de 1965-1985 ont conclu que la hausse de 10% de l'espérance de vie accroît de 0,35% du PIB par an.

De leur côté ; Bloom, Canning et Sevilla (2001) ont trouvé qu'un allongement de un an de l'espérance de vie augmente de 2,2 à 4% du PIB.

En effet, le facteur santé, exprimé par l'espérance de vie a un impact positif significatif sur la croissance du PIB. Weil, quant à lui en étudiant le taux de croissance de la Grande Bretagne sur 200 ans a conclu que l'amélioration de la santé de 30%, mesuré par le taux de mortalité de 15-60 ans, explique 17% des taux de croissance.

2.2 Croissance et réduction de la pauvreté¹⁷

Il existe des rapports étroits entre croissance économique et amélioration des dimensions de la pauvreté non liées au revenu. Bien que la croissance soit le moteur de la lutte contre la pauvreté, il semble qu'elle puisse avoir plus ou moins d'efficacité selon les situations. Quand le revenu national moyen augmente, l'impact de cette augmentation sur la pauvreté dépend de la manière dont elle est répartie dans la population. Il est vrai que la croissance accompagne presque toujours l'allègement de la pauvreté de revenu et que la croissance négative implique une augmentation de la pauvreté. Cependant l'impact de chaque mouvement de croissance sur la pauvreté peut beaucoup varier.

¹⁷ FMI, Département des finances publiques, 2002 : « Aspect budgétaire du développement durable », Brochure N°54-F.

La réduction de la pauvreté se réalise grâce à la croissance économique et une redistribution des revenus. La relation entre ces trois composants a soulevé un fort intérêt ces dernières années.

Plusieurs études récentes mettent en exergue l'existence d'une forte relation entre croissance et réduction de la pauvreté. Par ailleurs, ces études montrent que l'effet de la croissance sur le revenu des pauvres est la même dans les pays pauvres que dans les pays riches, que le lien entre croissance et pauvreté n'a pas changé dans les dernières années et que la croissance déclenchée par des politiques est aussi bénéfique aux pauvres qu'à l'économie en général.

Une étude effectuée par Dollar (2002) indique par ailleurs qu'il existe peu de fluctuation de l'impact de la croissance économique sur la pauvreté et que plus de 80% de la fluctuation des indicateurs de pauvreté selon les pays et dans le temps est due aux fluctuations du revenu général par habitant, notamment aux indicateurs de nutrition, de scolarisation ou de santé. De leurs côtés Bigsten et Levin (2000) ont analysé le lien avec le revenu national par habitant aux indicateurs non monétaires de la pauvreté. Ils ont trouvé une relation de la pauvreté aux taux de mortalité infantile les proportions des femmes et d'hommes alphabétisés, et la consommation moyenne.

En revanche, d'autres auteurs ont affirmé que la croissance ne réduit pas la pauvreté monétaire non monétaire, ou ne modifie pas la distribution de revenu.

Par exemple Ravallion (2004) a trouvé que le même taux de croissance n'a pas le même impact sur deux pays différents. Ainsi, il peut exister de grandes fluctuations de l'impact de la croissance économique sur l'allègement de la pauvreté, selon le pays. De plus, à tous les niveaux de revenu par habitant, il y a des différences importantes sur l'amélioration de l'état de santé.

La productivité du travail, la création d'emploi, la répartition de la croissance déterminent la contribution de la croissance à la réduction de la pauvreté selon Hanmer et Naschold (2000). En effet, dans le pays pauvres où l'incidence de la pauvreté est très élevée, l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté n'est pas significatif. Cela explique alors pourquoi la corrélation entre croissance et la réduction de la pauvreté est sensiblement moins évidente en Afrique Subsaharienne.

Enfin du fait de la volatilité de la croissance économique dans le pays pauvres, les pauvres sont les plus sensibles aux crises et donc des crises augmentent considérablement la pauvreté. Par ailleurs, les chocs à court terme touchant les dimensions non monétaires, telles que l'éducation et la santé peuvent avoir des conséquences néfastes à long terme sur la croissance et la réduction de la pauvreté.

2.2.1. Inégalité et croissance

L'impact de la croissance sur l'inégalité est moins évident dans les littératures théoriques. Néanmoins, les sociétés les plus égalitaires transforment davantage la croissance en une diminution de la pauvreté. Plus la répartition des revenus est équilibrée dans le pays, plus grand sera l'impact de la croissance sur le nombre des personnes vivant dans la pauvreté. L'inégalité touche également les dimensions non monétaires telles que l'inégalité des biens en ressources humaines, des biens immobiliers et financiers. Par exemple, l'inégalité en matière de répartition des terres, d'accès aux services de santé, ou de niveau d'instruction peut agir fortement sur la quantité des biens et les revenus des pauvres, ce qui détermine en partie la manière dont les pauvres bénéficient de la croissance. La croissance peut donc avoir des effets différents sur la lutte contre la pauvreté puisqu'elle s'alimente de structure de revenus et de la répartition des biens particuliers à un pays donné.

De plus le degré d'inégalité peut avoir une influence négative sur le taux de croissance économique. Il est indéniable qu'une plus grande égalité peut donner lieu à une plus grande croissance mais il arrive au point où elle devient incompatible avec la promotion des entreprises et de l'emploi, ce qui pourrait nuire à la croissance. Dans la plupart des pays en développement, la croissance pourrait certainement s'accélérer grâce aux politiques visant à l'amélioration de la répartition des revenus. Ces politiques incluent des changements dans les taux marginaux et dans les taux moyens des impôts, des augmentations des dépenses, de promotion du microcrédit et des petites entreprises, des politiques de distributions plus égalitaire de la terre, et des dépenses additionnelles pour étendre les services sociaux aux pauvres.

Les processus de croissance en soi mènent aussi à des changements en termes d'inégalité : le même taux de croissance peut s'associer à des tendances très variées de l'inégalité, avec un effet de retour sur le taux de croissance à long terme.

2.2.2. Répartition sectorielle de la croissance

Traditionnellement, la croissance a un impact plus important dans les secteurs de l'économie où les pauvres sont concentrés que dans d'autres secteurs.

A titre d'exemple, dans les pays où la majorité de la population vit dans les zones rurales, la croissance agricole fait reculer la pauvreté. En effet, les agriculteurs pauvres augmentent leurs revenus, et la demande des biens et des services pouvant être facilement produite par les pauvres augmente à son tour. Différentes études par pays ou sur plusieurs pays montrent que la croissance des secteurs agricole et tertiaire a un effet marqué sur l'allègement de la pauvreté. Cependant, ce lien peut apparaître plus complexe sur le long terme. Une croissance rapide dans l'agriculture peut en effet alléger la pauvreté rurale à court terme. Toutefois, la dépendance de l'agriculture peut aussi intensifier la vulnérabilité due aux fluctuations de la production, ou de prix, ce qui contribuerait à empirer plutôt qu'à alléger la pauvreté.

Une économie plus diversifiée ayant une industrie dynamique est plus à même de mener à une augmentation durable du niveau de vie à long terme. Toutefois, selon l'opinion générale, les politiques qui introduisent des déformations pour influencer la croissance dans un secteur particulier peut avoir un impact négatif important sur la croissance en général. Au contraire, les stratégies destinées à la croissance d'un secteur en particulier doivent se concentrer sur la suppression des déformations qui mettent obstacle à la croissance.

La croissance dans les activités à fort coefficient de main d'œuvre a un plus grand impact dans le recul de la pauvreté que la croissance des activités à forte densité de capitaux. Si la croissance mine à l'augmentation des emplois peu qualifiés, les pauvres auront plus de chance d'être les bénéficiaires de la croissance économique. Une étude récente sur plusieurs pays montre que plus les tendances de la croissance favorisent l'emploi de main d'œuvre, plus l'incidence de la pauvreté diminue rapidement. En outre, les pays qui ont des tarifs peu élevés sur les biens d'équipement mais qui ne reforment pas leur marché de travail en même temps, connaissent de grandes fluctuations des prix relatifs, ce qui augmente le chômage et le niveau de pauvreté.

3. Impact des dépenses publiques sur la pauvreté

La lutte contre la pauvreté constitue actuellement une des principales priorités des pouvoirs publics des pays d'Afrique. Dans ces pays, la volonté de faire reculer la pauvreté apparaît à travers la structure des dépenses publiques, qui est caractérisée par un arbitrage en faveur des secteurs sociaux.

Les dépenses publiques peuvent contribuer directement à la réduction de la pauvreté selon deux grands domaines du budget de l'Etat à savoir :

Les dépenses d'infrastructures et les services d'appui qui constituent des intrants clés pour augmenter les possibilités de l'amélioration des revenus des pauvres.

Les dépenses des services sociaux tels que l'éducation de base, la santé sont des investissements essentiels en capital humain en vue de relever la productivité de la main d'œuvre et de répondre aux besoins essentiels des pauvres ainsi que de renforcer leur capacité.

Ainsi, les politiques des dépenses publiques contribuent de façon déterminante à lutter contre la pauvreté. Dans plusieurs pays, les autorités jouent un rôle de premier plan pour faire en sorte que la population, en particulier les plus pauvres, aient accès à l'éducation et aux services de santé en assurant elle-même la prestation de ces services ou en finançant les services du secteur privé.

Notons cependant que les effets de ces dépenses publiques dans le processus d'accélération de la croissance et de la réduction de la pauvreté ne peuvent être attendus que sur le moyen ou le long terme. De plus, il est parfois difficile d'évaluer l'incidence de l'évolution budgétaire

en raison de manque de transparence dans la classification fonctionnelle des dépenses budgétaires de l'Etat.

L'impact des dépenses budgétaires sur la pauvreté dépend non seulement des budgets alloués aux postes budgétaires ayant un impact direct ou indirect sur l'allègement de la pauvreté mais dépend également :

- Des secteurs sur lesquels les fonds sont dépensés
- Des zones où l'on rencontre une grande concentration de pauvres
- De la gestion des fonds
- Des politiques mises en œuvre afin que les groupes cibles puissent en bénéficier.

Ainsi l'impact des dépenses publiques sera grand si le gouvernement dépense plus sur les services relativement plus utilisés par ce groupe.

Dans ce cadre, les plus pauvres sont les plus nécessiteux des services d'éducation et de santé dispensés par le gouvernement. En effet, les dépenses publiques allouées à ses services ont le plus d'impact sur la pauvreté. Nous allons donc voir successivement comment un tel mécanisme se produit dans les dépenses d'éducation et dans les dépenses de santé. L'éducation et la santé constituent le capital humain qui est incorporé dans l'homme et contribue à accroître la productivité du travail humain. Ces deux éléments principaux du capital humain sont analysés ici en tant que facteurs de développement.

3.1. Impact des dépenses publiques en matière d'éducation

3.1.1. Education et développement

L'éducation est à la fois une transmission de connaissance et une formation de la personnalité. Il existe plusieurs modes d'éducation mais celui dispensé par l'école est le plus facile à percevoir.

La contribution de l'éducation à l'accumulation du capital humain et les vertus d'externalités positives qui lui sont attribuées fait de l'éducation une préoccupation centrale et une orientation politique d'une importance non négligée pour un pays en développement.

L'éducation accroît la productivité marginale de la main d'œuvres et ensuite stimule la croissance économique. De plus la productivité privée du capital humain a un effet externe positif car, en améliorant son niveau d'éducation et de formation, chaque individu augmente le stock du capital humain de la nation et par la même contribue à améliorer la productivité de l'économie nationale.

Ainsi, un système d'éducation accessible et ciblé dans les secteurs prioritaires peut certainement avoir un impact majeur sur la situation des pauvres et sur le développement d'une

société. Notons cependant que faire un meilleur ciblage des groupes les plus nécessiteux n'est pas une tâche simple.

La théorie du capital humain développée par Becker stipule, en outre, que l'éducation et la formation contribuent à la création d'un actif, le capital humain ou les capacités productives de la main d'œuvre, de la même manière que l'investissement en technologie de pointe permet d'augmenter la productivité du capital physique. Du point de vue économique, il peut être profitable pour les ménages ou pour la nation d'investir des ressources additionnelles en formation et en éducation qu'à l'achat d'actifs physiques qui se détériorent dans le temps.

Les bénéfices individuels de l'éducation prennent la forme de rémunération plus élevée pour les individus éduqués alors que les bénéfices sociaux se matérialisent en un taux de croissance supérieur.

3.1.2. Impact des dépenses publiques

La plupart des preuves empiriques confirment que les dépenses publiques ont un effet positif sur le niveau d'éducation. Ceci est du fait que l'augmentation des dépenses publiques consacrées à l'éducation tend à s'accompagner d'une hausse du taux de scolarisation et à accroître la probabilité d'une poursuite des études. Elle s'accompagne également d'une baisse du taux d'analphabétisme. Dans plusieurs pays en développement, l'affectation à l'enseignement primaire d'une part plus grande du budget consacré à l'éducation améliore également les résultats du secteur éducatif.

La corrélation systématique qui existe entre l'augmentation des dépenses publiques et l'amélioration des indicateurs de l'éducation n'est pas cependant très claire car d'autres facteurs tels que les niveaux de revenu des ménages et les caractéristiques sociodémographiques de la population influent plus directement sur ces indicateurs.

L'analyse d'incidence, qui indique la mesure dans laquelle les dépenses publiques agissent sur le bien-être des différents groupes ou des ménages individuels, est couramment utilisée pour tester cette corrélation.

De plus, l'effort économique et financier qu'un pays réalise en faveur de l'éducation est d'habitude apprécié par le rapport des dépenses publiques d'éducation au PNB ou le pourcentage des dépenses publiques d'éducation. D'après le tableau extrait d'une étude de la Banque Mondiale (1980), les taux des dépenses publiques par rapport au PNB et par rapport au budget ont fortement augmenté dans les pays en développement entre 1960-1974. Il en est de même pour les pays développés.

Tableau N°1 : Evolution des dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PNB et du budget national 1960-1974 dans les PD et PED

	Pourcentage du PNB				Pourcentage du budget national			
	1960	1965	1970	1974	1960	1965	1970	1974
PD	4,0	5,2	5,7	5,7	11,3	15,2	16,1	15,6
PED	2,3	3,0	3,4	3,9	11,7	13,1	13,8	15,1

Source : Donnée compilée par l'UNESCO

Tableau extrait de la Banque Mondiale, l'Education (1981)

Une majorité des avantages tirés des dépenses publiques consacrées à l'éducation ne profitent pas aux pauvres. Glewwe (2002)¹⁸, par exemple a trouvé que environ 25% des dépenses publiques profitent aux 20% des plus riches, contre environ 15% pour les 20% des plus pauvres dans les pays en développement. Cependant, les dépenses publiques consacrées à l'éducation primaire sont plus profitables aux pauvres.

Si tels sont les impacts des dépenses publiques de l'éducation, nous allons dans ce qui suit analyser la relation entre dépenses publiques allouées à la santé et pauvreté.

3.2. Impacts des dépenses publiques en matière de santé

3.2.1. Santé en tant que capital humain

Les phénomènes de santé ont été pendant longtemps relativement peu pris en compte dans l'analyse et la politique du développement. Ils sont cependant essentiels. La santé est un important facteur déterminant de la qualité et de la quantité du capital humain. Elle peut donc être considérée comme un type de stock de capital durable. L'amélioration de l'état de santé accroît les rendements marginaux d'une unité de temps de travail, et ainsi accroît la productivité et la croissance économique.

L'approche qui établit le lien théorique entre l'état de santé et le capital humain est proposée par Becker (1964)¹⁹. Il a montré que la réduction du taux de mortalité durant l'âge de travail améliore l'apprentissage. De plus, la bonne alimentation peut conduire à une hausse de l'espérance de vie. Elle constitue également une force et une résistance, et ainsi assure la capacité d'apprentissage des travailleurs.

3.2.2. Impact des dépenses publiques de santé

¹⁸ Glewwe, Paul, 2002, « Schools and skills in developing countries: Education Policies and Socioeconomic Outcomes », Journal of Economic Literature, Vol.40, N°2, P. 463-52.

¹⁹ GARY S. Becker, 1964: "Human Capita: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education", National Bureau of Economic Research, New York.

Les dépenses consacrées à la santé publique peuvent avoir un effet positif sur l'état de santé de la population. Il y a une corrélation positive entre ces dépenses et l'espérance de vie à la naissance et une corrélation négative avec les taux de malnutrition l'étude effectuée par Anderson (2000).

Toutefois, la majorité des études économétriques tendent à conclure que le revenu par habitant est un déterminant plus important de la santé que les dépenses consacrées à ce secteur. Néanmoins, beaucoup de ces études ont privilégié le lien existant entre le total des dépenses publiques consacrées aux soins de santé et l'état de santé de la population dans son ensemble. Comme les pauvres sont les plus nécessiteux des services de la santé publique, il serait utile d'évaluer l'incidence des dépenses publiques de santé sur les indicateurs mesurant l'état de santé des pauvres. Les recherches récentes tenant compte de ce facteur confirment que les dépenses publiques ont un effet favorable sur l'état de santé des pauvres. Elles soulignent ainsi le rôle que pourrait avoir l'augmentation de telles dépenses dans l'atteinte de l'objectif de réduction de la pauvreté fixé par un pays.

A l'instar des dépenses d'éducation, les dépenses consacrées aux soins de santé préventifs de base tels que la vaccination et la prévention des maladies ont une incidence relativement grande sur les pauvres. Malgré cela, selon une étude d'un échantillon de 35 pays effectuée par le FMI, en 1997²⁰ deux tiers de presque les dépenses consacrées à la santé publique étaient absorbées par les soins curatifs plutôt que par les soins de base et la prévention. De plus dans plusieurs pays en développement, un détournement sensible des fonds publics consacrés aux secteurs sociaux sont très fréquents.

En somme, une allocation plus efficace des ressources renforcera nettement l'impact des dépenses sociales sur les indicateurs sociaux. Dans plusieurs pays, surtout dans les pays à faible revenu, les autorités consacrent une part trop faible du budget alloué à la santé et à l'éducation et aux activités dont les effets sur les indicateurs sociaux de base seraient les plus puissants.

Par exemple, il est fréquent qu'un gouvernement consacre une large part des ressources budgétaires prévues pour les secteurs sociaux à la masse salariale, ce qui laisse peu de ressources pour les dépenses non salariales à rendement élevé telles que l'achat de médicaments et des manuels scolaires.

Ainsi, la nécessité d'augmenter le niveau des dépenses publiques sociales afin de promouvoir le développement humain et à réduire la pauvreté est manifestée. En connaissance des causes, les bailleurs de fonds des pays en développement ont opté pour cet objectif en augmentant les dépenses consacrées à la santé, et à l'éducation dans les programmes qu'ils appuient.

²⁰ FMI, Département des finances publiques, 2002 : « Aspect budgétaire du développement durable », Brochure N°54-F.

Par conséquent, dans les pays à faible revenu concernés par ces programmes, les dépenses d'éducation ont augmenté de plus de 1% du PIB. De plus les dépenses publiques sociales réelles par habitant ont également progressé. Cette augmentation des dépenses s'accompagne dans la plupart des cas d'une amélioration générale des indicateurs sociaux pour la santé et l'éducation, notamment ceux liés aux objectifs de réduction de la pauvreté.

Pour que les dépenses puissent avoir les résultats escomptés, des mesures visant à accroître l'efficacité des dépenses publiques s'avèrent nécessaire. Mais ces mesures varient selon les circonstances propres de chaque pays. Par exemple, certains pays pour améliorer la qualité de leurs dépenses augmentent la part des dépenses allouées aux facteurs de production non salariaux tandis que d'autres pays accordent une augmentation des salaires sélectives afin d'attirer des employés qualifiés. Tels étaient le cas de Mali, Ouganda et Cameroun.

A part le renforcement des programmes sociaux, il est crucial de mettre en œuvre des programmes complémentaires tels que la nutrition, approvisionnement en eau pour améliorer véritablement les indicateurs monétaires et la réduction de la pauvreté.

SECTION 3 : MODELES D'ANALYSE DE LA PAUVRETE

La construction de modèles macroéconomiques s'est développée dans les pays industrialisés à partir des années 50 et 60 à la faveur de plusieurs facteurs tels que le progrès réalisé par la théorie macroéconomique, le renouvellement continu des méthodes d'estimation économétrique et les disponibilités de résolution de système complexe grâce à l'outil informatique. Quant aux pays de l'Afrique, les besoins des réformes entreprises dans le cadre des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel les ont conduits à mettre sur pied des modèles macroéconomiques.

La réduction de la pauvreté est devenue une des principales priorités des responsables de la politique économique dans les pays en développement et des partenaires de développement. La Banque Mondiale, à travers les programmes des stratégies de réduction de la pauvreté.

Dans le cadre de l'analyse du lien de la politique budgétaire et réduction de la pauvreté, nous allons en distinguer trois parmi eux, à savoir le modèle de simulateur d'analyse macroéconomique de la pauvreté, l'IMMPA et le modèle RMSM-X+P.

1. Simulateur d'Analyse Macroéconomique de la Pauvreté ou SAMP:

Le simulateur macroéconomique pour l'analyse de la pauvreté est un modèle économétrique reliant un modèle macroéconomique cohérent ou un cadre macroéconomique à un module emploi/pauvreté. Il peut être utilisé pour étudier l'impact des politiques macroéconomiques et/ou les chocs exogènes sur les ménages individuels.

Généralement, le SAMP a trois principaux composants. Premièrement, il est doté d'un cadre macroéconomique standard qui peut être obtenu à partir d'un module macroéconomique. Cette composante permet de faire des projections des variables macroéconomiques tels que le PIB, le solde de la balance de paiement et les prix.

Le module a également un modèle de marché de travail qui distingue différents niveaux de qualification. Ce modèle permet aussi de déterminer le revenu de chaque catégorie de ménage. Par ailleurs, il y a aussi un modèle de simulation de la croissance des revenus qui utilise les résultats du modèle de la composante marché de travail pour simuler la croissance du revenu de chaque catégorie de ménage.

Ainsi, le SAMP détermine ensuite l'incidence sur la pauvreté et les inégalités intergroupes après avoir projeté les revenus individuels.

1.1 *Avantage :*

Le SAMP est un outil facile à appréhender du fait qu'il conserve la simplicité des cadres macroéconomiques cohérents et dépasse en même temps l'analyse de la pauvreté et la répartition des revenus fondée uniquement sur des relations macroéconomiques. En outre, ce modèle permet de procéder à différents types de simulation tels que la simulation de la variation du taux d'imposition des différentes catégories de ménages, la simulation de la variation de la demande et de l'offre de travail désagrégée ainsi que la simulation des transferts de l'Etat vers les différents types de ménages.

1.2 *Limites du modèle :*

Comme le PAMS utilise le cadre macroéconomique d'un modèle, il hérite alors des forces et des faiblesses de ce modèle. Par exemple, s'il s'agit du modèle RMSM-X, il n'est pas en mesure de prendre en compte les effets de la variation des prix relatifs sur la production. En outre l'utilisation de la fonction de production à coefficients fixes ne permet pas d'analyser les effets de substitution des facteurs liés aux variations des coûts relatifs des facteurs.

De plus, le modèle est fondé sur l'hypothèse d'agent représentatif. Ainsi, il ne fournit pas d'information sur l'évolution de la répartition des revenus intra-groupes.

2. *Modèle IMMPA :*

Le modèle IMMPA (Integrated Macroeconomic Model for Poverty Analysis), appartient à la famille des modèles d'équilibre générale calculable dynamiques qui intègrent des variables monétaires et financières. Il s'agit d'un cadre d'analyse macroéconomique permettant d'étudier des chocs sur la répartition des revenus et la pauvreté dans les pays en développement lourdement endettés.

Ce modèle est appliqué surtout dans les pays qui ont les caractéristiques suivantes :

- Il existe un important secteur informel qui assure une partie de la production,
- Les flux migratoires entre le secteur rural et le secteur urbain sont fonctions des opportunités de revenu relatif ;
- Le marché de travail est segmenté en travail qualifié et travail non qualifié ;
- La gamme d'actifs financiers disponibles est peu diversifiée.

2.1. Agents et modules du modèle IMMPA :

2.1.1 Agents représentatifs

Le modèle IMMPA compte divers agents représentatifs. Il s'agit des ménages, des entreprises, des administrations, de la banque centrale, des banques commerciales et du reste du monde. Les ménages sont subdivisés en fonction de leur niveau de qualification, de leur localisation et de leur secteur d'activité.

2.1.2 Blocs du modèle

On peut distinguer les blocs suivants :

- La production
- L'emploi
- La demande
- Le commerce extérieur
- Les prix
- La formation du revenu
- Le secteur financier

Deux types de bien sont produits : des biens échangeables et des biens non échangeables. La production est décomposée en production rurale et urbaine. La main d'œuvre a une composante qualifiée et une composante non qualifiée. Ces deux types de main d'œuvre sont utilisés par tous les secteurs (rural, urbain, formel, informel).

Les salaires sont fonction d'une indexation imparfaite sur les prix de production ou sur la consommation.

2.2. Intégration du secteur réel et du secteur monétaire et financier

Dans le modèle IMMPA, les variables monétaires et financières agissent sur les variables réelles notamment à travers le taux d'intérêt débiteur et le service de la dette publique.

- Le taux d'intérêt débiteur : il constitue un argument de la fonction de demande de travail des entreprises. En effet les décisions d'embauche des entreprises dépendent du coût effectif du travail. Or les entreprises empruntent auprès des banques pour financer le paiement des salaires avant la vente de la production. Le coût effectif du travail incorpore alors le taux d'intérêt des prêts bancaires.
- Le service de la dette : le ratio service de la dette sur recettes fiscales est lié négativement à l'investissement privé. En effet, ce ratio mesure certaines distorsions notamment le risque de confiscation. Plus le ratio est élevé plus la probabilité que le capital du secteur privé soit taxé ou confisqué dans le but d'assurer le service de la dette est élevée.

2.3. Indicateurs de répartition des revenus et de pauvreté

Le modèle IMMPA génère des indicateurs de suivi de la situation sociale. Ces indicateurs comprennent :

- Le coefficient de Gini qui permet d'apprécier le caractère plus ou moins inégalitaire de la répartition des revenus ;
- L'indice d'inégalité de Theil ;
- L'indice numérique de la pauvreté qui indique la proportion des personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté ;
- L'indice d'écart de la pauvreté.

Ces indicateurs sociaux renseignent sur la situation des différentes catégories sociales suite à un choc macroéconomique.

2.4. Utilisations du modèle

Le modèle IMMPA est un cadre approprié pour analyser l'impact de la politique économique sur la pauvreté. En particulier il permet d'analyser l'impact de l'allocation des économies réalisées par les pays très endettés grâce aux remises de dette accordées par la communauté internationale. La comparaison de l'augmentation des transferts aux ménages, de l'augmentation de

l'investissement en infrastructure et de l'augmentation de l'investissement en éducation fournit les conclusions suivantes :

- La réduction de la pauvreté est plus importante dans le cas où les économies liées à la réduction de la dette sont affectées à l'investissement en infrastructure plutôt qu'à l'investissement en éducation. Cela tient en partie au fait que l'investissement en infrastructure entraîne un déplacement de la frontière des possibilités de production du secteur privé alors qu'un phénomène ne se manifeste pas dans le cas de l'investissement en éducation.
- Les résultats en termes de réduction de la pauvreté obtenus dans le cas de l'investissement en infrastructure sont meilleurs que ceux qui sont associés aux transferts vers les ménages.
- La comparaison des effets de l'investissement en éducation et des transferts vers les ménages est ambiguë car les résultats obtenus varient en fonction des indicateurs choisis.

3. Modèle RMSM-X+P

Il s'agit d'un modèle macroéconomique standard étendu à la pauvreté. Il enrichit le modèle RMSM-X avec l'adjonction d'une équation de pauvreté qui relie le taux de pauvreté avec des variables macroéconomiques et structurelles. Le taux de pauvreté est expliqué par les facteurs suivants :

- Le taux d'inflation : l'inflation agit négativement sur la population pauvre dans la mesure où elle tend à diminuer leur pouvoir d'achat, les revenus des pauvres ne bénéficiant pas généralement d'une indexation.
- Le niveau général d'éducation : l'éducation améliore le capital humain qui augmente la productivité et les salaires. L'augmentation du niveau d'éducation entraîne alors une réduction du taux de pauvreté.
- Le PIB réel par habitant : l'accroissement du PIB par tête a un impact positif sur la demande. Elle favorise alors une baisse du chômage et une augmentation des salaires distribués. L'augmentation du niveau de vie est alors associée à une baisse du taux de pauvreté.
- La croissance économique : elle favorise une augmentation de la rentabilité espérée des projets d'investissement qui agit positivement sur le niveau de l'investissement. La hausse de l'investissement qui agit positivement entraîne une augmentation de la productivité et des salaires. Au total la croissance entraîne une baisse des niveaux de pauvreté.
- L'ouverture au commerce international : elle améliore l'efficacité de l'allocation des ressources et accélère la croissance. L'augmentation du taux d'ouverture tend à baisser les niveaux de pauvreté.

- L'inégalité de revenu : elle détermine la mesure dans laquelle la croissance réduit la pauvreté. Plus la répartition des revenus est inégalitaire moins les pauvres tireront profit de la croissance. Un renforcement des inégalités accroît l'ampleur de la pauvreté.

Le modèle RMSM-X+P a les limites des modèles macroéconomiques qui ne sont pas en mesure de générer des informations fines sur la situation sociale. Toutefois, il est le plus cohérent pour tester l'impact des politiques économiques sur la pauvreté puisqu'il prend en compte avec le module pauvreté, les indicateurs sociaux. Ces indicateurs, santé et éducation, sont fondamentaux pour améliorer la qualité du capital humain et du bien-être.

Ainsi pour évaluer l'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté pour le cas de Madagascar nous allons utiliser ce modèle.

Vu que la pauvreté est à caractère multidimensionnel, faut rendre en considération ses aspects non monétaires. Théoriquement, la valorisation du capital humain tel que l'amélioration de l'éducation et de la santé peut stimuler la croissance et réduire la pauvreté par la suite.

CHAPITRE II : ANALYSE D'IMPACT DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA PAUVRETE : SIMULATION A TRAVERS LE MODELE RMSM-X+P A MADAGASCAR

A l'instar de nombreux pays en développement, Madagascar affiche une nette volonté à réduire la pauvreté pour assurer un développement durable. La politique budgétaire, à l'aide des dépenses publiques allouées aux secteurs sociaux, est entre autres stratégies l'une des différentes politiques économiques mise en œuvre pour y parvenir. Pour tester économétriquement la corrélation entre ces dépenses publiques et la réduction de la pauvreté, nous allons utiliser le modèle RMSM-X+P en introduisant la variable santé dans l'équation de la pauvreté.

Dans un premier temps, nous allons présenter brièvement le modèle RMSM-X+P. Ensuite, nous allons voir le contexte économique de Madagascar pour comprendre l'évolution du phénomène pauvreté à Madagascar. Enfin, nous allons effectuer une simulation de l'impact d'une variation de l'allocation budgétaire sur la pauvreté.

SECTION 1 : PRESENTATION DU MODELE RMSM-X + P

Les besoins de financement d'un pays proviennent des prévisions macroéconomiques et de réduction de la pauvreté. Ces prévisions sont calculées à partir des techniques de modélisations. Toutefois, la plupart des modèles macroéconomiques utilisés auparavant dans les pays pauvres ne résolvent la réduction de la pauvreté bien qu'ils existent déjà depuis longtemps.

C'est pourquoi, les communautés internationales, telles que la Banque Mondiale, ont centré leurs programmes plus particulièrement à ceux qui mènent une lutte contre la pauvreté.

Comme d'autres organisations internationales, la Banque Mondiale a construit plusieurs modèles montrant le lien formel entre politique macroéconomique et la réduction de la pauvreté y compris le modèle RMSM-X+P.

En effet, après avoir décrit le fondement théorique et historique du modèle, nous allons analyser ensuite la manière dont on gère les dépenses publiques d'après ce modèle. Enfin, nous allons procéder à la spécification des équations et à l'identification des variables.

1. Fondements et historiques du modèle RMSM-X + P

Le modèle RMSM original est une extension du modèle Harrod-Domar.

1.1. Modèle RMSM de base

L'économie mondiale a connu une récession, dans les années 70, à la suite des crises pétrolières. Ainsi les économistes de la Banque Mondiale ont conçu le modèle RMSM ou Revised Minimum Standard Model pour fournir aux différents pays, un cadre macroéconomique standard permettant d'établir les projections économiques relatives à des pays de structures diverses. Le but est de relancer l'économie et de stimuler la croissance.

Le modèle établit un lien entre croissance économique et son mode de financement. Il doit donc permettre d'évaluer le besoin en capitaux extérieurs sous différents scénarios de politiques économiques et d'évolution de l'environnement international.

Notons que le modèle RMSM a, d'abord et avant tout, été conçu comme un outil de décision et de planification. De plus, comme il est une extension du modèle de croissance d'Harrod-Domar au cas d'une économie ouverte, il se fonde sur la base théorique des modèles dits à « deux écarts ». En fait, les deux écarts identifiés par ces modèles sont les contraintes liées à l'insuffisance de l'épargne intérieure et les limitations en absence d'accès à des devises.

L'analyse effectuée à partir du modèle RMSM de base est limitée ; C'est la raison pour laquelle les équipes de la Banque Mondiale l'ont étendue.

1.2. Modèle RMSM-X

Au début des années 90, les économistes de la Banque Mondiale, ont approfondi ce modèle pour mieux l'adapter à l'analyse des politiques économiques ainsi qu'à l'élaboration des prévisions économiques. Ainsi, il est né le modèle RMSM-X qui s'appuie sur un cadre macroéconomique plus complet et intégré des spécifications de comportement plus élaborées.

Comme étant une extension du modèle de base, le fonctionnement de ce modèle repose essentiellement sur la satisfaction nécessaire de l'équilibre dans l'économie entre ressource et emploi, à la fois d'épargne et de devises. Il repose également sur les mécanismes d'ajustement dans l'économie qui permettent d'arriver à cet équilibre à partir des projections des variables macroéconomiques. En effet, le RMSM-X assure une cohérence entre les prévisions de la balance des paiements et les comptes nationaux.

De cette façon, les identités comptables de base exprimées en termes réels sont les suivantes :

$$Y = C + I + X - M \quad (1)$$

$$Y = C + S \quad (2)$$

où Y représente le Produit Intérieur Brut PIB

C : la consommation privée et publique

I : l'investissement

X : les exportations

S : les importations

M : l'épargne domestique

En substituant ces deux identités (1) – (2) ; on obtient :

$$I - S = M - X$$

où I – S représente l'écart d'épargne. C'est-à-dire la différence entre le niveau d'investissement et le niveau d'épargne intérieure.

M – X constitue l'écart des devises qui est égal à la différence entre la valeur des importations et les recettes d'exportations.

Ces deux écarts doivent être tous les deux égaux à l'épargne extérieure qui constitue une autre source possible d'épargne et de devises dans l'économie.

Comme le modèle RMSM-X est d'abord un instrument de planification, le taux de croissance donné par le PIB réel pour la période de projection doit être choisi à l'avance. Néanmoins, ce taux doit être le plus réaliste possible compte tenu des politiques économiques conduites par chaque pays, des changements prévisibles et des potentialités de l'économie. Ce taux détermine le niveau d'investissement (I) et le niveau d'importation (M) qui sont nécessaires à sa réalisation ainsi que le niveau maximal d'épargne intérieure (S). Les exportations sont projetées de façon exogène suivant les prévisions relatives à l'évolution des marchés mondiaux et les hypothèses concernant les élasticités du prix.

Les variables cibles du modèle sont donc les variables de l'état de l'économie, celles de réserves en devises ainsi que du taux de croissance. Les variables endogènes regroupent les

investissements, les consommations et les importations tandis que les exportations sont des variables exogènes.

Intérêts du modèle

Le modèle RMSM-X est un outil rapide et simple d'estimation des valeurs des variables clés d'une économie tels que les niveaux d'investissements de consommation, d'épargne, d'importation, sous diverses hypothèses.

Il permet de calculer le financement extérieur supplémentaire nécessaire pour atteindre un objectif donné de croissance économique ou, au contraire, le taux de croissance économique maximal compte tenu du financement extérieur supplémentaire disponible. Ces calculs tiennent compte à la fois les contraintes potentielles d'épargne pour financer l'investissement et de devises pour financer le niveau minimal d'importation.

Il permet également d'évaluer les effets des variations dans les termes de l'échange du pays. Ce modèle est suffisamment flexible pour permettre des modifications des valeurs des paramètres clés et des variables exogènes du modèle selon les prévisions du planificateur.

Vu la convergence de l'objectif de principaux bailleurs de fonds que les objectifs liés à la réduction de la pauvreté est au cœur de toute politique de développement, les économistes de la Banque Mondiale ont porté attention sur le lien entre politique macroéconomique et réduction de la pauvreté. Pour cet objectif et pour mieux modéliser la réduction de la pauvreté dans un cadre macroéconomique, ils ont introduit le modèle pauvreté dans le modèle RMSM-X vers les années 2000.

1.3. Modèle RMSM-X-P

Sur le socle du modèle RMSM-X, la Banque Mondiale a développé un instrument pour permettre l'analyse de la pauvreté. En effet, le modèle connu sous le nom RMSM-X+P est essentiellement le RMSM-X augmenté de deux modules supplémentaires relatifs à la pauvreté et aux indicateurs sociaux, permettant ainsi l'analyse de divers chocs macroéconomiques sur la pauvreté, le niveau général de l'éducation ainsi que l'état de la santé de la population dans la structure RMSM-X.

Ce modèle lie le taux de pauvreté aux facteurs macroéconomiques et structurels de l'inflation, le niveau d'instruction global, le niveau de vie, la croissance économique, l'ouverture au commerce international et l'inégalité des revenus. De manière similaire, les effets de divers chocs macroéconomiques sur l'éducation et la santé sont analysés avec l'aide d'une équation éducation et santé.

Bien que ce nouvel instrument permette à l'utilisateur d'évaluer seulement un nombre limité de politiques économiques alternatives, il possède toutefois, plusieurs mérites ; et le plus substantiel est de donner la possibilité d'aller au-delà d'une focalisation simpliste sur la

corrélation partielle entre croissance et pauvreté dans les discussions sur les voies et les moyens de réduire la pauvreté.

La mesure de pauvreté retenue dans le module pauvreté est son taux ou son incidence. Dans les modèles indicateurs sociaux, le taux de scolarisation du primaire sert d'approximation du niveau général de l'éducation et le taux de mortalité infantile ainsi que l'espérance de vie à la naissance sont utilisés pour refléter l'état de santé.

Les variables du modèle sont : le taux d'inflation, le PIB réel par habitant, le taux de croissance du PIB réel par habitant, les importations, les exportations, le PIB, les dépenses publiques qui sont déjà intégrées au RMSM-X.

Les hypothèses auxiliaires portent sur la part du gouvernement concernant les dépenses d'éducation et l'élasticité de l'analphabétisme par rapport aux dépenses d'éducatives, à tout ceci, s'ajoutent les indicateurs sur le taux d'analphabétisme et l'indice de Gini qui provient en général d'enquêtes auprès des ménages. Les hypothèses sous-jacentes sont l'inflation, le PIB réel par habitant, la croissance économique, le niveau général d'instruction, l'ouverture au commerce international et les inégalités des revenus.

2. Spécification des équations et identification des variables

2.1. Equation de la pauvreté

L'analyse de la pauvreté est conduite dans le module pauvreté en utilisant son équation qui stipule qu'elle est une fonction de plusieurs facteurs macroéconomiques et structurels. L'incidence de pauvreté est une fonction du taux d'inflation, du niveau du PIB réel par habitant, du degré d'ouverture au commerce international, du niveau général d'éducation et de l'inégalité de revenu. Elle peut ainsi être formulée comme suit :

Incidence de la pauvreté = f (inflation, taux de scolarisation du primaire, PIB réel par habitant, croissance économique, ouverture, indice de Gini)

2.1.1. Formulation économétrique

Pour examiner l'importance des facteurs macroéconomiques sur l'incidence de la pauvreté, l'estimation est de la forme suivante :

$$\ln P_{it} = \beta_0 + \beta_1 \text{Inflation} + \beta_2 \ln(\text{taux de scolarisation}) + \beta_3 \ln(\text{PIB réel par habitant}) \\ + \beta_4 \text{croissance économique} + \beta_5 \ln(\text{ouverture}) + \beta_6 \ln(\text{Gini})$$

où P_{it} : désigne l'incidence de la pauvreté dans le pays i à l'année t .

2.1.2. Explication des variables

a) Variable dépendante :

La variable dépendante dans l'équation pauvreté est l'incidence de la pauvreté. Elle désigne le nombre de population vivant au-dessous du seuil de la pauvreté.

b) Variables indépendantes :

- **Taux d'inflation :**

Il désigne la variation de l'indice de prix à la consommation en pourcentage.

La plupart des études, tel que les travaux de Adelman et Robinson²¹ (1988), ont montré que l'inflation tend à avoir des effets pervers sur les groupes à bas revenu du fait que leurs revenus sont typiquement définis en terme nominaux et habituellement non indexés à l'inflation. Ainsi leurs revenus tendent à baisser en termes réels étant donné la perte enregistrée dans leur pouvoir d'achat. Ceci aggrave la situation qui est déjà précaire.

Une autre raison expliquant la vulnérabilité des pauvres à l'inflation est généralement due au nombre limité d'actifs qu'ils possèdent. La grande partie de leur épargne étant détenue en forme liquide est susceptible aux taux d'inflation. Ainsi, lorsqu'il y a un taux d'inflation élevé, des agents dans les groupes à bas revenu se trouvent habituellement pauvres en terme de valeur réelle de leur épargne.

En outre, dans les pays en développement où le système financier est relativement sous-développé, et les groupes à bas revenu n'ont pas des passifs nominaux. L'inflation tend alors à éroder les actifs des agents à bas revenu pendant qu'elle diminue, la valeur nominale des emprunts des agents à revenu intermédiaire. L'inflation entraîne des changements dans la distribution, qui peut générer les effets supplémentaires sur l'incidence de la pauvreté.

Le taux d'inflation élevé peut également avoir des effets négatifs supplémentaires à la pauvreté à travers son impact sur l'investissement et la croissance économique.

En somme, il y a une corrélation positive attendue entre les deux variables.

- **Taux de scolarisation du Primaire**

C'est le ratio de l'enrôlement total au primaire, quelque soit l'âge, à la population du groupe d'âge qui correspond au niveau d'éducation primaire. Comme c'est une variable explicative dans l'équation de la pauvreté, il est retardé d'un an. Ceci est intuitif étant donné que l'éducation est

²¹Adelman I. et Robinson S : « Macroeconomic adjustment and income distribution : alternative models applied to two economies », Journal of Development Economics, 29 (1), Elsevier, juillet 1998, pp. 23 – 44.

une forme d'investissement en capital humain et demande un temps avant que le rendement soit concret.

Le taux de scolarisation du primaire est une meilleure approximation du niveau général de l'éducation qui prévaut dans un pays.

L'éducation favorise le facteur travail, spécialement pour les pauvres, du fait qu'elle accroît le capital humain, le produit marginal du travail et évidemment, elle accroît les salaires. Ainsi, plus le taux de scolarisation primaire est élevé, plus haut sera le niveau général de l'éducation et donc moins sera l'incidence de la pauvreté.

- **PIB réel par habitant**

L'inclusion du PIB réel par habitant contrôle les différences du niveau de vie qui pourrait en exister au sein du pays. Il devrait être clair que plus les niveaux de vie et de production par personne connaissent une hausse, moins sera le taux de pauvreté.

En outre, rappelons qu'il y a des effets multiplicateurs additionnels associés à une augmentation du revenu réel par personne qui entraîne une augmentation de la demande agrégée et génère une hausse de revenu supplémentaire. De telles augmentations de la demande agrégée pourraient réduire le chômage, favorisant la lutte contre la pauvreté.

- **Croissance économique**

Plusieurs études, tel que les travaux de Bourguignon²² en 2003, ont montré que la pauvreté ne dépend pas seulement du niveau du PIB mais également de sa croissance. L'investissement est le canal par lequel la croissance économique peut affecter la pauvreté. Plusieurs travaux, tel que ceux de Alesina et Perotti²³ (1993), ont conclu qu'il y a une relation positive entre croissance économique et la profitabilité des projets d'investissement. Avec une croissance économique plus élevée, les investisseurs escomptent des profits élevés et le niveau d'investissements dans l'économie peut s'accroître. Avec une accumulation du stock de capital, le produit marginal du travail s'accroît, augmentant par la suite la demande de travail et les taux de salaires. Etant donné qu'il a été mentionné auparavant que la source principale de revenu pour les groupes à bas revenu est le salaire, ainsi avec une hausse, leur revenu augmente, cela entraîne à une diminution des taux de pauvreté.

Un autre argument très similaire en faveur de la relation positive entre la croissance économique et le niveau de l'investissement se base sur la théorie de l'accélérateur de

²² Bourguignon F. : "The growth elasticity of poverty reduction : explaining heterogeneity across countries and time periods", in Eicher T. et Turnovsky S. (éd) *Inequality and Growth : Theory and Policy Implications*, MIT Press, Cambridge MA, juillet 2003.

²³ ALESINA A. et PEROTTI R : « Income distribution, political stability, and investment », NBER Working Papers N°4486, National Bureau of Economic Research, Cambridge MA, octobre 1993.

l'investissement. L'effet accélérateur de la croissance de la production sur l'investissement postule qu'il existe un stock de capital désiré qui est proportionnel à la production. Avec une hausse du taux de croissance économique, les investisseurs deviennent plus optimistes et s'attendent à des augmentations dans la demande agrégée, conduisant à des augmentations dans la production attendue et il en résulte des niveaux élevés des investissements privés.

- **Ouverture au commerce extérieur**

Selon la théorie traditionnelle du commerce, le commerce international et la spécialisation dans les activités dans lesquelles un pays a un avantage comparatif conduisant à une allocation des ressources pratiquement plus efficaces. Les facteurs de production ayant une mobilité élevée, tel que le travail, seront capables de se replacer dans les secteurs prospères de l'économie et donc de récolter des rendements élevés pour leurs services. Cependant, les travailleurs sont relativement moins mobiles tireront aussi des bénéfices dans le terme lié aux effets d'entraînement.

De ce fait, avec une augmentation dans le degré d'ouverture au commerce international, l'incidence de la pauvreté diminue.

En outre, le commerce international a été largement considéré comme un puissant moteur de croissance économique. Comme il a été indiqué précédemment, les augmentations du revenu et le taux de l'augmentation du revenu contribuent aussi à la diminution de l'incidence de la pauvreté.

- **Distribution du revenu**

La distribution du revenu joue un rôle important dans la détermination du degré auquel la croissance économique a des effets positifs sur l'incidence de la pauvreté. Notons qu'il y a de larges disparités entre pays concernant l'ampleur de la réduction de la pauvreté obtenue d'une croissance économique, même si la croissance était neutre du point de vue distribution.

Etant donné que le gain absolu d'une croissance à distribution neutre sera plus maigre, plus maigre sera aussi la part du revenu total. Donc les gains revenant aux plus démunis suite à une telle croissance auront tendance à être plus faible, et la distribution du revenu sera plus inégale. Alors, la distribution initiale du revenu est probablement le déterminant significatif de la force des effets positifs que la croissance économique a sur l'incidence de la pauvreté.

Toutefois, la croissance n'est pas toujours neutre du point de vue de la distribution et que les changements dans la distribution peuvent aussi avoir un large impact sur la pauvreté. A titre d'exemple : Ravallion (1996)²⁴ a estimé que le revenu moyen constant, un pourcentage d'augmentation dans l'indice de Gini est typiquement associé à approximativement quatre points de

²⁴ Ravallion, M. (1996). « Issues in measuring and modeling poverty », Policy Research Working Paper N°1615, Banque Mondiale, juin 1996

pourcentage d'augmentation dans la proportion de la population vivant en dessous de un dollar par jour.

La distribution du revenu peut aussi avoir des effets indirects sur la pauvreté. Certaines études, telle que celles de Alesina et Rodrick²⁵ (1994) indiquent que la distribution du revenu affecte l'ampleur et la nature de la croissance économique future. L'extrême inégalité de revenu peut déclencher une instabilité politique et des effets pervers sur l'investissement et la croissance économique. De manière similaire, l'inégalité peut entraîner une baisse de la croissance car elle conduit à un accès inégal aux opportunités d'investissement dû aux imperfections du marché comme les effets collatéraux. Ce qui entraîne, de vastes persistances fluctuations cycliques dans le crédit qui sont néfastes pour la croissance.

Nous voyons donc qu'une inégalité de revenu plus élevée tend à conduire à une incidence plus élevée de la pauvreté.

2.2. Module des indicateurs sociaux : Education et santé

2.2.1. Equation d'éducation

Le niveau général de l'éducation qui prévaut dans un pays mesuré par le taux de scolarisation au niveau primaire est influencé par les facteurs macroéconomiques et structurels. Ces facteurs sont le niveau du PIB réel par habitant, le taux d'urbanisation, la part des dépenses publiques consacrées à l'éducation en pourcentage du PIB. Ainsi l'équation de l'éducation s'écrit sous la forme :

$$\text{Education} = f(\text{PIB réel par habitant, Taux d'urbanisation, dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB})$$

a) Formulation économétrique

Les effets de divers facteurs macroéconomiques et structurels sur le niveau général de l'éducation, peuvent être estimés comme suit :

$$\ln(\text{Taux de scolarisation}) = \beta_0 + \beta_1 \ln(\text{PIB réel par habitant}) + \beta_2 \ln(\text{Population urbaine}_{it}) + \beta_3 \ln(\text{Dépenses publiques d'Education}_{it} / \text{PIB}_{it})$$

b) Spécification des variables

²⁵ Alesina A. et Rodrick D : « Distributive politics and economic growth », Quarterly Journal of Economics, 109(2), MIT Press, Cambridge MA, mai 1994, pp.465 - 490

➤ **Variable expliquée :**

Ici, le taux de scolarisation est la variable à expliquer. C'est le rapport de l'effectif total du primaire sur la population de 6 à 10 ans.

➤ **Variables explicatives :**

- **PIB réel par habitant**

Le PIB réel par habitant est ici considéré comme un facteur affectant la scolarisation du primaire pour contrôler les différences, dans les niveaux moyens de revenu. Comme il existe des coûts d'opportunité associés avec le niveau d'éducation atteint, ainsi l'augmentation dans le niveau moyen de revenu accroît la probabilité pour les agents, d'être capables de compenser les coûts d'opportunités, et entraîner par la suite, des taux élevés de scolarisation du primaire. On peut constater alors que le PIB réel par habitant a un effet positif sur la scolarisation.

- **Taux d'urbanisation**

Vu que les écoles sont généralement implantées dans les zones à forte densité de population, une accessibilité accrue à l'école des enfants résidant dans les milieux urbains augmentant en conséquence, la probabilité pour eux de s'inscrire à l'école primaire est plus grande. Par contre, les gens ruraux sont étroitement impliqués dans les entreprises familiales telles que les fermes, accroissant ainsi les coûts d'opportunité de l'éducation qui conduit à une probabilité moindre pour ces enfants de s'inscrire dans l'éducation primaire formelle. Par conséquent, le taux a un effet positif sur le niveau éducationnel atteint.

- **Dépenses publiques de l'éducation en pourcentage du PIB**

Une augmentation des dépenses de l'éducation permet la prolifération des écoles primaires et d'enseignants, qui augmente sans aucun doute l'accessibilité à l'éducation primaire aussi bien que sa capacité d'accueillir plus d'élèves. Il s'ensuit que les dépenses publiques à l'éducation devraient avoir un effet positif sur le niveau général de l'éducation reflété par le taux de scolarisation du primaire.

2.2.2. Equations de la santé

Dans le modèle RMSM-X+P ; l'état de santé est déterminé par deux indicateurs à savoir l'espérance de vie à la naissance et le taux de mortalité infantile que nous allons voir en détail après avoir formulé économétriquement les équations de la santé. Ces deux indicateurs sont affectés

par le PIB réel par habitant, le taux d'urbanisation et enfin la dépense publique de santé. L'équation s'écrit sous la forme :

L'espérance de vie à la naissance = f (PIB réel par habitant, le taux d'urbanisation, dépense publique de santé en % du PIB)

a) Formulation économétrique

$$\ln (L'espérance de vie_{it}) = \beta_0 + \beta_1 \ln (\text{PIB réel par habitant}) + \beta_2 \ln (\text{Population urbaine}_{it}) + \beta_3 \ln (\text{Dépense publique de la santé}_{it} / \text{PIB}_{it})$$

et

$$\ln (\text{taux de mortalité infantile}_{it}) = \beta_0 + \beta_1 \ln (\text{PIB réel par habitant}) + \beta_2 \ln (\text{Population urbaine}_{it}) + \beta_3 \ln (\text{Dépense publique de la santé}_{it} / \text{PIB}_{it})$$

b) Spécification des variables

➤ **Variables dépendantes**

Ici les variables dépendantes sont au nombre de deux. Ce sont l'espérance de vie à la naissance et le taux de mortalité infantile.

➤ **Variables indépendantes**

• PIB par habitant

Il est universellement reconnu qu'une augmentation de revenu par habitant devrait conduire à une augmentation du niveau général de la santé dans l'économie. Cela tient principalement sur le fait qu'une augmentation dans le PIB par habitant devrait représenter une augmentation dans la capacité de s'octroyer une meilleure nutrition, un logement salubre, une meilleure hygiène et une meilleure santé. Nous attendons que l'espérance de vie augmente et le taux de mortalité infantile diminue avec un niveau élevé du revenu par habitant.

Kakvani est l'un des acteurs qui ont étudié la relation entre les niveaux de revenu et les indicateurs du bien être humain comme l'espérance de vie à la naissance et le taux de mortalité infantile. Il a conclu en 1993 qu'une augmentation du niveau de vie tend à accroître l'espérance de vie et à diminuer les taux de mortalité infantile.

• Dépenses publiques de santé

En rapport avec l'hypothèse sur la relation qui existe entre l'urbanisation et les indicateurs sociaux, les dépenses publiques de santé favorise progressivement des infrastructures

sanitaires et aussi le personnel concerné et surtout améliore qualitativement et quantitativement les soins dont la population a besoin.

SECTION 2 : CONTEXTE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR

1. Contexte général de la pauvreté à Madagascar

Le phénomène de la pauvreté a déjà sévi Madagascar quelques années après l'accession du pays à l'indépendance. Plusieurs facteurs en sont la cause mais depuis cette période, la majorité de la population s'enfonce de plus en plus dans le gouffre de la pauvreté.

Ainsi dans cette étude, nous allons voir en premier lieu l'évolution du phénomène de la pauvreté à Madagascar. Et nous allons voir en second lieu son profil et sa manifestation pour le cas de Madagascar.

1.1. Evolution du phénomène de la pauvreté.

Généralement, 3 grandes périodes ont marqué la constance de la pauvreté à Madagascar.

1.1.1. Situation économique avant les années 80²⁶

Entre 1960 et 1972, Madagascar a connu une croissance moyenne modérée d'environ 3% par an. Les taux d'inflation ont été stables, la balance des paiements en équilibre et la croissance réelle du PIB par habitant a été positive mais faible à l'ordre de 0,4%. Cette stabilité macroéconomique a été bouleversée au milieu des années 70 sous l'effet des politiques économiques interventionnistes appliquées par le Gouvernement qui visait à assurer l'indépendance économique du pays.

Ces politiques ont conduit à un bilan économique décevant. L'agriculture a connu un déclin, le PIB réel a chuté à un taux annuel près de 1% entre 1972-1978 et la situation macroéconomique est devenue précaire. Dans l'espoir de stimuler la croissance, le Gouvernement a engagé en programme d'investissements publics intensifs. Cette mesure a exposé la dette extérieure du pays et a alourdi davantage les déficits budgétaires. De plus, le taux d'inflation annuel a atteint 30% tandis que la croissance réelle du PIB a été minime.

Par conséquent, la pauvreté et les inégalités sociales se sont aggravées et le coefficient de Gini est passé de 0,40 en 1962 à 0,47 en 1980.

Tel a été le résultat des interventions de l'Etat et pour remédier cette situation de crise, des mesures de stabilisation ont été nécessaires.

²⁶ Banque Mondiale : « Evaluation de la pauvreté » Rapport N°14.044

1.1.2. Programme d'ajustement et politiques de stabilisation

Au début du processus d'ajustement, les mesures prises par le gouvernement ont visé à contenir l'évolution de la demande intérieure

a) Au niveau des finances publiques

Au niveau des finances publiques, la première préoccupation du gouvernement est de restreindre le déséquilibre budgétaire. Des politiques de réduction des dépenses publiques ont été lancées. Ces mesures consistaient à une baisse des salaires réels et une réduction des dépenses de fonctionnement. Tout de même, la réduction de la dépense est portée essentiellement sur les dépenses d'investissement.

Les résultats de ces mesures entreprises au niveau des dépenses publiques ont été généralement encourageants soit à 19% du PIB²⁷ en 1988, les dépenses courantes totales ainsi que les dépenses consacrées au personnel de la fonction publique ont été également réduites. Ainsi, une réduction considérable des déficits publics a été constatée.

Les dépenses d'investissement public ont régressé de 5% en 1990²⁸ ce qui a diminué du niveau d'investissement en volume.

Parallèlement à cela, mais avec un peu de retard, le gouvernement a mis en place un service de surveillance pour assurer le suivi de ces dépenses d'investissement public.

Par surcroît, la baisse relative de la part des salaires a entraîné une baisse du revenu réel de la population. Ceci nuit à la motivation et à l'efficacité de la fonction publique.

Ainsi la réalisation de l'objectif de contenir la demande finale à un niveau compatible avec la production réelle a provoqué un coût social extrêmement lourd surtout au niveau des salariés urbains. Les salaires des fonctionnaires ont connu une chute environ 50% de leur pouvoir d'achat en 1981 et 1982.

b) Monnaie et crédit

En matière de monnaie et crédit, l'autorité monétaire a suivi une politique de crédit restrictive. De la sorte, un taux de plafond de crédits aux banques commerciales a été fixé. Cette politique a entraîné une diminution de la part des crédits à l'économie dans les contreparties de la masse monétaire. La baisse importante du crédit du secteur public a permis aux autorités monétaires de mener une politique de crédit restrictive sans évincer le secteur privé.

Des réformes structurelles ont été également entreprises en parallèle avec la politique monétaire restrictive. De ce fait, la réforme des banques commerciales est commencée par une déréglementation des taux d'intérêts en 1983-1985. Suite à cette mesure, à partir de 1988, il y

²⁷ Madagascar au-delà de stabilisation

²⁸ FMI : Rapport du service du Fonds pour la consultation de 1990 dans le cadre du FAIR

avait une détérioration importante du portefeuille des banques et une absence de concurrence. Cela a déclenché une nouvelle vague de réforme, tel que l'assainissement en profondeur du portefeuille des banques, visant à modifier la structure du capital et la gestion du secteur. Il y avait aussi des programmes visant à accroître la concurrence en renforçant l'autonomie de gestion des banques vis-à-vis du gouvernement.

c) Politique de change

En 1982, le gouvernement a mené une politique de flexibilité du taux de change qui a consisté à dévaluer quatre fois la monnaie. Cette mesure est accompagnée par une gestion centralisée des devises, c'est-à-dire il y avait un rationnement de l'octroi de devises aux importateurs par voie administrative.

Les importateurs devaient alors payer un droit fixe de 10% calculé sur le montant de sa soumission et ne recevaient qu'une fraction de devise demandée. Le RIL (ou Régime d'Importation Libéralisée) a permis aux importateurs de soumissionner auprès du système bancaire pour l'achat de devise sans autorisation administrative préalable.

Bref, les principales mesures étaient la libéralisation du commerce intérieur, la dérèglementation des prix, la dévaluation de la monnaie, la libéralisation du régime des importations et la réduction des dépenses publiques.

Ces mesures ont des effets positifs. D'abord, il y avait une reprise de la croissance économique. Le PIB a progressé de 3,5% par an pendant la période 1988-1990. Le taux de croissance réelle du PIB est devenu positif et a atteint 1,6% par an, en moyenne. Une augmentation des investissements privés aussi a été constatée durant cette même période. Il en est de même pour les exportations des produits agricoles non traditionnels. Mais la détérioration des infrastructures rurales a empêché la reprise du secteur de l'agriculture traditionnelle²⁹.

Ensuite, un ralentissement de l'inflation a été enregistré. Le taux d'inflation a été ramené de 30% au début des années 80 et à 10% vers la fin de cette même décennie. Ce résultat a freiné la baisse du pouvoir d'achat.

Il y avait aussi une compression des dépenses publiques, avec une certaine protection des dépenses de santé mais une réduction des dépenses d'éducation. Les dépenses publiques qui représentaient 31% du PIB en 1981 ont été ramenées à 19% du PIB en 1989. A noter que dans les deux secteurs, santé et éducation, la qualité des services s'est détériorée du fait de la diminution des dépenses réelles et de la piètre allocation des dépenses publiques au niveau des budgets sectoriels. Le déficit budgétaire a été fortement réduit de 18% du PIB en 1981 à 4% en 1989³⁰.

²⁹ Banque Mondiale : « Madagascar : Evaluation de la pauvreté », Rapport N°14 044-MAG, juin 1996

³⁰ Banque Mondiale : « Un Agenda pour la croissance et la réduction de la pauvreté : Mémoire économique », Rapport N°18473-MAG, octobre 1998.

Ces mesures ont aussi amélioré les conditions de certains nécessiteux des zones rurales. L'amélioration du terme de l'échange a dû jouer en faveur des zones rurales, où vit la grande majorité des pauvres.

Au fait, les résultats des premières réformes entamées dans le programme d'ajustement structurel se sont avérés satisfaisants au niveau macroéconomique.

Toutefois, la reprise économique de la fin des années 80 a été stoppée net au début des années 90, d'abord par une effervescence politique et l'absence d'accord sur les réformes économiques à mettre en œuvre. Les années 90 ont, de ce fait, été marquées par la chute du revenu par habitant et la recrudescence de la pauvreté. Le PIB a chuté de 7% en 1991 avant de connaître une modeste reprise de 1% en 1992, de 2% en 1993 et de 1,2% en 1994³¹. Au total, le PIB réel moyen a diminué annuellement de 1,1% et le revenu par habitant de 4% par an, en moyenne, entre 1990-1993.

Vers la moitié des années 90, des mesures visaient à stimuler l'offre ont été initiées en sus d'une politique de gestion prudente de la demande. Il s'agit d'une préservation de stabilisation de demande mais accès sur les mesures de stimulation de l'offre.

- Libéralisation du système de collecte et de distribution, tel est le cas de la commercialisation du riz qui a été libéralisée au niveau de la production, de la consommation et un système de libéralisation des importations a été instauré.
- Libéralisation des activités économiques : en particulier les secteurs du pétrole, des produits alimentaires, des transports et des télécommunications. L'Etat se retire donc des activités commerciales. Il y a eu également un désengagement de l'Etat du secteur productif.
- Privatisation des entreprises publiques : Un autre engagement de l'Etat est de céder la gestion de principales entreprises publiques au secteur privé ; sont concernées par cette mesure : les sociétés AIRMAD, JIRAMA, SOLIMA, les banques commerciales publiques BFV. Soulignons que le processus de privatisation est encore inachevé jusqu'à ce jour.
- Recentrage du rôle de l'Etat suite à l'initiative de l'Etat de se retirer des activités productives. Il a concentré davantage ses efforts à promouvoir un environnement macroéconomique et réglementaire, favorisant le fonctionnement des services publics. Il ne s'occupe plus que des domaines de prédilection qui sont les infrastructures lourdes, le domaine social, la sécurité intérieure et l'environnement juridique et légal. L'effort de recentrage du rôle de l'Etat est important au niveau de l'agriculture et des travaux publics.

³¹ Banque Mondiale : « Madagascar au-delà de stabilisation vers une croissance durable », Rapport No9101-MAG, Juin 1991.

- Diversification des produits destinés à l'exportation : conscient de la chute du cours des produits d'exportation traditionnelles tels que la vanille, le café, le girofle, le gouvernement a mené une politique de diversification des produits d'exportation afin de stabiliser la rentrée des devises. Ce sont généralement des produits halieutiques.

Vers la fin des années 90, l'Etat a commencé à considérer l'aspect de gouvernance dans sa politique économique. Cette mesure s'est manifesté par la reforme des services publics sous deux aspects :

- Amélioration de la qualité des services publics. Cette réforme a mis l'accent sur les incitations et salaires liés aux performances en particulier pour les juges et les fonctionnaires de l'administration financière. Pour le pouvoir judiciaire, le gouvernement a amélioré les conditions de travail des magistrats et a revalorisé leur statut, et a leur assuré une formation adéquate. C'est ainsi que l'Ecole Nationale de la Magistrature (ENMG) a été créé en vue de faciliter la formation continue des magistrats et des greffiers en exercice.
- Amélioration de la gestion du personnel de l'Etat par le recensement des fonctionnaires, les audits des ministères pilotes (éducation, santé) et les études pour une révision du statut de la fonction publique.

L'année 1994 a été marquée par l'application des premières mesures d'ajustement structurel à savoir l'adoption du libre flottage du FMG et la suppression de contingentement à l'importation qui ont concerné 90 produits. La forte dépréciation de FMG s'est accompagnée d'une forte hausse de l'inflation estimée à 61% à la fin de l'année 1994³².

En 1996, un programme de stabilisation a été conclu avec le FMI et la Banque Mondiale. Ce programme, basé sur la stabilité macroéconomique et l'engagement de reforme structurelle s'est soldée dès la première mise en œuvre, par des résultats légèrement positifs (croissance de flux d'IDE de 10Millions de dollars, réduction du déficit budgétaire jusqu'à l'équivalent de 6,1% du PIB et au taux d'inflation de 37%).

Les résultats des mesures de stabilisation mises en place dans le cadre du PAS ont été encourageants dans les domaines macroéconomiques globaux. Toutefois, ce programme n'a pas permis de bien relancer l'économie pour parvenir à une réduction durable de la pauvreté.

³² Banque Mondiale : « Un Agenda pour la croissance et la réduction de la pauvreté : Mémoire économique », Rapport N°18473-MAG, octobre 1998.

Les résultats des mesures de stabilisation mises en place dans le cadre du programme d'ajustement structurel ont été encourageants dans les domaines macroéconomiques globaux. Cependant, le pays n'a pas encore mis en œuvre des politiques pouvant relancer l'économie et ouvrir la voie à une croissance soutenue et à la réduction durable de la pauvreté. La mauvaise performance affichée par l'économie depuis plusieurs dizaines d'années est la cause principale de la pauvreté généralisée qui sévit Madagascar. Cette pauvreté se manifeste par la baisse des niveaux de vie, l'incapacité de mobiliser les ressources suffisantes pour valoriser le capital humain et la dégradation incessante de l'environnement naturel exceptionnel de l'île. Dans l'ensemble, les efforts d'ajustement sont loin d'être satisfaisants pour éradiquer la pauvreté de la population qui ne cesse de s'alourdir.

1.1.3. DSRP³³

La performance économique enregistrée dans le cadre d'ajustement est brusquement stoppée par la crise post-électorale. Ainsi, la chute de la croissance économique (-12%) en 2002 a débouché sur l'aggravation de la pauvreté et la vulnérabilité des agents économiques. Le taux d'inflation a atteint 16%. Les répercussions de ces différents chocs ont entraîné par ailleurs l'émergence d'une nouvelle catégorie des pauvres en milieu urbain, ceci est illustré par le cas des employés des zones franches.

Conscient de la déficience du PAS en matière de pauvreté, la situation d'après crise est marquée par la mise sur pied d'un plan de redressement économique et de reconstruction centrés davantage sur la lutte contre la pauvreté. Le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté, regroupant les éléments fondamentaux de la stratégie de lutte contre la pauvreté a été mis en œuvre à Madagascar depuis l'année 2003.

L'enjeu de la stratégie est de réduire la pauvreté à travers un développement économique soutenu et durable. Cette stratégie contient trois grandes orientations :

- Restaurer un Etat de droit et une bonne gouvernance sociale.
- Susciter et promouvoir une croissance économique à base sociale élargie.
- Susciter et promouvoir des systèmes de sécurisation humaine et matérielle et protection sociale élargie.

En effet, une reprise économique a été constatée dès l'année 2003. Quoique le taux de pauvreté ait augmenté de 2,4% entre 2001-2004, l'augmentation des revenus des plus nécessiteux facilitée par les programmes de désenclavement a permis de les rapprocher du seuil de pauvreté. La pauvreté touche le milieu urbain même si c'est en milieu rural qu'elle est la plus poignante.

³³ Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté, juillet 2003

1.2. Manifestation et profil de la pauvreté

1.2.1. Manifestation

Au début des années 60, le revenu par habitant à Madagascar a été de 430 dollars pour chuter à 230 dollars³⁴, trente ans plus tard. Ainsi l'incidence de la pauvreté a considérablement augmenté à Madagascar.

La baisse des revenus a limité l'accès aux services sociaux de base et entraîne une détérioration du niveau de l'éducation et des conditions de vie de la population. La population baignait dans le démunisme total. L'incidence de la pauvreté était de 70% pour les pauvres et de 59% pour les extrêmement pauvres.

Les indicateurs suivants décrivent la situation de pauvreté à Madagascar. Les indicateurs de l'état de santé se sont maintenus et restaient mauvais. En 1990, le taux de mortalité infantile était de 116 pour 1000 naissances vivantes contre 107 en Afrique Subsaharienne. Bon nombre de la population ne font plus appel aux services de santé en cas de maladie. La stagnation de l'état de santé de la population est imputable au manque de ressources adéquates, au faible niveau des dépenses publiques puis du revenu par habitant ainsi qu'à la mauvaise gestion des services de santé. Le budget consacré à la santé était moins de 1% du PIB à Madagascar alors que plusieurs pays à faible revenu ont consacré 2 à 3% du PIB à la santé. De plus, les ressources disponibles ne sont pas employées de façon efficace.

Les indicateurs de l'éducation se sont aussi dégradés de leur côté. Le taux de scolarisation brut est tombé du niveau de 142% en 1980 et à 83% vers le milieu des années 90 dans le cycle primaire et de 30% à 23% dans le cycle secondaire. La baisse de taux de scolarisation était liée aux divers facteurs tels que le marasme économique général qui a eu des répercussions tant sur l'offre que sur la demande en matière d'éducation. Les dépenses totales d'éducation n'ont absorbé que 2% du PIB, ce qui est inférieur à la moyenne constatée dans les pays de l'Afrique Subsaharienne (4,3% du PIB).

La relation entre niveau d'éducation et la pauvreté est évidente puisque seulement 40% des personnes extrêmement pauvres, de plus de 15 ans, sont alphabétisées, contre 60% dans la tranche de population non pauvre. En outre, 1,3% seulement des chefs de ménages extrêmement pauvres contre 10, 6% pour les pauvres ont terminé leurs études secondaires. S'agissant de la scolarisation, 67% des enfants âgés de 7 à 20 ans appartenant à des ménages extrêmement pauvres ne

³⁴ Banque Mondiale : « Madagascar : Evaluation de la pauvreté », Rapport N°14 044-MAG, juin 1996

fréquentent pas l'école, contre 56% pour les ménages pauvres et 44% pour les non pauvres. En outre, les pauvres entrent déjà dans la vie active de façon précoce. La proportion des jeunes âgés de 7 à 25 ans faisant partie de la population active est plus élevée chez les pauvres que chez les non pauvres. 46% des personnes extrêmement pauvres de ce groupe d'âge sont déjà actives sur le marché de travail contre 39% des pauvres et 29% des non pauvres.

1.2.2. Profil de la pauvreté

A Madagascar, les pauvres sont définis comme les individus dont les dépenses totales n'arrivent pas à couvrir le minimum vital. Cette définition accorde une priorité à la nourriture car elle assure une meilleure productivité, et réduit la vulnérabilité. Le seuil de pauvreté à Madagascar est calculé sur la base des aliments et les produits essentiels non alimentaires. Deux seuils de pauvreté ont été calculés en 1993, un seuil de pauvreté de 248.000Fmg par personne par an, au prix de 1993 et un seuil de pauvreté extrême de 194.000Fmg par personne par an, au prix de 1993³⁵ Sur la base de ces seuils, 70% des Malagasy sont pauvres et 59% sont extrêmement pauvres.

Le phénomène de la pauvreté est généralisé à Madagascar étant donné que 7 personnes sur 10 vivent en dessous du seuil de pauvreté. Cependant la pauvreté touche surtout les régions rurales où 77% de la population sont pauvres contre 47% de la population urbaine.

Selon la répartition de la pauvreté par région, Tuléar est la province la plus pauvre où 80% de ses habitants vivent dans le gouffre de la pauvreté. De plus, ils représentaient 15% des pauvres dans l'ensemble du pays alors que 13% de la population seulement vivent dans cette province.

La répartition de la pauvreté selon le type d'activité économique du chef de ménage est très importante puisqu'elle détermine la capacité du ménage à dégager des revenus. Comme l'économie de Madagascar se base encore sur le secteur primaire, les ménages dont l'activité du chef est de nature essentiellement agricole sont dans la majorité les plus pauvres du pays. Environ 80% de tous les agriculteurs vivent en dessous du seuil d'extrême pauvreté. Environ 60% des éleveurs et des pêcheurs vivent au dessous du seuil de pauvreté, de même que 44% de petits artisans et autres opérateurs informels. En revanche, seuls 6% des employés de bureau et employés de formation supérieure sont pauvres. Cela signifie que les mesures de lutte contre la pauvreté à Madagascar doivent toucher les agriculteurs si l'on voudrait parvenir à l'amélioration de la situation.

2. Engagement du gouvernement en matière de réduction de la pauvreté

Le sommet international de l'environnement qui a eu lieu parmi à Rio de Janeiro en 1992 a imposé le développement durable comme un grand dessein commun à tous les pays. Le

³⁵ Banque Mondiale : « Madagascar : Evaluation de la pauvreté », Rapport N°14 044-MAG, juin 1996

développement durable est un processus de développement qui répond au besoin du présent sans compromettre la capacité des générations futures. A long terme, le processus de développement doit répondre à des objectifs sociaux, économiques et environnementaux qui sont complémentaires et interdépendants. Ainsi, il est urgent de concilier ces différents objectifs. Il consiste en fait, à assurer un progrès économique équitable sur le plan social.

En effet, le développement durable est aujourd'hui un enjeu majeur pour la communauté internationale. Et en septembre 2000, les Nations Unies ont souligné l'importance du développement durable en adoptant un ensemble d'objectifs globaux résumés dans les objectifs de développement du Millénaire (OMD).

Les OMD ont été élaborés au fil des accords conclus et des résolutions adoptées lors des conférences mondiales organisées par les Nations Unies au cours de la dernière décennie. Ses objectifs sont :

- élimination de la pauvreté extrême et de la faim,
- réalisation de l'éducation primaire universelle,
- promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes,
- réduction de la mortalité infantile, amélioration de la santé maternelle, lutte contre le VIH/Sida ; le paludisme et d'autres maladies ;
- promotion d'un environnement durable et mise en œuvre d'un partenariat mondial pour le développement ;

Ils sont devenus l'aune à laquelle seraient mesurés les progrès réalisés en matière de développement. Ces objectifs sont également assortis d'un calendrier précis jusqu'en 2015.

Conscient de l'importance du concept de développement durable et animé par une ambition de croissance, Madagascar s'est engagé à poursuivre la politique du développement rapide et durable vers le début de cette décennie. Cet engagement s'est traduit à travers le DSRP. Ce document a été mis en œuvre dans le pays depuis 2003.

Le DSRP est structuré suivant les parties suivantes :

- Le contexte général et l'analyse de la pauvreté
- Les objectifs et les axes stratégiques d'interventions
- Les risques à la pauvreté
- Les latitudes d'action
- Les programmes de mise en œuvre de la stratégie
- Les coûts de financement des programmes de mise en œuvre
- Le système de suivi-évaluation de la mise œuvre de la stratégie.

Basé sur l'enquête auprès des ménages en 2001, effectuée par l'INSTAT, le taux de pauvreté est estimé à 69,6%. L'objectif de l'OMD est de la réduire de moitié entre 1990 et 2015. En 1990, aucune information sur la pauvreté n'est disponible et en utilisant comme base des données

2001, pour Madagascar, l'objectif en 2015 serait donc de réduire le taux de pauvreté à 34,2%. Ayant opté pour un développement rapide et durable, Madagascar envisage de dépasser cet objectif du Millénaire et de réduire de moitié le taux de pauvreté dans 10 ans.

La croissance économique est une condition sine qua non à la création de richesse et au développement. Toutefois, une réduction significative du taux de pauvreté n'est possible sans une forte croissance mieux répartie. La réduction de la pauvreté nécessite un taux de croissance économique moyen d'au moins 8% par an. Les projections macroéconomiques cohérentes avec la stratégie de réduction de la pauvreté devraient entraîner une hausse du PIB par habitant de 5,2% par an. Ces projections sont basées sur des hypothèses élevées d'investissements publics et privés entraînés par un accroissement important d'investissement public et des flux d'investissement direct étranger : le taux d'investissement moyen nécessaire est de 21% du PIB.

Dans le cadre du DSRP, les investissements publics doivent être bien conçus, bien ciblés et répondre aux attentes de la population malgache et des investissements privés. A cet effet, une partie importante de ces investissements devraient être consacrée aux priorités du gouvernement en vue d'améliorer le bien être de la population malgache. Les investissements du secteur privé sont destinés aux principaux secteurs porteurs de croissance à savoir, le développement rural, pêche, mines, industries manufacturières, notamment celles qui sont destinés à l'exportation, les travaux publics et le tourisme.

Malgré les divers résultats satisfaisants et encourageants du DSRP, la proportion de la population vivant dans la pauvreté ne cesse de s'accroître à cause de divers facteurs sociaux et économiques (hausse du prix du pétrole sur le marché mondial qui a alimenté l'inflation et détériore le pouvoir d'achat de la population).

Face à cette situation et pour renforcer l'objectif de développement rapide durable et la lutte contre la pauvreté, un Plan d'Action pour Madagascar ou MAP a été mis en œuvre dans la grande Ile depuis l'année 2007. Le MAP est un plan d'action conforme aux objectifs de développement du Millénaire. Il décrit, les objectifs, les stratégies et les actions à entreprendre pour atteindre ses objectifs. Il préconise une croissance économique rapide, une réduction de la pauvreté, une participation avec succès à la mondialisation tout en protégeant le capital naturel, en valorisant le capital humain et les richesses culturelles du pays.

Le MAP est un programme planifié dans 5 ans et décrit 8 grands engagements pour faire sortir le pays de la pauvreté actuelle et de promouvoir un développement de qualité en long et en moyen terme.

Le premier engagement vise à fournir un environnement serein à toute la population et aux investisseurs étrangers, tout en renforçant la qualité de la fonction publique et les prestations de service. Pour ce faire, il faut :

- Fournir un niveau de sécurité suffisant pour assurer la sûreté des personnes et des biens,

- Renforcer l'Etat de droit
- Réduire la corruption
- Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient
- Renforcer les prestations de services publics
- Décentraliser l'administration publique
- Devenir une nation ouverte au progrès.

Le deuxième engagement vise à améliorer les infrastructures en particulier les voies de communications pour faciliter le processus de développement rapide, le commerce, la communication interne et externe. Il incorpore également 07 défis portant sur les infrastructures de développement pour les pôles de croissance, l'amélioration de l'efficacité et de la qualité de la circulation des biens et des personnes de l'accès à des services de transport à travers le pays, l'assurance d'un approvisionnement d'énergie adéquat, à coût abordable et compétitif et un système de communication efficace et abordable, une meilleure prévision des cataclysmes naturels, et enfin assurer l'accès à l'eau potable et à l'hygiène de la population.

Quant au troisième engagement, il vise à promouvoir une éducation de qualité ayant pour mission de faire scolariser tous les enfants au niveau primaire, renforcer l'éducation secondaire (CEG, lycée, formation professionnelle) et réformer l'enseignement supérieur. Il cherche également à éliminer l'analphabétisme tant des adolescents que des adultes et à assurer le développement des capacités et l'attitude mentale et psychologique des jeunes par le biais des sports et la participation au civisme.

Comme l'économie de Madagascar est encore basée sur l'agriculture, le MAP a aussi décrit un programme spécifique à ce secteur. Il vise à professionnaliser ce secteur en améliorant l'accès au financement rural et promettant les activités orientées vers le marché. Alors, il reste encore un problème majeur en milieu rural de diversifier les activités agricoles et accroître la valeur.

Concernant la santé qui constitue un élément important du capital humain, le programme devrait :

- améliorer la qualité de service et l'accès au service de santé de base,
- engager une lutte contre le VIH/Sida,
- réduire la mortalité infantile et maternelle,
- sensibiliser la maîtrise de la croissance démographique par l'utilisation du Planning familial,
- améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire.

Sur le plan économique, l'objectif est d'assurer une forte croissance avec un taux de croissance de 7% à 10% en 2012. Ces objectifs seront atteints avec un environnement macroéconomique stable en réformant le système bancaire et financier et renforçant la compétitivité commerciale internationale. Il est également nécessaire de savoir exploiter rationnellement les secteurs clés au niveau national et de promouvoir le plein emploi.

Le développement durable préconise également la protection de l'environnement local afin que Madagascar devienne un leader mondial dans le développement et l'utilisation des meilleures approches pour la protection.

Enfin, pour que chaque population profite pleinement des résultats estimés du MAP, il serait nécessaire d'honorer la diversité culturelle, la compréhension et le respect mutuels, développer une confiance sociale et promouvoir la participation des citoyens et l'identité de la solidarité et la fierté nationales, améliorer l'appui aux très pauvres et vulnérables et promouvoir l'égalité de sexe et l'autonomisation des femmes.

Les grands objectifs fixés dans le MAP sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Tableau N°2 : Objectifs fixés dans le MAP

Indicateurs	2005	2012
Indice de développement humain des Nations Unies	146 parmi 177 pays	100
Taux de pauvreté (2\$ par jour)	85,1% (2003)	50%
Indice de fécondité	5,4	3 à 4
Espérance de vie	55,5	58 à 61
Taux d'alphabétisation	63%	80%
Pourcentage des élèves ayant terminé l'école secondaire	CEG 19% Lycée 7%	56% 14%
Croissance économique	4,6%	8 à 10%
PIB (USD)	5 Milliards	12
PIB par tête (USD)	309	476
IDE (USD)	84 Millions	500
Classification environnement des affaires	131	80
Indice de perception de la corruption	2,8	5,8
Pourcentage des ménages en possession de titres ou certificats fonciers	10%	75%

Sources : Plan d'Action Madagascar 2007 - 2012

D'après ce tableau, les stratégies et projets décrits dans le MAP se résument en une réduction effective de la pauvreté et une amélioration tangible de la qualité de vie des Malagasy.

En effet, la politique budgétaire, ensemble des décisions prises par le pouvoir public en matière d'impôts et de dépenses a des répercussions importantes sur tous les aspects de la lutte contre la pauvreté, c'est-à-dire le développement économique et social.

La politique budgétaire influe sur la pauvreté par le fait qu'elle exerce sur la croissance économique et sur la mise en valeur des ressources humaines. Ces effets se font sentir au

niveau macroéconomique mais aussi par les multiples façons dont les décisions prises par le pouvoir public en matière de dépenses influent les secteurs sociaux.

SECTION 3 : SIMULATION A PARTIR DES HYPOTHESES SUR LES DEPENSES PUBLIQUES

1. Données et méthodes économétriques

1.1. Introduction de la variable santé dans l'équation de la pauvreté

Une des limites du modèle RMSM-X+P est qu'il n'intègre pas la variable santé dans l'équation de la pauvreté. Cependant la santé a la même importance que l'éducation dans l'analyse de la pauvreté.

La santé est un important facteur déterminant de la qualité et de la quantité du capital humain. Elle peut donc être considérée comme un type de stock de capital durable. L'amélioration de l'état de santé accroît d'ailleurs, les rendements marginaux d'une unité de temps de travail et ainsi accroît la productivité et la croissance économique.

Le niveau de la santé est fortement corrélé avec la pauvreté. D'abord, la dégradation de la santé ou le cas d'une maladie grave peut conduire à une perte de revenu pour un individu, cette situation pourra l'entraîner dans la pauvreté à long terme. Ensuite les pauvres, dans la plupart des cas, n'ont pas des ressources suffisantes pour améliorer leur état de santé. Ils sont donc exposés constamment à la maladie ce qui les empêche de s'en sortir.

Néanmoins, la majorité des études économétriques tendent à conclure que le revenu par habitant est un déterminant plus important de la santé que les dépenses consacrées à ce secteur. Néanmoins, beaucoup de ces études ont privilégié le lien existant entre le total des dépenses publiques consacrées aux soins de santé et l'état de santé de la population dans son ensemble.

Ainsi, dans ce travail nous allons introduire un indicateur de la santé (taux de mortalité infantile et l'espérance de vie à la naissance), comme variable explicative de la pauvreté dans le modèle RMSM-X+P.

L'équation de la pauvreté deviendra comme suit :

Incidence de la pauvreté = f (inflation, taux de scolarisation du primaire, PIB réel par habitant, croissance économique, indice de Gini, taux de mortalité, espérance de vie, ouverture)

Econométriquement, elle s'écrit :

$$\ln P_{it} = \beta_0 + \beta_1 \text{Inflation} + \beta_2 \ln(\text{taux de scolarisation}) + \beta_3 \ln(\text{PIB réel par habitant})$$

$$+ \beta_4 \text{croissance économique} + \beta_5 \ln(\text{Gini}) + \beta_6 \ln(\text{taux de mortalité}) + \beta_7 \ln(\text{espérance de vie}) \\ + \beta_8 \ln(\text{ouverture})$$

1.2. Présentation des données

Comme on l'a mentionné, nous allons essayer d'introduire les indicateurs de la santé dans l'équation de la pauvreté du modèle RMSM-X+P. Ainsi, il faudrait ré-estimer la significativité de tous les paramètres.

A Madagascar, les données périodiques relatives à la pauvreté et aux indices de Gini sont rares ou presque inexistantes. Nous avons utilisé des séries temporelles en coupes transversales incluant 20 pays à faible revenu de l'Afrique Subsaharienne sur 34 observations. La période retenue va de 1980 à 2002. Notons que ces pays ont les mêmes caractéristiques économiques que Madagascar.

Les données utilisées sont celles du World Bank Africa Database 2002 et du World Development Indicator 2001.

Quant aux estimations des indicateurs sociaux, nous avons repris celles qui sont déjà réalisées dans le modèle RMSM-X+P. Dans ce modèle, la régression relative à l'éducation a été obtenue par 501 observations couvrant 54 pays et sur une période allant de 1975 à 1997. Pour la régression relative à la santé qui utilise l'espérance de vie à la naissance comme mesure du niveau général de la santé, il y avait 55 pays inclus dans la régression et faisant une totale de 213 observations. Il y avait aussi une seconde régression de la santé utilisant le taux de mortalité comme indicateur de l'état de santé. Il y avait un total de 233 observations pour la spécification finale de la régression allant de la période 1990 à 1999.

2. Résultat de la régression

2.1. Régression de la pauvreté :

La régression regroupée estimant l'équation de l'incidence de la pauvreté a donné un coefficient de 59% de R-carré. Ainsi, 59% de la variation de l'incidence de la pauvreté est expliquée par les variables explicatives posées.

RAPPORT DÉTAILLÉ DE LA REGRESSION

Statistiques de la régression

Coefficient de détermination multiple	0,770292401
Coefficient de détermination R ²	0,593350383
Coefficient de détermination R ²	0,463222506
Erreur-type	0,199381334
Observations	34

ANALYSE DE VARIANCE

	Degré de liberté	Somme des carrés	Moyenne des carrés	F	Valeur critique de F
Régression	8	1,450106376	0,181263297	4,559748424	0,001607922
Résidus	25	0,993822905	0,039752916		
Total	33	2,443929281			

					Limite inférieure pour seuil de confiance = 95%	Limite supérieure pour seuil de confiance = 95%	Limite inférieure pour seuil de confiance = 95,0%	Limite supérieure pour seuil de confiance = 95,0%
	Coefficients	Erreur-type	Statistique t	Probabilité				
Constante	9,59335	2,60917	3,67679	0,00113	4,21967	14,96704	4,21967	14,96704
LNGINI	0,52753	0,22162	2,38029	0,02524	0,07109	0,98398	0,07109	0,98398
LNBDP	-0,28125	0,08421	-3,34002	0,00263	-0,45467	-0,10782	-0,45467	-0,10782
BDP%	-0,01822	0,00928	-1,96344	0,06081	-0,03734	0,00089	-0,03734	0,00089
CPI%	0,00407	0,00110	3,69804	0,00107	0,00180	0,00633	0,00180	0,00633
LNPRIM%	-0,29577	0,13439	-2,20086	0,03720	-0,57255	-0,01899	-0,57255	-0,01899
LNBDRT	1,12440	0,36223	3,10407	0,00470	0,37836	1,87043	0,37836	1,87043
LNLFIE	-0,12874	0,28884	-0,44571	0,65964	-0,72361	0,46613	-0,72361	0,46613
LNBDV	0,00461	0,03613	0,12774	0,89938	-0,06979	0,07902	-0,06979	0,07902

L'équation de la pauvreté s'écrit alors :

$$\ln P_{it} = 9,59 + 0,00CPI - 0,30 \ln PRIM\% - 0,28 \ln BDP - 0,02 BDP\% + 0,53 \ln GINI + 0,00 \ln BDV + 1,12 \ln BDRT - 0,13 \ln LFIE$$

[3,68] [3,70] [-2,20] [-3,34] [-1,96] [2,38] [0,13] [3,10] [-0,45]

[.] : Statistique-t

L'inflation a un effet positif attendu mais les résultats de l'estimation montrent qu'une augmentation d'une unité du taux d'inflation n'accroît la pauvreté que de 0,01% même si elle est corrélée significativement avec la pauvreté. De son côté, le coefficient estimé du logarithme du taux de scolarisation donne l'effet négatif supposé théoriquement, il est de -0.3 et qui est statistiquement significatif à 95%. Ainsi, un accroissement de 1% du taux de scolarisation du primaire conduit à une diminution de 0,15% de l'incidence de la pauvreté pour le cas des pays de l'échantillon.

Le taux de croissance économique mesuré par les changements en pourcentage du niveau du PIB réel par habitant, n'a pas une influence significative sur l'incidence de la pauvreté puisqu'une unité d'augmentation de la croissance économique conduit seulement à une diminution de 0,02% de la pauvreté.

Le coefficient estimé de l'indice de Gini a le signe postulé théoriquement et il est hautement significatif. Une augmentation de 1% dans l'indice de Gini tend à élever de 0,53% le pourcentage de la pauvreté. Outre la faible valeur du coefficient estimé du taux d'ouverture de l'économie, la variable ouverture n'a pas le signe négatif supposé et n'est pas également significatif. Cela signifie que pour le cas des pays d'Afrique Subsaharienne à faible revenu, l'ouverture de l'économie au lieu de réduire la pauvreté, comme la montre la littérature, ne fait qu'alimenter la pauvreté.

Quant aux variables de la santé introduites dans le modèle RMSM-X+P, les résultats de la régression répondent parfaitement aux signes supposés théoriquement. Le taux de mortalité infantile affiche un coefficient de 1.12 et un statistique-t 3.10 à 95%. Ainsi une augmentation du taux de mortalité de 1% accroît l'incidence de la pauvreté de 1,12%. Il en est de même en cas d'une réduction du taux de mortalité infantile. De son côté, le coefficient estimé de l'espérance de vie à la naissance est de -0.13, ce qui signifie qu'un allongement de l'espérance de vie d'un an réduit la pauvreté de 0.13%. Notons quand même que, ici la variable espérance de vie explique implicitement la variation de la pauvreté car son statistique-t n'est pas significatif.

En somme, le taux de mortalité infantile, le taux de scolarisation primaire, l'indice de Gini et le PIB sont ici les variables qui ont les plus d'impact sur le niveau de la pauvreté. Une amélioration dans ces variables peut ainsi favoriser la réduction de la pauvreté.

2.2. Régression de l'éducation

Nous avons repris le résultat de la régression éducation du modèle où la variable expliquée est le taux de scolarisation du primaire. Les trois variables indépendantes, les dépenses publiques d'éducation, le logarithme du PIB réel par habitant et le taux d'urbanisation. Ces trois variables ont des signes positifs attendus et sont fortement significatifs. L'élasticité des dépenses publiques d'éducation par rapport au taux de scolarisation du primaire est de 0,08%. De manière similaire, 1% d'augmentation du PIB réel par habitant tend à accroître le taux de scolarisation 0,12% et 1% d'augmentation dans la proportion de la population urbaine conduit à 0,11% d'augmentation dans le taux de scolarisation.

2.3. Régression de la santé

Les résultats de la régression de la santé retenus sont également déjà calculés par le modèle RMSM-X+P. Les deux variables expliquées sont l'espérance de vie à la naissance et le taux de

mortalité infantile. Ces variables sont pratiquement expliquées par les variables dépendantes notamment dépenses publiques de santé, le taux d'urbanisation et le logarithme du PIB réel par habitant. L'élasticité estimée de l'espérance de vie par rapport aux dépenses publiques en pourcentage du PIB et au taux d'urbanisation est plutôt inférieure : 0,01 et 0,05 respectivement. Pourtant, l'élasticité de l'espérance de vie par rapport au PIB réel par habitant est plus grande, 0,21. Les résultats de la régression santé ou la variable dépendante et le logarithme du taux de mortalité infantile ont également des signes théoriquement attendus, qui sont négatifs.

3. Projection de l'évolution de l'incidence de la pauvreté pour le cas de Madagascar

Dans cette étude, nous allons utiliser le RMSM-X+P pour analyser les effets sur la pauvreté d'une augmentation des dépenses publiques, de l'éducation et de la santé, dans les dépenses publiques totales.

Changement des dépenses publiques d'éducation et de santé

La part des dépenses publiques allouées à l'éducation et à la santé dans le total des dépenses publiques à Madagascar est respectivement 20% et 10% en moyenne. Le tableau ci-dessous résume l'évolution des dépenses publiques de santé et d'éducation entre 1997-2006 :

Tableau N°3 : Répartition par dépenses publiques d'éducation et de santé dans les dépenses gouvernementales 1997-2006 (en %).

Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Dépenses										
Education	13,62	14,90	13,32	14,03	13,64	16,30	16,95	20,30	18,11	21,46
Santé	9,59	9,27	8,35	10,10	10,25	9,39	9,45	8,52	9,72	8,16

Source : Ministère des Finances et du Budget.

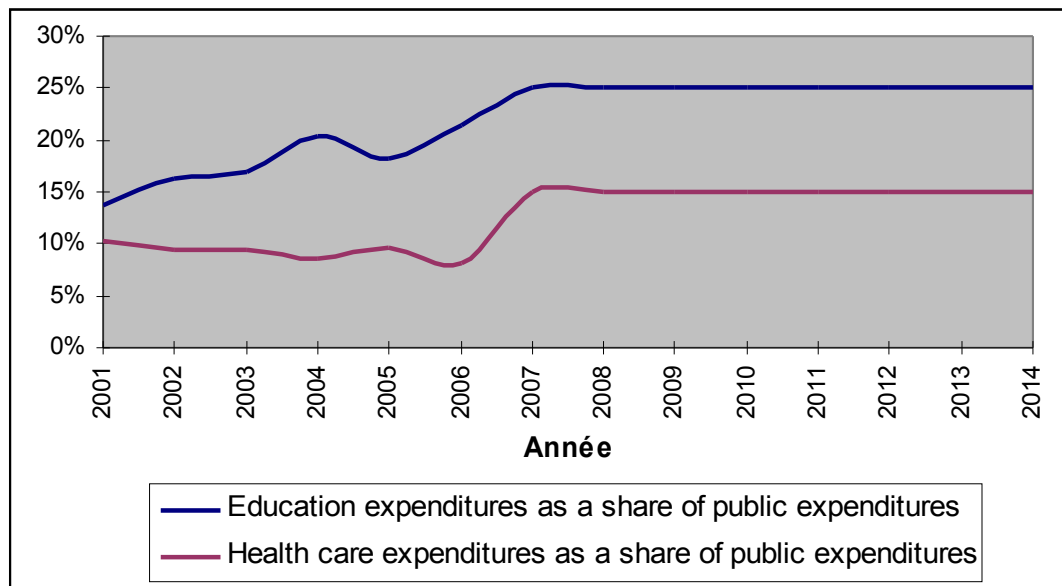
Calculs faits par la Banque Mondiale

Avec ces niveaux des dépenses, Madagascar enregistre une diminution de la pauvreté de 1,90% par an, et avec ce rythme, en 2012, l'incidence de la pauvreté sera de 59% environ. Ainsi l'objectif fixé dans le MAP en matière de pauvreté est loin d'être atteint.

Supposons maintenant qu'en 2007 le gouvernement décide d'accroître la part des dépenses publiques d'éducation dans le total des dépenses gouvernementales d'un niveau initial de 21% à 25%. Il en est de même pour les dépenses publiques de santé qui sont ramenées de 10% à 15%.

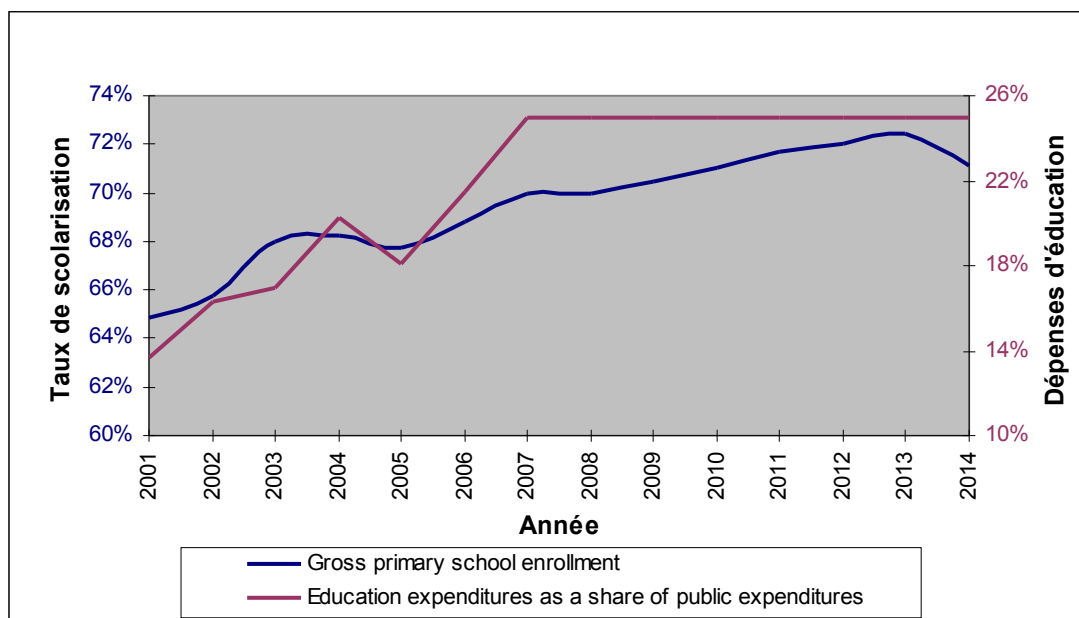
Cette allocation est supposée maintenue stable durant la mise en œuvre du MAP c'est-à-dire jusqu'en 2012. La figure N°1 ci-dessous décrit cette évolution des dépenses publiques d'éducation et de santé.

Figure N°1 : Hausse dans la part des dépenses publiques d'éducation et de santé.



Impact de la variation des dépenses publiques d'éducation et de santé sur les indicateurs sociaux

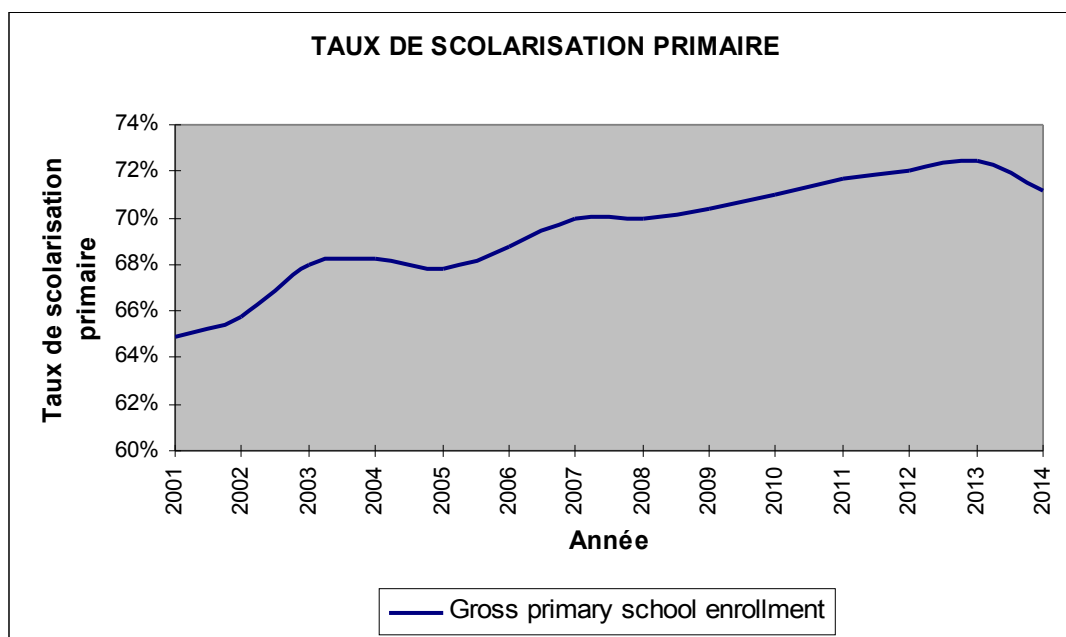
Figure N°2 : Evolution du taux de Scolarisation primaire en fonction des dépenses d'éducation



Nous voyons dans la figure N°2, que le taux de scolarisation primaire est une fonction croissante des dépenses d'éducation. Ainsi la réduction du taux de scolarisation de 68,3% en 2004 à 67,8% en 2005 est expliquée par la diminution des dépenses d'éducation en 2005 de 20% à 18%. L'augmentation de la part des dépenses publiques d'éducation depuis 2006 entraîne un

accroissement soutenu du taux de scolarisation primaire qui est de 66,2% en 2006 et atteint 72% en 2012 soit une variation de 6,2%.

Figure N°3 : Evolution du taux de scolarisation primaire



L'augmentation des dépenses publiques allouées à l'éducation permet d'un côté de multiplier en nombre les écoles et les enseignants et favorise, de l'autre côté, par suite l'accessibilité à l'éducation primaire. Elle permet également d'assurer l'entretien des infrastructures déjà existantes pour augmenter leur capacité d'accueil. Ainsi, la politique d'augmentation des dépenses publiques d'éducation a un effet positif sur le niveau général de l'éducation évalué par la hausse du taux de scolarisation primaire.

La hausse des dépenses publiques de santé a également amélioré considérablement, les indicateurs de la santé : espérance de vie et taux de mortalité infantile (figure N°4 et figure N°5). Cette augmentation des dépenses en santé améliore généralement la quantité et la qualité des services de santé de base et résultant un niveau élevé des soins de santé. L'amélioration de ces services est ici mesurée par l'espérance de vie et le taux de mortalité car ces deux variables surtout le taux de mortalité est la plus sensible à la variation des dépenses publiques du fait qu'il dépend directement de la qualité des services de santé.

Figure N°4 : Evolution de l'espérance de vie.

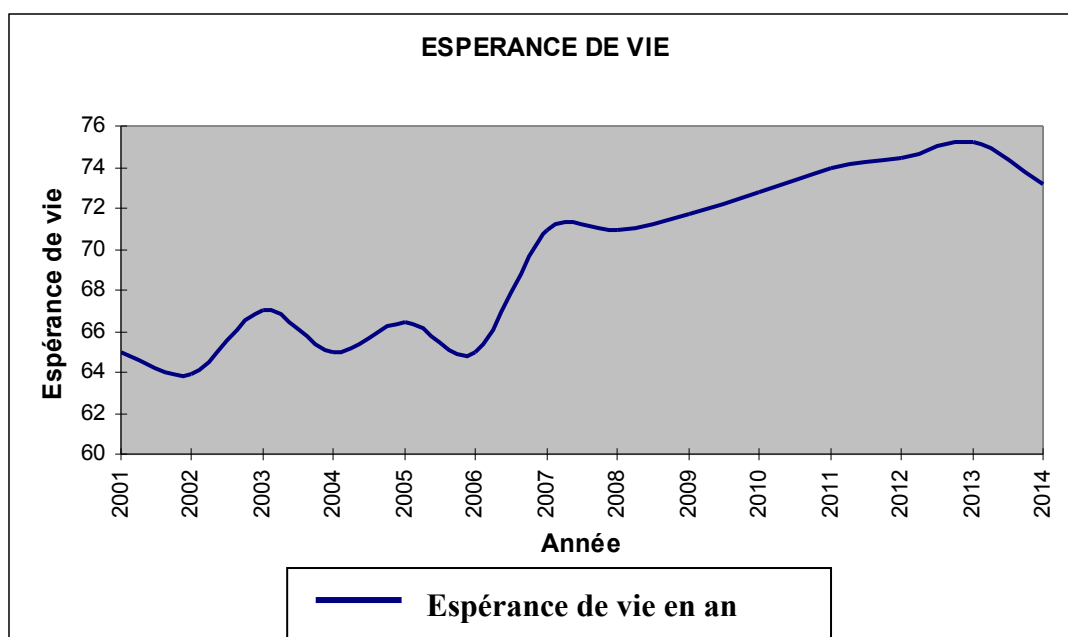


Figure N°5 : Evolution du taux de mortalité infantile.

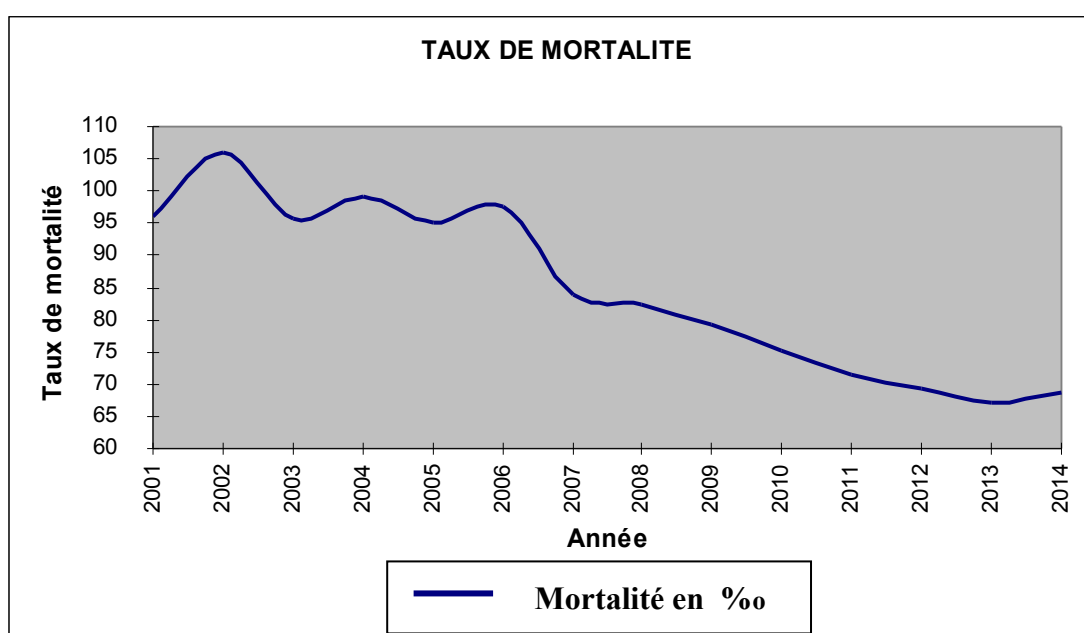
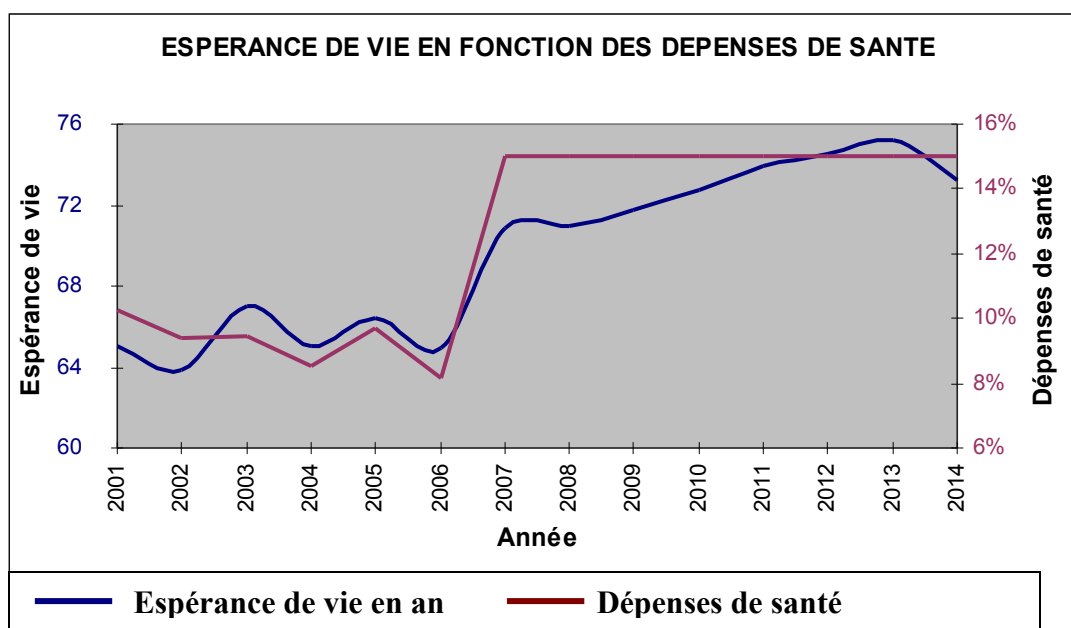
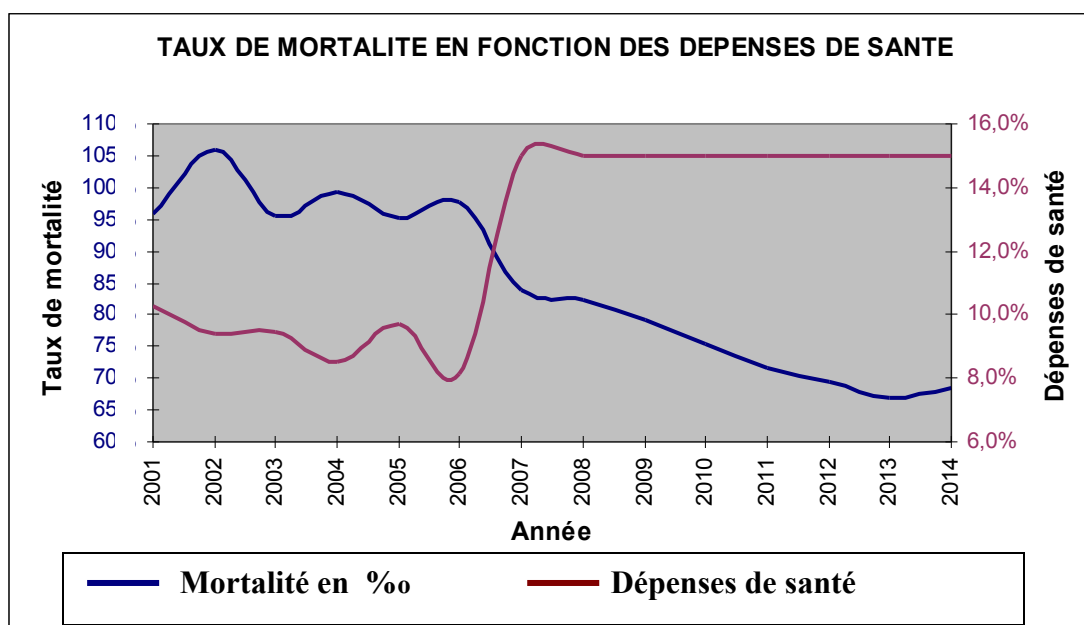


Figure N°6 : Evolution de l'espérance de vie comparée avec les dépenses publiques en santé



L'espérance de vie varie positivement avec les dépenses en santé. Elle est de 65 ans en 2006 pour devenir 70,9ans en 2007. Soit un taux de variation de 10,3% dans la première année d'augmentation des dépenses et depuis, elle enregistre un taux de croissance de 1% par an, en moyenne. Ce qui fait que l'espérance de vie projetée en 2012 est de 74,5ans.

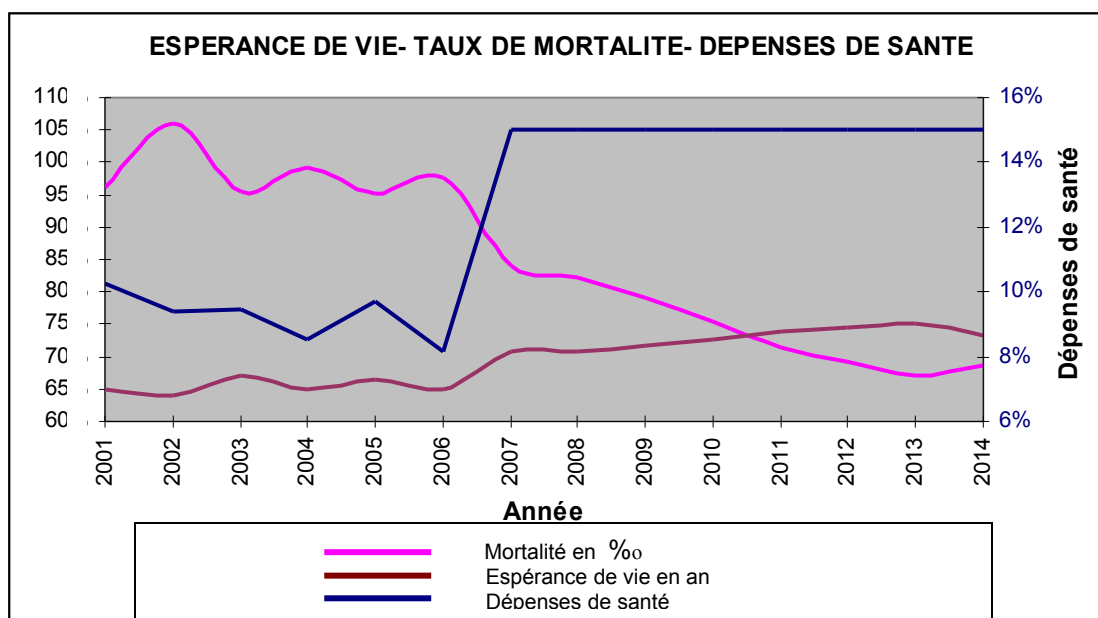
Figure N°7 : Evolution du taux de mortalité comparée avec les dépenses publiques en santé



Comme le taux de mortalité infantile est une fonction inverse des dépenses publiques, il connaît un recul significatif et régulier depuis la mise en œuvre des politiques d'augmentation des dépenses publiques de santé. Le taux de mortalité infantile qui est de 97,6‰ en

2006 diminue et devient 84‰ en 2007, soit une variation de -13,9‰. Ensuite, il a une variation moyenne de -5‰ par an. D'où, en 2012 le taux de mortalité infantile ne sera que 69,4‰ seulement. Certes, le pourcentage de la variation est important dans les premières années de la réforme.

Figure N°8 : Taux de mortalité, espérance de vie et dépenses en santé.



L'évolution des deux indicateurs de la santé en fonction des dépenses publiques de santé se résume dans le figure N°8.

En somme, la politique budgétaire axée sur l'augmentation des dépenses publiques liées aux secteurs sociaux (santé et éducation) a un impact significatif sur les indicateurs sociaux, à savoir le taux de scolarisation dans le primaire, l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité infantile, dans les premières années qui suivent le changement.

Impact de la variation des dépenses publiques d'éducation et de santé sur la pauvreté

L'amélioration des indicateurs sociaux due à la hausse des dépenses publiques allouées à l'éducation à la santé a conduit une réduction significative de la pauvreté. L'incidence de la pauvreté qui est de 70,2% en 2006 est ramenée à 57,8% en 2007, soit une réduction de 17,6%. (figure N°9)

Figure N°9 : Variation du taux de pauvreté

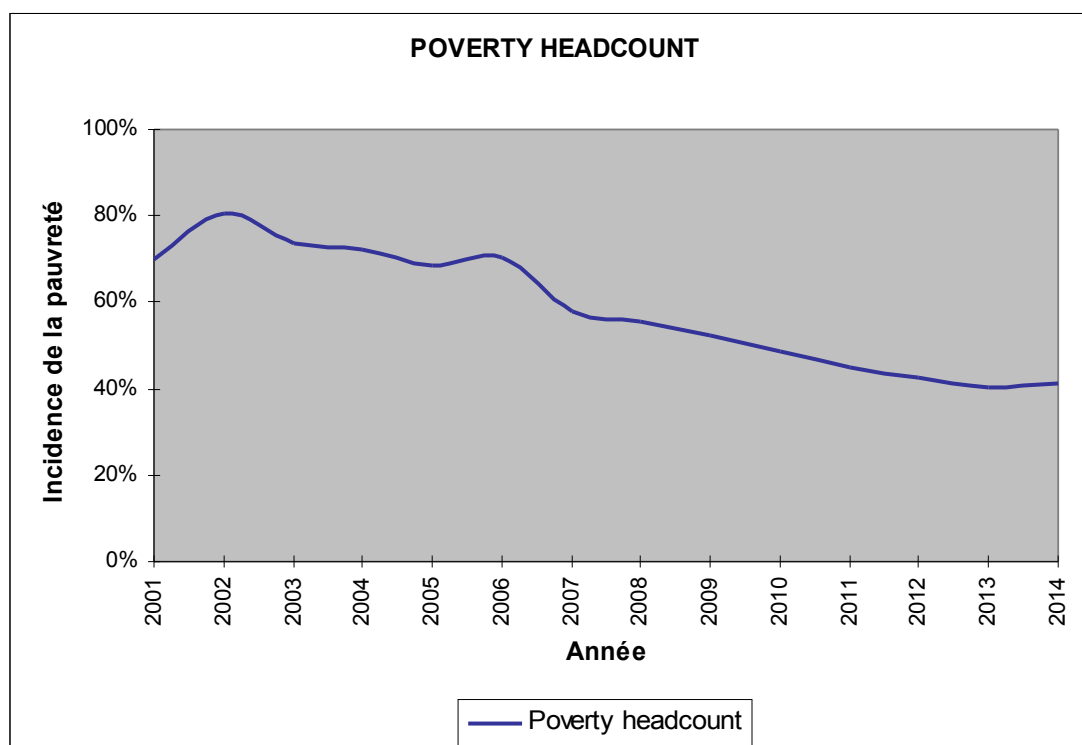
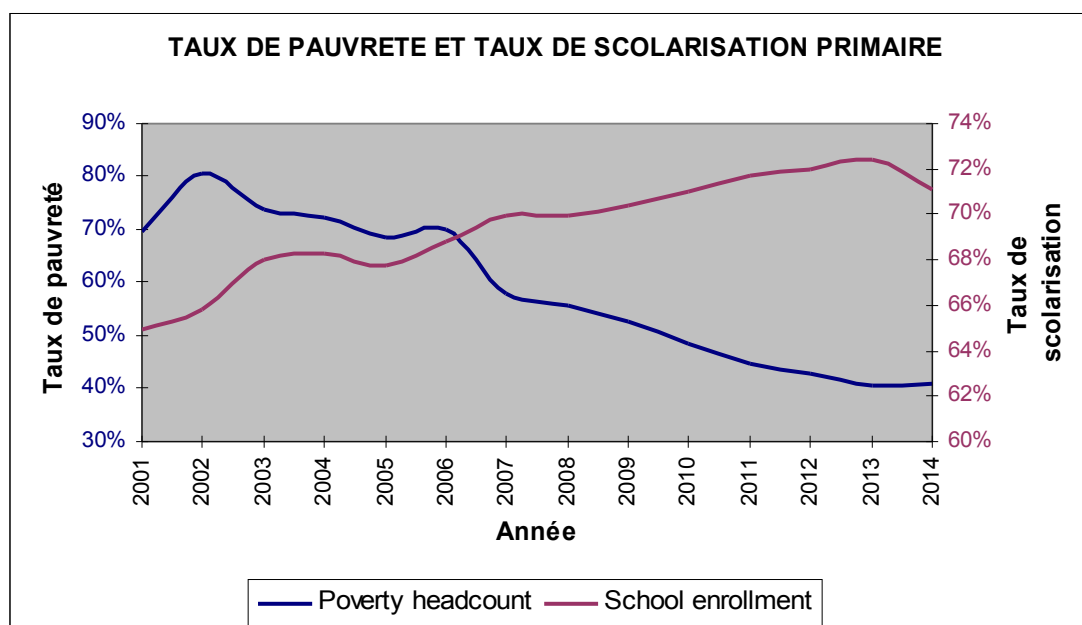


Figure N°10 : Variation du taux de pauvreté et du taux de scolarisation primaire

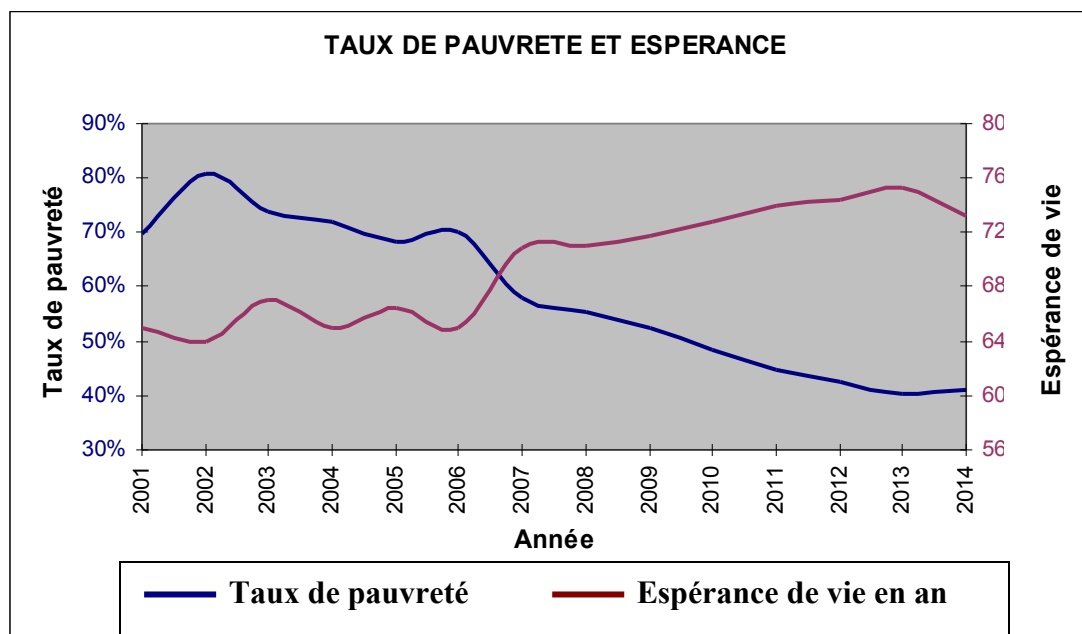


Selon la figure N°10, l'incidence de la pauvreté diminue avec l'augmentation du taux de scolarisation du primaire. Elle est donc une fonction décroissante du taux de scolarisation. La

hausse des dépenses publiques d'éducation a un impact positif en matière de pauvreté, du fait de l'augmentation des enfants ayant accès à l'éducation primaire.

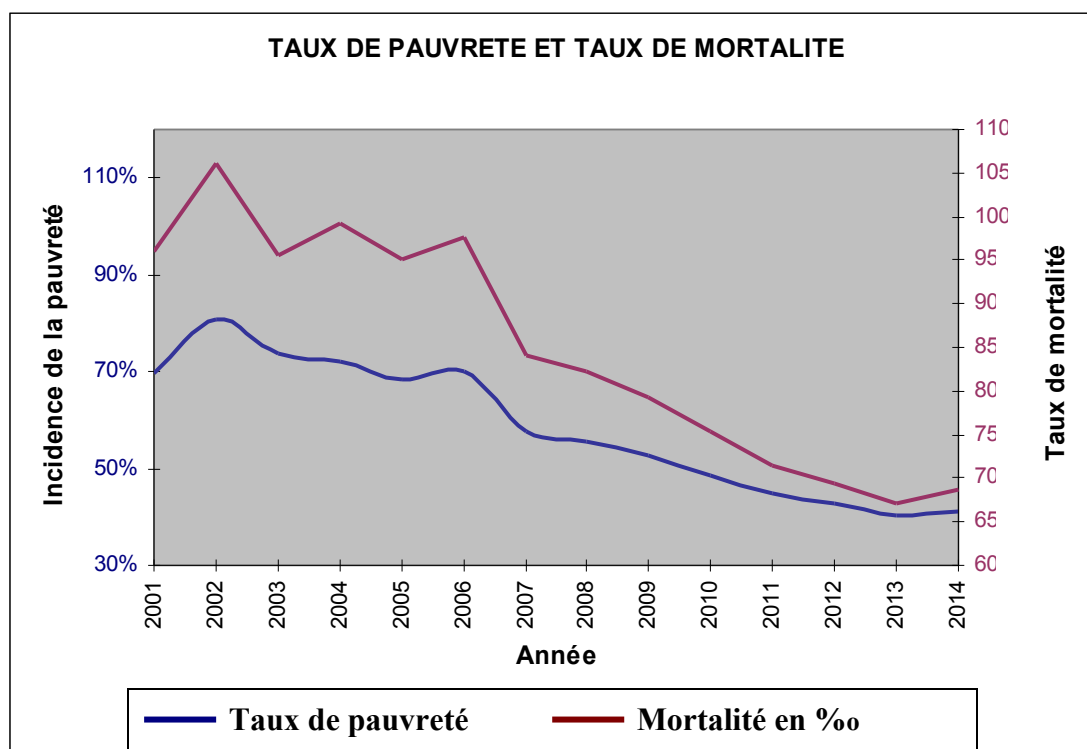
L'éducation fournit à l'économie un facteur travail plus qualifié et plus productif. Donc, plus le taux de scolarisation est élevé, plus haut sera le niveau général de l'éducation réduisant l'incidence de la pauvreté.

Figure N°11 : Variation du taux de pauvreté et de l'espérance de vie



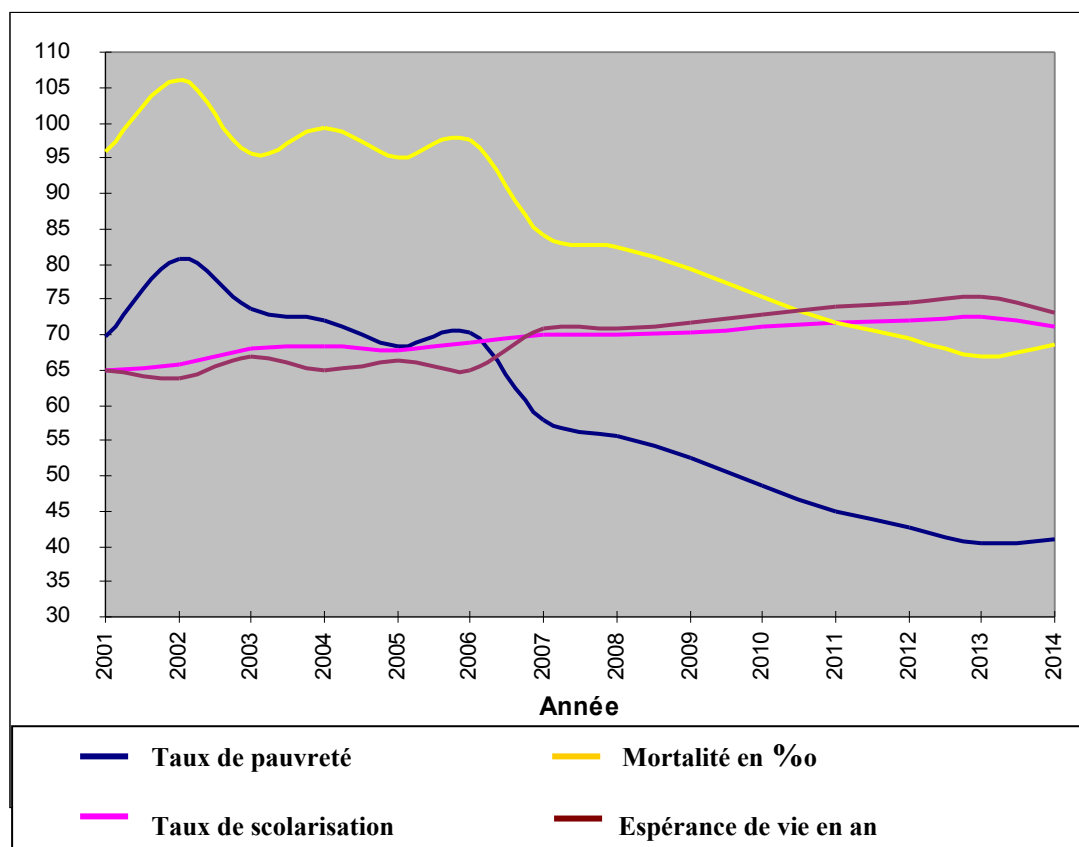
L'espérance de vie produit le même effet sur le taux de pauvreté. A mesure qu'elle s'est élevée, le taux de pauvreté diminue.

Figure N°12 : Variation du taux de pauvreté et du taux de mortalité



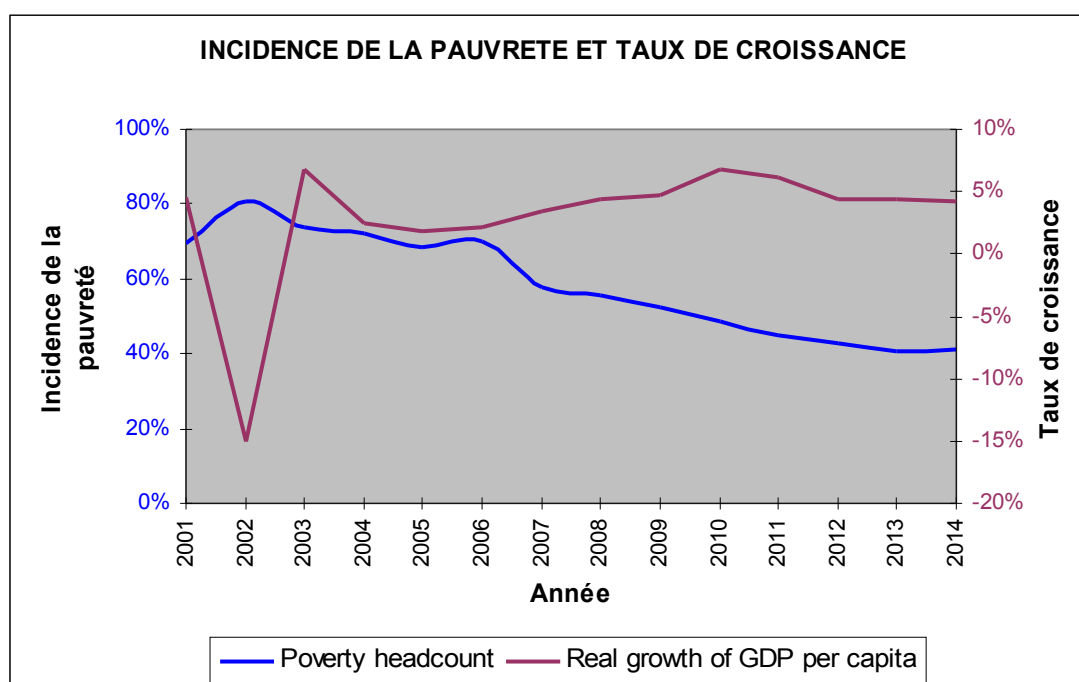
Le taux de pauvreté est une fonction croissante du taux de mortalité infantile ce qui signifie qu'une augmentation du taux de mortalité aggrave la pauvreté et une diminution du taux de mortalité la réduit. Ce qui explique une variation presque identique des deux courbes (taux de mortalité et taux de pauvreté) dans la figure N°12.

Figure N°13 : Taux de pauvreté, taux de scolarisation, taux de mortalité, espérance de vie



Cette figure récapitule dans un même plan l'évolution de l'incidence de la pauvreté, du taux de scolarisation primaire, du taux de mortalité et de l'espérance de vie à la naissance.

Figure N°14 : Taux de pauvreté et taux de croissance économique



Outre l'impact de l'amélioration des indicateurs sociaux, le taux de croissance économique détermine également le niveau de la pauvreté. La pauvreté varie négativement avec la hausse du taux de croissance économique comme la figure N°14 la montre.

Bref, la politique budgétaire centrée sur l'augmentation des dépenses publiques allouées à l'éducation et à la santé s'avère efficace pour réduire la pauvreté. Elle peut encore s'avérer utile pour atteindre les objectifs fixés par le MAP à propos de la pauvreté.

Malgré tout, la politique budgétaire elle seule ne suffit pas pour combattre efficacement la réduction de la pauvreté du fait de son caractère multidimensionnel. De plus la réalité économique est très complexe qu'une seule politique ne peut pas la résoudre.

CONCLUSION

Le phénomène de la pauvreté sévit dans plusieurs pays en développement dont la plupart d'entre eux se sont enfermés dans le cercle vicieux de la pauvreté. Ainsi, la lutte contre la pauvreté est actuellement une préoccupation majeure de la communauté internationale. Pour la combattre avec efficacité, il est absolument nécessaire d'avoir un consensus sur le phénomène et le principe de la pauvreté. Comme nous l'avons vu, cela reste encore très difficile en raison des différentes approches de la pauvreté qui la rend plus complexe et à caractère multidimensionnel. Cependant, à l'unanimité des opinions, la lutte contre la pauvreté devrait prendre en compte non seulement la dimension monétaire mais aussi les dimensions non monétaires (santé et éducation).

Ces dernières sont fondamentales pour améliorer la qualité et la quantité du capital humain afin d'assurer un développement durable. La politique budgétaire centrée sur les dépenses publiques constitue le premier instrument que le gouvernement détient pour y parvenir.

Certes, la réduction de la pauvreté se réalise à travers deux canaux de transmissions notamment la croissance et le développement humain. Mais les dépenses publiques ont un important rôle pour atteindre ces deux objectifs. D'abord, les nouvelles théories de la croissance telles que les théories de la croissance endogène qui ont souligné l'importance des dépenses publiques comme facteurs déterminants de la croissance économique. En outre, selon les résultats de plusieurs études empiriques, l'augmentation des dépenses publiques allouées aux secteurs sociaux (santé et éducation) ont contribué à un allègement du taux de pauvreté dans plusieurs pays en développement.

Pour tester économétriquement cette corrélation entre augmentation des dépenses publiques et réduction de la pauvreté, plusieurs modèles ont été élaborés par la Banque Mondiale. Pour le cas de Madagascar nous avons pris le modèle RMSM-X+P. Il s'agit d'une extension du modèle macroéconomique RMSM-X mais ajouté une modèle pauvreté et un module social pour mieux répondre aux besoins exprimés par plusieurs pays en matière de réduction de la pauvreté.

La pauvreté à Madagascar ainsi que ses cortèges de misère sont le résultat de l'inefficacité des politiques économiques mises en œuvre depuis l'indépendance. Vu l'effet pervers de la politique d'investissement à outrance, le gouvernement a entamé la politique d'ajustement structurel sous l'appui des bailleurs de fonds tels que la Banque Mondiale et le FMI. Malgré les efforts déployés dans la politique de stabilisation, la pauvreté continue à gagner du terrain. Ainsi, conscient de l'échec du PAS, le gouvernement a décidé de mettre en œuvre des Documents de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté centrés davantage sur la valorisation du capital humain. Cette politique est encore reprise dans le MAP qui retrace les grands objectifs fixés par Madagascar d'ici 2012.

En prenant le MAP comme référence, nous avons établi une projection de l'évolution de l'incidence de la pauvreté jusqu'en 2012 en augmentant la part des budgets alloués à la

santé et à l'éducation à travers le RMSM-X+P. En fait, selon ce modèle, la pauvreté diminue largement depuis l'augmentation des dépenses publiques de santé et d'éducation en 2002. De même, cette mesure a un impact favorable sur les indicateurs sociaux mesurés par le taux de scolarisation du primaire, l'espérance de vie à la naissance et le taux de mortalité.

Pour conclure, on peut dire que la politique budgétaire orientée vers l'augmentation de dépenses publiques sociales est efficace en matière de réduction de la pauvreté du fait de l'amélioration des principaux indicateurs sociaux qui améliorent la qualité et la quantité du capital humain. Elle permet également l'amélioration du bien être de l'humanité.

Notons toutefois, que le coefficient R-carré de la régression trouvé dans ce travail ne représente que 59%. De plus, le modèle RMSM-X+P ne met pas en évidence le retard de toutes les variables explicatives et expliquées.

ANNEXE 1

LISTE DES PAYS

Code	Pays
BDI	: Burundi
CAF	: République Centre Afrique
CIV	: Côte d'Ivoire
CMR	: Cameroun
COM	: Comores
ETH	: Ethiopie
GIN	: Guinée
GNB	: Guinée-Bissau
LSO	: Lesotho
MDG	: Madagascar
MLI	: Mali
MOZ	: Mozambique
MRT	: Mauritanie
MWI	: Malawi
NER	: Niger
NGA	: Nigeria
RWA	: Rwanda
TZA	: Tanzanie

ANNEXE 2

DONNEES RELATIVES AUX PAYS PRIS DANS LA REGRESSION

Code	Année	POV%	GINI	GDP	GDP%	CPI%	OUV+	PRIM%	MORT	LIFE
BDI	1990	36,20	33,30	206,30	0,64	7,00	35,65	72,80	118,80	43,59
BDI	1992	36,20	33,30	207,04	-1,83	1,80	37,58	69,90	122,00	41,51
CAF	1993	84,00	61,30	316,58	-1,87	-2,91	36,32	56,90	102,63	102,63
CIV	1995	49,40	36,70	719,91	3,69	7,70	88,91	68,90	104,40	47,62
CMR	1983	40,00	49,00	902,21	3,88	16,49	59,70	100,30	88,00	52,37
CMR	1984	40,00	49,00	942,61	4,48	11,48	64,47	101,30	88,00	52,37
COM	1995	72,50	33,90	436,21	-6,30	8,00	64,47	74,60	71,00	58,85
ETH	1995	76,40	39,96	102,24	3,05	13,35	35,57	37,50	111,80	44,10
GIN	1991	40,00	46,84	523,49	-2,04	25,07	59,50	36,30	117,80	44,10
GIN	1994	40,00	40,30	550,31	3,58	4,20	47,70	46,30	108,20	45,29
GNB	1991	48,80	56,16	230,24	3,11	57,60	47,77	54,00	143,00	42,56
LSO	1987	49,20	56,02	376,95	1,16	11,75	135,34	112,00	107,00	56,47
LSO	1993	49,20	56,02	468,61	1,18	13,14	139,56	107,50	97,00	56,34
MDG	1994	70,00	46,00	240,66	-2,94	39,07	51,28	88,60	96,67	53,16
MDG	1995	70,00	46,00	237,58	-1,28	49,04	56,81	91,60	96,00	53,26
MDG	1997	70,00	46,00	236,56	0,53	4,49	51,75	97,60	94,00	53,46
MWI	1991	54,00	62,00	153,42	5,79	12,62	54,25	78,90	134,84	44,57
MWI	1993	54,00	62,00	147,62	6,73	19,66	48,54	89,00	133,94	44,15
MLI	1994	90,60	50,50	247,19	-1,55	24,75	65,87	37,20	123,00	42,74
MRT	1988	57,00	42,41	449,59	-1,04	1,29	113,30	49,10	108,20	49,86
MRT	1989	57,00	42,41	458,19	1,91	13,00	106,57	46,50	106,40	50,26
MRT	1990	57,00	42,41	437,71	-4,47	6,54	106,37	48,70	104,60	50,66
MRT	1995	57,00	37,30	458,65	1,73	6,50	108,63	75,10	95,60	52,66
MOZ	1997	63,00	39,60	137,35	6,42	42,26	42,52	57,10	135,42	43,32
NGA	1997	90,80	50,60	255,85	-0,08	8,30	77,59	98,00	81,00	50,07
RWA	1987	51,20	28,90	309,15	-2,94	4,13	26,59	66,00	115,00	48,31
ZMB	1996	86,00	49,79	401,47	3,88	43,07	74,29	86,20	111,67	44,28
NER	1993	63,00	36,10	206,33	-1,96	0,96	46,63	29,00	133,00	45,31
NER	1992	63,00	36,10	210,47	-9,59	-2,90	34,59	28,20	138,00	45,21
ZMB	1991	68,00	46,18	463,04	-3,01	93,20	71,86	99,00	107,67	48,99
TZA	1992	51,10	38,16	182,13	-2,48	21,84	52,88	69,00	118,00	49,42
TZA	1990	51,10	38,16	188,77	3,77	35,83	48,76	69,70	114,80	50,05
ZMB	1993	86,00	46,18	458,59	3,81	188,07	73,44	95,50	108,50	47,69
ZMB	1994	86,00	47,99	407,22	-11,20	53,61	74,44	90,80	109,00	46,56

ANNEXE 3

LOGARITHME DES VARIABLES

LnPOV%	LnGINI	LnGDP	GDP%	CPI%	LnOUV+	LnPRIM%	LnLIFE	LnMORT
3,6	3,5	5,3	0,6	7,0	3,6	4,3	3,8	4,8
3,6	3,5	5,3	-1,8	1,8	3,6	4,2	3,7	4,8
4,4	4,1	5,8	-1,9	-2,9	3,6	4,0	4,6	4,6
3,9	3,6	6,6	3,7	7,7	4,5	4,2	3,9	4,6
3,7	3,9	6,8	3,9	16,5	4,1	4,6	4,0	4,5
3,7	3,9	6,8	4,5	11,5	4,2	4,6	4,0	4,5
4,3	3,5	6,1	-6,3	8,0	4,2	4,3	4,1	4,3
4,3	3,7	4,6	3,0	13,4	3,6	3,6	3,8	4,7
3,7	3,8	6,3	-2,0	25,1	4,1	3,6	3,8	4,8
3,7	3,7	6,3	3,6	4,2	3,9	3,8	3,8	4,7
3,9	4,0	5,4	3,1	57,6	3,9	4,0	3,8	5,0
3,9	4,0	5,9	1,2	11,8	4,9	4,7	4,0	4,7
3,9	4,0	6,1	1,2	13,1	4,9	4,7	4,0	4,6
4,2	3,8	5,5	-2,9	39,1	3,9	4,5	4,0	4,6
4,2	3,8	5,5	-1,3	49,0	4,0	4,5	4,0	4,6
4,2	3,8	5,5	0,5	4,5	3,9	4,6	4,0	4,5
4,0	4,1	5,0	5,8	12,6	4,0	4,4	3,8	4,9
4,0	4,1	5,0	6,7	19,7	3,9	4,5	3,8	4,9
4,5	3,9	5,5	-1,6	24,8	4,2	3,6	3,8	4,8
4,0	3,7	6,1	-1,0	1,3	4,7	3,9	3,9	4,7
4,0	3,7	6,1	1,9	13,0	4,7	3,8	3,9	4,7
4,0	3,7	6,1	-4,5	6,5	4,7	3,9	3,9	4,7
4,0	3,6	6,1	1,7	6,5	4,7	4,3	4,0	4,6
4,1	3,7	4,9	6,4	42,3	3,7	4,0	3,8	4,9
4,5	3,9	5,5	-0,1	8,3	4,4	4,6	3,9	4,4
3,9	3,4	5,7	-2,9	4,1	3,3	4,2	3,9	4,7
4,5	3,9	6,0	3,9	43,1	4,3	4,5	3,8	4,7
4,1	3,6	5,3	-2,0	1,0	3,8	3,4	3,8	4,9
4,1	3,6	5,3	-9,6	-2,9	3,5	3,3	3,8	4,9
4,2	3,8	6,1	-3,0	93,2	4,3	4,6	3,9	4,7
3,9	3,6	5,2	-2,5	21,8	4,0	4,2	3,9	4,8
3,9	3,6	5,2	3,8	35,8	3,9	4,2	3,9	4,7
4,5	3,8	6,1	3,8	188,1	4,3	4,6	3,9	4,7
4,5	3,9	6,0	-11,2	53,6	4,3	4,5	3,8	4,7

ANNEXE 4

RAPPORT DÉTAILLÉ DE LA REGRESSION

<i>Statistiques de la régression</i>	
Coefficient de détermination multiple	0,770292401
Coefficient de détermination R ²	0,593350383
Coefficient de détermination R ²	0,463222506
Erreur-type	0,199381334
Observations	34

ANALYSE DE VARIANCE

	<i>Degré de liberté</i>	<i>Somme des carrés</i>	<i>Moyenne des carrés</i>	<i>F</i>	<i>Valeur critique de F</i>
Régression	8	1,450106376	0,181263297	4,559748424	0,001607922
Résidus	25	0,993822905	0,039752916		
Total	33	2,443929281			

	<i>Coefficients</i>	<i>Erreur-type</i>	<i>Statistique t</i>	<i>Probabilité</i>	<i>Limite inférieure pour seuil de confiance = 95%</i>	<i>Limite supérieure pour seuil de confiance = 95%</i>	<i>Limite inférieure pour seuil de confiance = 95,0%</i>	<i>Limite supérieure pour seuil de confiance = 95,0%</i>
Constante	9,59335	2,60917	3,67679	0,00113	4,21967	14,96704	4,21967	14,96704
LNGINI	0,52753	0,22162	2,38029	0,02524	0,07109	0,98398	0,07109	0,98398
LNGDP	-0,28125	0,08421	-3,34002	0,00263	-0,45467	-0,10782	-0,45467	-0,10782
GDP%	-0,01822	0,00928	-1,96344	0,06081	-0,03734	0,00089	-0,03734	0,00089
CPI%	0,00407	0,00110	3,69804	0,00107	0,00180	0,00633	0,00180	0,00633
LNPRIM%	-0,29577	0,13439	-2,20086	0,03720	-0,57255	-0,01899	-0,57255	-0,01899
LNPMORT	1,12440	0,36223	3,10407	0,00470	0,37836	1,87043	0,37836	1,87043
LNLIFE	-0,12874	0,28884	-0,44571	0,65964	-0,72361	0,46613	-0,72361	0,46613
LNOUV	0,00461	0,03613	0,12774	0,89938	-0,06979	0,07902	-0,06979	0,07902

ANNEXE 5

La régression de l'éducation

Régression regroupée avec des séries en coupes transversales pondérées

Variable dépendante : Log du taux de scolarisation du primaire

Années : 1985-1997	Coefficient	Ecart type	Statistique-t	Probabilité
1.Constante	-0,63357***	0,095354	-6,644443	0,0000
2.Log dépenses publiques en éducation (% du PIB)	0,085175***	0,008427	10,10712	0,0000
3.Log du PIB réel par habitant	0,124908***	0,009788	12,76099	0,0000
4.Log du taux d'urbanisation	0,113000***	0,007664	14,74417	0,0000
Nombre de coupes transversales	54			
Nombre d'observations	501			
Statistiques pondérées				
R-carré	0,449624	Variable dépendante moyenne	-0,347484	
R-carré ajusté	0,446302	D.S de variable dépendante	0,499362	
E.S de régression	0,371580	Somme des carrés des résidus	68,62155	
Statistique-F	135,3399	Proba. (Statistique-F)	0,082375	
Proba. (Stat-F)	0,000000			
Statistiques non pondérées				
R-carré	0,160234	Variable dépendante moyenne	-0,282189	
R-carré ajusté	0,155165	D.S de variable dépendante	0,433019	
E.S de régression	0,398009	Somme des carrés des résidus	78,73022	
Stat de Durbin-Watson	0,024644			

*, **, ***, indiquent que le coefficient est significatif à respectivement 90, 95 et 99 pour cent du seuil de confiance. Des écarts robustes ont été en utilisant la correction de l'hétéroscedasticité de White

ANNEXE 6

La régression santé I

Régression regroupée avec des séries en coupes transversales pondérées

Variable dépendante : Log espérance de vie à la naissance

Années : 1990-1999	Coefficient	Ecart type	Statistique-t	Probabilité
1.Constante	2,583938***	0,040913	63,15614	0,0000
2.Log dépenses publiques en éducation (% du PIB)	0,013185***	0,002576	5,117789	0,0000
3.Log du PIB réel par habitant	0,213137***	0,004680	45,54231	0,0000
4.Log du taux d'urbanisation	0,047734***	0,006340	7,528813	0,0000
Nombre de coupes transversales	55			
Nombre d'observations	213			
Statistiques pondérées				
R-carré	0,999458	Variable dépendante moyenne	6,880700	
R-carré ajusté	0,999450	D.S de variable dépendante	4,855295	
E.S de régression	0,113883	Somme des carrés des résidus	2,710609	
Statistique-F	128377,7	Proba. (Statistique-F)	0,150968	
Proba. (Stat-F)	0,000000			
Statistiques non pondérées				
R-carré	0,580213	Variable dépendante moyenne	4,005256	
R-carré ajusté	0,574188	D.S de variable dépendante	0,178440	
E.S de régression	0,116440	Somme des carrés des résidus	2,833661	
Stat de Durbin-Watson	0,051494			

*, **, ***, indiquent que le coefficient est significatif à respectivement 90, 95 et 99 pour cent du seuil de confiance. Des écarts robustes ont été en utilisant la correction de l'hétéroscedasticité de White

ANNEXE 7

La régression santé II

Régression regroupée avec des séries en coupes transversales pondérées

Variable dépendante : Log du taux de la mortalité infantile

Années : 1990-1999	Coefficient	Ecart type	Statistique-t	Probabilité
1.Constante	8,755277***	0,062544	139,9857	0,0000
2.Log dépenses publiques en éducation (% du PIB)	-0,203872***	0,013668	-14,91592	0,0000
3.Log du PIB réel par habitant	-0,775348***	0,011512	-67,35047	0,0000
4.Log du taux d'urbanisation	-0,143477***	0,010628	-13,50016	0,0000
Nombre de coupes transversales	55			
Nombre d'observations	233			
Statistiques pondérées				
R-carré	0,998809	Variable dépendante moyenne	9,055675	
R-carré ajusté	0,998793	D.S de variable dépendante	11,43443	
E.S de régression	0,397242	Somme des carrés des résidus	36,13643	
Statistique-F	63998,32	Proba. (Statistique-F)	0,157417	
Proba. (Stat-F)	0,000000			
Statistiques non pondérées				
R-carré	0,658788	Variable dépendante moyenne	4,125798	
R-carré ajusté	0,654318	D.S de variable dépendante	0,694374	
E.S de régression	0,408255	Somme des carrés des résidus	38,16800	
Stat de Durbin-Watson	0,120616			

*, **, ***, indiquent que le coefficient est significatif à respectivement 90, 95 et 99 pour cent du seuil de confiance. Des écarts robustes ont été en utilisant la correction de l'hétéroscedasticité de White

ANNEXE 8

Projection de la pauvreté a travers le RMSM-X+P à Madagascar

Poverty Block	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
ORIGINAL DATA														
Poverty headcount	69,7%	80,7%	73,7%	72,1%										
Gini coefficient	0,47			0,39										
ASSUMPTIONS														
Gini coefficient	0,47	0,47	0,47	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39
REGRESSION COEFFICIENTS														
Elasticity of poverty wrt:														
inflation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ln (school enrollment)	-0,30	-0,30	-0,30	-0,30	-0,30	-0,30	-0,30	-0,30	-0,30	-0,30	-0,30	-0,30	-0,30	-0,30
ln (GDP per capita (constant LCU))	-0,28	-0,28	-0,28	-0,28	-0,28	-0,28	-0,28	-0,28	-0,28	-0,28	-0,28	-0,28	-0,28	-0,28
real growth of GDP per capita	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ln (Gini coefficient)	0,53	0,53	0,53	0,53	0,53	0,53	0,53	0,53	0,53	0,53	0,53	0,53	0,53	0,53
ln (Mortality))	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12
ln (Life Expectancy)	-0,13	-0,13	-0,13	-0,13	-0,13	-0,13	-0,13	-0,13	-0,13	-0,13	-0,13	-0,13	-0,13	-0,13
ln (openness (exports GNFS + imports GNFS))	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
MACROECONOMIC PROJECTIONS														
GDP deflator	7,3%	15,3%	2,8%	14,3%	18,3%	11,5%	9,3%	7,4%	5,3%	4,9%	5,0%	4,9%	6,5%	4,9%
School enrollment	64,9%	65,8%	68,0%	68,3%	67,8%	68,8%	70,0%	70,0%	70,4%	71,0%	71,7%	72,0%	72,4%	71,1%
GDP per capita (constant LCU)	391,9	332,9	355,6	364,2	370,5	378,6	391,7	409,0	427,9	457,2	485,2	506,3	528,6	551,4
Openness (exports GNFS + imports GNFS)	61,5%	38,6%	55,1%	80,1%	67,9%	70,6%	75,7%	76,2%	61,6%	53,7%	52,5%	51,8%	57,8%	57,5%
Real growth of GDP per capita	4,58%	-15,1%	6,8%	2,4%	1,8%	2,2%	3,4%	4,4%	4,6%	6,8%	6,1%	4,4%	4,4%	4,3%
Mortality	96,0%	106,0%	95,6%	99,2%	95,2%	97,6%	84,0%	82,3%	79,3%	75,3%	71,6%	69,4%	67,0%	68,6%
Life expectancy	65,0%	63,9%	67,0%	65,0%	66,4%	65,0%	70,9%	70,9%	71,7%	72,8%	73,9%	74,5%	75,2%	73,2%
	7,4%	-12,3%	9,6%	5,2%	4,5%	4,9%	6,2%	7,2%	7,4%	9,6%	8,8%	7,1%	7,1%	7,0%
POVERTY PROJECTIONS														
Poverty headcount	69,7%	80,7%	73,7%	72,1%	68,3%	70,2%	57,8%	55,5%	52,5%	48,5%	44,8%	42,6%	40,4%	41,1%
rate of decline in poverty headcount)	486,0%	15,8%	-8,7%	-2,2%	-5,2%	2,7%	-17,6%	-4,0%	-5,4%	-7,7%	-7,5%	-4,9%	-5,2%	1,6%

ANNEXE 9

PROJECTION DE L'EVOLUTION DES INDICATEURS SOCIAUX

[illegible]

MACROECONOMIC PROJECTIONS														
Government expenditures as a share of GDP	15,7%	19,5%	25,1%	21,3%	21,3%	20,8%	20,7%	19,4%	19,6%	19,7%	20,1%	19,9%	20,0%	15,2%
Education expenditures as a share of GDP	2,1%	3,2%	4,3%	4,3%	3,9%	4,5%	5,2%	4,9%	4,9%	4,9%	5,0%	5,0%	5,0%	3,8%
Health care expenditures as a share of GDP	1,6%	1,8%	2,4%	1,8%	2,1%	1,7%	3,1%	2,9%	2,9%	2,9%	3,0%	3,0%	3,0%	2,3%
GDP per capita (constant LCU)	391,9	332,9	355,6	364,2	370,5	378,6	391,7	409,0	427,9	457,2	485,2	506,3	528,6	551,4
SOCIAL INDICATORS PROJECTIONS														
Gross primary school enrollment	64,9%	65,8%	68,0%	68,3%	67,8%	68,8%	70,0%	70,0%	70,4%	71,0%	71,7%	72,0%	72,4%	71,1%
rate of change	50,4%	1,4%	3,3%	0,4%	-0,7%	1,5%	1,7%	0,0%	0,6%	0,9%	0,9%	0,4%	0,6%	-1,8%
Life expectancy at birth	65,0	63,9	67,0	65,0	66,4	65,0	70,9	70,9	71,7	72,8	73,9	74,5	75,2	73,2
rate of change		-1,7%	4,9%	-3,0%	2,2%	-2,2%	9,1%	0,1%	1,1%	1,5%	1,6%	0,8%	1,0%	-2,7%
Infant mortality rate	96,0	106,0	95,6	99,2	95,2	97,6	84,0	82,3	79,3	75,3	71,6	69,4	67,0	68,6
rate of change		10,5%	-9,8%	3,7%	-4,0%	2,5%	-13,9%	-2,0%	-3,6%	-5,0%	-5,0%	-3,0%	-3,4%	2,4%

BIBLIOGRAPHIE

1. ADELMAN I. et ROBINSON S : « Macroeconomic adjustment and income distribution : alternative models applied to two economies », *Journal of Development Economics*, 29 (1), Elsevier, juillet 1998, pp. 23 – 44.
2. AGHION P et COHEN E: « *Education et croissance* », La documentation Française, Rapport du conseil d'analyse économique, 2004.
3. AGHION P et P. HOWITT : « A Model of Growth Through creative destruction », *Econometrica*, 1992, Vol.60, pp.323-353
4. AGHION P. et HOWITT : “Endogenous Growth Theory”, Cambridge MIT, 1998
5. AGHION P. et P. HOWITT : “Théorie de la croissance endogène”, Dunod, Paris, 2000
6. ALESINA A. et PEROTTI R : « Income distribution, political stability, and investment », NBER Working Papers N°4486, National Bureau of Economic Research, Cambridge MA, octobre 1993.
7. ALESINA A. et RODRICK D : « Distributive politics and economic growth », *Quarterly Journal of Economics*, 109(2), MIT Press, Cambridge MA, mai 1994, pp.465 - 490
8. ALI A. et ELBADAWI I. : « Macroeconomic policies and poverty reduction », document présenté lors du Ve Senior Policy Seminar du CREA, Dar-es-Salaam, février 2002.
9. ARROW K.: « Higher Education as a Filter » *Journal of Public Economics*, 1973, Vol 2.
10. ARTUS P et KAABI M,: « Dépenses publiques, progrès technique et croissance », *Revue Economique*, 1993, N°2 P 287-318,.
11. BANERJEE A.V. et DUFLO E. : « Inequality and growth : what can the data say ? », *Journal of Economic Growth*, 8(3), Springer Science, septembre 2003, pp. 267 – 299.
12. Banque Mondiale : « Madagascar au-delà de stabilisation vers une croissance durable », Rapport No9101-MAG, Juin 1991.
13. Banque Mondiale : « *Evaluation de la pauvreté* » Rapport N°14.044
14. Banque Mondiale, juin 1996 : « *Madagascar : Evaluation de la pauvreté* », Rapport N°14 044-MAG
15. Banque Mondiale. : « *Un Agenda pour la croissance et la réduction de la pauvreté : Mémoire économique* », Rapport N°18473-MAG, octobre 1998.
16. BARRO R.J et X. Sala-i-Martin : « Croissance économique », *Economica*, 1995.
17. BENHABIB et SPEIGEL : « The role of Human Capital in Economic development Evidence from Aggregate cross country data », *Journal of Monetary Economics*, 1994, Vol.34, n°2, pp.145-173
18. BIAU O et GIRARD E : « Politique budgétaire e dynamique économique en France : l'approche VAR structurel », *Economie et Prévision*, 2005/3, N°169, pp1-23

19. BIGSTEN A. et LEVIN J. : « Growth, income distribution, and poverty : a review », Scandinavian Working Paper in Economics N°32, faculté d'économie, université de Göteborg, novembre 2000.
20. BLOOM, CANNING, SEVILLA : « Population change and economic growth », Rand corporation, 2002.
21. BOURGUIGNON F. : “The growth elasticity of poverty reduction : explaining heterogeneity across countries and time periods”, in Eicher T. et Turnovsky S. (éd) *Inequality and Growth : Theory and Policy Implications*, MIT Press, Cambridge MA, juillet 2003.
22. BREALEY R. COOPER I. HABIB M. : “Investment appraisal in the public sector”, *Oxford Review of Economic Policy*, vol 13, N°4.
23. CREEL J, DUCOUDRE B, MATHIEU C et STERDYNIAK : « Doit-on oublier la politique budgétaire ? Une analyse critique de la nouvelle théorie anti-keynésienne des finances publiques », *Revue de l'OFCE*, Janvier 2005, N°92, pp43-97.
24. Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté, juillet 2003
25. EASTERLY, WILLIAM and REBELO S.: « Fiscal Policy and Economic Growth : An Empirical Investigation », *Journal of Monetary Economics*, December 1993, Vol.32, , P 417-58.
26. EDGERTON V et al: “Iron deficiency anemia and its effect on worker productivity and activity patterns”. *British Medical Journal*, 1979, Vol 2, pp: 1546-1549.
27. FMI, Département des finances publiques, 2002 : « *Aspect budgétaire du développement durable* », Brochure N°54-F.
28. FMI : Rapport du service du Fonds pour la consultation de 1990 dans le cadre du FAIR
29. FOGEL RW : « The fourth great awakning and the future of egalitarianison », Chicago et Londres, University of Chicago, Presse, 2000.
30. FOGEL RW : “New sources and new techniques for the study of secular trends in nutritional status, health mortality and the process of agig”, NBER, working Paper, series as historical factors and long run growth, 1991, n°26
31. FOGEL RW : “New findings on secular trends in nutrition and mortality : some implications for population theory” in Rosenzweig MR et Stark O, Dir pub, *Handbook of population and family economics*, 1991, Amsterdam, Elsevier, Vol.1A, pp.443 – 481.
32. GARY S: “*Human Capita: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*”, National Bureau of Economic Research., 1964, New York.
33. GARBIS I. : “*Inequality, Poverty and growth : cross-country evidence*”, IMF working paper, WP/05/28.
34. GLEWWE: « Schools and skills in developing countries: Education Policies and Socioeconomic Outcomes », *Journal of Economic Literature*, 2002, Vol.40, N°2, P. 463-52.
35. GROSSMAN G. et E. HELPMAN : « *Innovation and Growth in the Global Economy* », MIT Press, Cambridge Ma, 1991.

36. HAAS et BROWNLIE: “ Iron deficiency and reduced work capacity, a critical review of the research to determine a causal relationship”. *Journal of Nutrition*, 2001, N° 131, pp 676S-690S.
37. HANMER L. et NASCHOLD F. : « Attaining the international development targets : will growth be enough ? », *Development Policy Review*, tome 18, Blackwell Publishing pour l’Overseas Development Institute, 2000, pp. 11- 36.
38. KAKWANI N. : “Poverty and economic growth with application to Côte d’Ivoire”, *Review of Income and Wealth*, 39(2), International Association for Research in Income and Wealth, juin 1993, pp. 121 - 139
39. LEGRAND E., « Rôle économique de l’Etat », IUFM d’Auvergne / Université de Rennes.
40. LLORCA M : « *La politique budgétaire à court terme dans le troisième millénaire : une nouvelle perspective* », Université Antipolis, Centre d’Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, 2004.
41. LUCOUPÉ : « On the Mechanics of Economic Development », *Journal of Monetary Economics*, 1998, n°22, pp. 3 – 42.
42. MARIC M., « Pauvreté et exclusion sociale, une approche par la théorie des capacités ».
43. Madagascar Action Plan 2007
44. MONCER, J. : « Schooling, Experience, and Earnings », Columbia University Press, New York, 1974
45. NELSON RR et PHELPS : « Investment in Humans, Technological Diffusion, and Economic Growth », *American Economic Review*, 1966, n°56, ½, pp.69 - 75
46. OMS : « *Santé, croissance économique et lutte contre la pauvreté* », Rapport de la commission Macroéconomique et Santé, Avril 2002.
47. PAGANO M. et GIAVAZZI F.,; « Can severe fiscal contractions be expansionary? Tales of tow small European countries”, in O.J Blanchard and Fischer, *NBER Macroeconomics Annual*, 1990, pp 75-111, Cambridge, Mass and London, MIT Press.
48. RAFFINOT M et BORIS S : « Les cadres de dépenses à moyen terme : un instrument utile pour les pays à faible revenu ? », *STATECO* N° 100, 2006, pp 105-120.
49. RAVALLION M: « Issues in measuring and modeling poverty », *Policy Research Working Paper* N°1615, 1996, Banque Mondiale.
50. RAVALLION M : « Can high inequality developing countries escape absolute poverty ? », *Economics Letters*, 1997, pp51-57.
51. RAVALLION M : “Growth, inequality and poverty : Looking beyond Averages”, *World Development*, 2001, Vol 29, N°11, pp 1803-1815.
52. RAVALLION M et SHAOHUA C. : « What can new survey data tell us about recent changes in distribution and poverty ?”, *The World Bank Economic Review*, vol 11, N°2, pp 357-82.
53. RAVALLION M. : “*Pro-poor growth : a primer*”, world Bank Policy Research working paper 3242, March 2004.

54. RAZAFINDRAKOTO M. et ROUBAUD F., : « Les multiples facettes de la pauvreté dans un pays en développement. Le cas de la capitale malgache », *Economie et statistique*, 2005, N°383-384-385, pp
55. RICHARD H et ADAMS J: “ Economic growth, inequality and poverty: Estimating the growth elasticity of poverty”, *World Development*, 2004, Vol 32,No12, pp1989-2014.
56. ROMER : “Should the government subsidze supply or demand in the market for scientists and engineers ?”, NBER Working Paper, 2000, n°7723
57. ROMER PP : “Endogeneous Technil change”, *Journal of Political Economy*, 1990, n°98, pp.71 – 102
58. SEN A. : “Commodities and Capabilities”, Amsterdam, North-Holland, 1985
59. SEN A. : “Inequality Reexamined”, New York, Russell Sage Foudation, Cambridge, Harvard University Press, third edition, 1995.
60. SEN A. : “Social exclusion : concept, application and scrunity”, Asian Development Bank, Office of Environment and Social Development, Social Development papers, N°1, juin 2000.
61. SOLOW R : « Peut-on recourir à la politique budgétaire? Est-ce souhaitable ? », *Revue de l'OFCE*, Octobre 2002, N°83 pp7-84
62. THOMAS D. : « Health, nutrition, and economic prosperity : a microeconomic perspective”, Document de reference prepare pour le WG1, CMS, 2001.
63. ULMANN P: « *La santé dans les modèles de croissance : bilan et perspectives* », Conservation National des Arts et Métiers Paris, 2002.
64. WEBBER D. : “Policies to stimulate growth : should we invest in health or education ?”, *Applied Economics*, 2002, N°34, pp 1633-1643.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

LISTE DES FIGURES

LISTE DES ABREVIATIONS

INTRODUCTION..... 1

CHAPITRE I : CONTRIBUTION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE A LA

REDUCTION DE LA PAUVRETE : ARGUMENT THEORIQUE..... 3

SECTION 1 : APERCU THEORIQUE DE LA PAUVRETE..... 3

1. Evolution du concept de la pauvreté 3

2. Note sur les différentes approches de la pauvreté..... 5

 2.1. *Pauvreté monétaire* 5

 2.2. *Approche de la pauvreté de capacités* 5

 2.3. *Pauvreté d'existence* 7

3. Mesure de la pauvreté..... 7

 3.1. *Choix des indicateurs*..... 7

 3.1.1. Les indicateurs monétaires..... 7

 a) Le revenu 7

 b) La consommation 8

 3.1.2. Les indicateurs non monétaires..... 8

 a) Indicateurs sanitaires..... 8

 b) Indicateurs nutritionnels..... 8

 c) Indicateurs éducationnels 9

 3.2. *Estimation d'une ligne de pauvreté* 9

 3.2.1. Lignes de pauvretés relatives..... 9

 3.2.2. Lignes de pauvreté absolues..... 9

 3.3. *Identification des mesures de la pauvreté*..... 10

 3.3.1. L'incidence de la pauvreté..... 10

 3.3.2. La profondeur de la pauvreté..... 10

 3.3.3. La sévérité de la pauvreté 11

SECTION 2 : CORRELATION ENTRE POLITIQUE BUDGETAIRE ET

REDUCTION DE LA PAUVRETE..... 12

1. Note sur la politique budgétaire	13
1.1. Définition.....	13
1.2. Instruments de la politique budgétaire.....	13
1.2.1. Les politiques de recettes fiscales.....	13
1.2.2. Politiques des dépenses publiques.....	14
a) Augmentation des dépenses.....	14
b) Réduction des dépenses publiques.....	15
2. Dépenses publiques, croissance et pauvreté.....	16
2.1. Dépenses publiques et croissance économique.....	16
2.1.1. Modèle néoclassique standard.....	17
2.1.2. Les modèles de croissance endogène.....	18
a) Dépenses publiques. Dans les théories de la croissance endogène..	18
b) Education et croissance endogène.....	21
b.1.) Approche microéconomique.....	22
b.2.) Approche macroéconomique.....	23
b.2.1.) L'accumulation du capital humain.....	23
b.2.2.) Le progrès technologique et la recherche Développement.....	24
c) Santé et croissance économique.....	25
c.1.) Approche microéconomique.....	26
c.2.) Santé dans les modèles de croissance.....	27
2.2 Croissance et réduction de la pauvreté.....	27
2.2.1. Inégalité et la croissance.....	29
2.2.2. Répartition sectorielle de la croissance.....	29
3. Impact des dépenses publiques sur la pauvreté.....	30
3.1. Impact des dépenses publiques en matière d'éducation.....	31
3.1.1. Education et développement.....	31
3.1.2. Impact des dépenses publiques.....	32
3.2. Impacts des dépenses publiques en matière de santé.....	33
3.2.1. Santé en tant que capital humain.....	33
3.2.2. Impact des dépenses publiques de santé.....	34
SECTION 3 : MODELES D'ANALYSE DE LA PAUVRETE.....	35
1. Le Simulateur d'Analyse Macroéconomique de la Pauvreté	36
1.1. Avantage.....	36
1.2. Limites du modèle.....	36
2. Le modèle IMMPA.....	37

2.1. Les agents et les modules du modèle IMMPA.....	37
2.1.1. <i>Les agents représentatifs</i>	37
2.1.2. <i>Les blocs du modèle</i>	37
2.2. L'intégration du secteur réel et du secteur monétaire et financier.....	38
2.3. Les indicateurs de répartition des revenus et de pauvreté.....	38
2.4. Les utilisations du modèle.....	38
3. Le modèle RMSM-X+P.....	39

CHAPITRE II : ANALYSE D'IMPACT DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA

PAUVRETE : SIMULATION A TRAVERS LE MODELE RMSM-X+P A

MADAGASCAR.....	41
-----------------	----

SECTION 1 : PRESENTATION DU MODELE RMSM-X+P..... 41

1. Fondements et historiques du modèle RMSM-X + P.....	42
1.1. <i>Modèle RMSM de base</i>	42
1.2. <i>Modèle RMSM-X</i>	42
1.3. <i>Modèle RMSM-X-P</i>	44
2. Spécification des équations et identification des variables.....	45
2.1. <i>Equation de la pauvreté</i>	45
2.1.1. Formulation économétrique.....	45
2.1.2. Explication des variables	46
a) Variable dépendante	46
b) Variable indépendante.....	46
2.2. <i>Module des indicateurs sociaux : Education et santé</i>	49
2.2.1. Equation d'éducation.....	49
a) Formulation économétrique.....	49
b) Spécification des variables.....	50
2.2.2. Equations de la santé.....	50
a) Formulation économétrique.....	51
b) Spécification des variables.....	51

SECTION 2 : CONTEXTE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR 52

1. Contexte général de la pauvreté à Madagascar.....	52
1.1. <i>Evolution du phénomène de la pauvreté</i>	52
1.1.1. Situation économique avant les années 80.....	52
1.1.2. Programme d'ajustement et politiques de stabilisation.....	53
a) Au niveau des finances publiques.....	53

b) Monnaie et crédit.....	53
c) Politique de change.....	54
1.1.3. Le DSRP.....	57
1.2. <i>Manifestation et profil de la pauvreté</i>	58
1.2.1. Manifestation.....	58
1.2.2. Profil de la pauvreté.....	59
2. Engagement du gouvernement en matière de réduction de la pauvreté.....	59
SECTION 3 : SIMULATION A PARTIR DES HYPOTHESES SUR LES	
DEPENSES PUBLIQUES	64
1. Données et méthodes économétriques	64
1.1. <i>Introduction de la variable santé dans l'équation de la pauvreté</i>	64
1.2. <i>Présentation des données</i>	65
2. Résultat de la régression.....	65
2.1. <i>Régression de la pauvreté</i>	65
2.2. <i>Régression de l'éducation</i>	67
2.3. <i>Régression de la santé</i>	68
3. Projection de l'évolution de l'incidence de la pauvreté pour le cas de Madagascar.....	68
CONCLUSION	79
ANNEXE	
BIBLIOGRAPHIE	

Nom et prénoms : RASOAZANATODY Norohanta Alexandrine
Titre du mémoire : « POLITIQUE BUDGETAIRE ET REDUCTION DE LA PAUVRETE »
Nombre de pages : 80
Nombre de figures : 14
Nombre de tableaux : 03

RESUME

La réduction de la pauvreté devient actuellement une des priorités des communautés internationales et les forces vives des pays en développement. Diverses politiques ont été déjà mises en œuvre à cette fin. La politique budgétaire, qui constitue un outil important de la politique économique vu son rôle est l'une d'entre elles.

En effet, l'objectif de ce travail est d'évaluer l'évolution de la pauvreté suivant la politique budgétaire c'est-à-dire à partir de la gestion des dépenses publiques, en particulier, celles allouées aux secteurs sociaux (santé et éducation). Pour ce faire, l'outil utilisé est le modèle d'analyse de la pauvreté élaboré par la Banque Mondiale, le RMSM-X+P.

Ce modèle est une extension du modèle RMSM-X mais ajouté un module pauvreté et un module d'indicateurs sociaux. Ce modèle est beaucoup plus pratique pour le pays qui a déjà de modèle macroéconomique tel que le RMSM-X+P. Cependant, le module pauvreté du RMSM-X+P ne tient pas compte de la branche santé dans l'équation de la pauvreté mais de l'éducation seulement. Or, la santé, selon les études empiriques déjà effectuées, est un facteur déterminant de la pauvreté au même pied d'égalité que l'éducation. Ainsi, dans ce travail nous introduisons le facteur santé dans le module pauvreté du RMSM-X+P. En fait, il est indispensable de réévaluer les paramètres de l'équation économétrique en incorporant la santé. Selon le résultat de la régression toutes les variables explicatives, excepté l'ouverture et l'espérance de vie, sont toutes significatives. Quant à la simulation de l'évolution de la pauvreté à Madagascar depuis 2007, année où l'augmentation des dépenses publiques est effectuée, jusqu'en 2012, le résultat semble encourageant puisque le taux de pauvreté ne sera que 44,2% en 2012.

Professeur encadreur : Monsieur Mamy Raoul RAVELOMANANA

Agrégé des Universités en sciences économiques et Professeur à la
Faculté DEGS